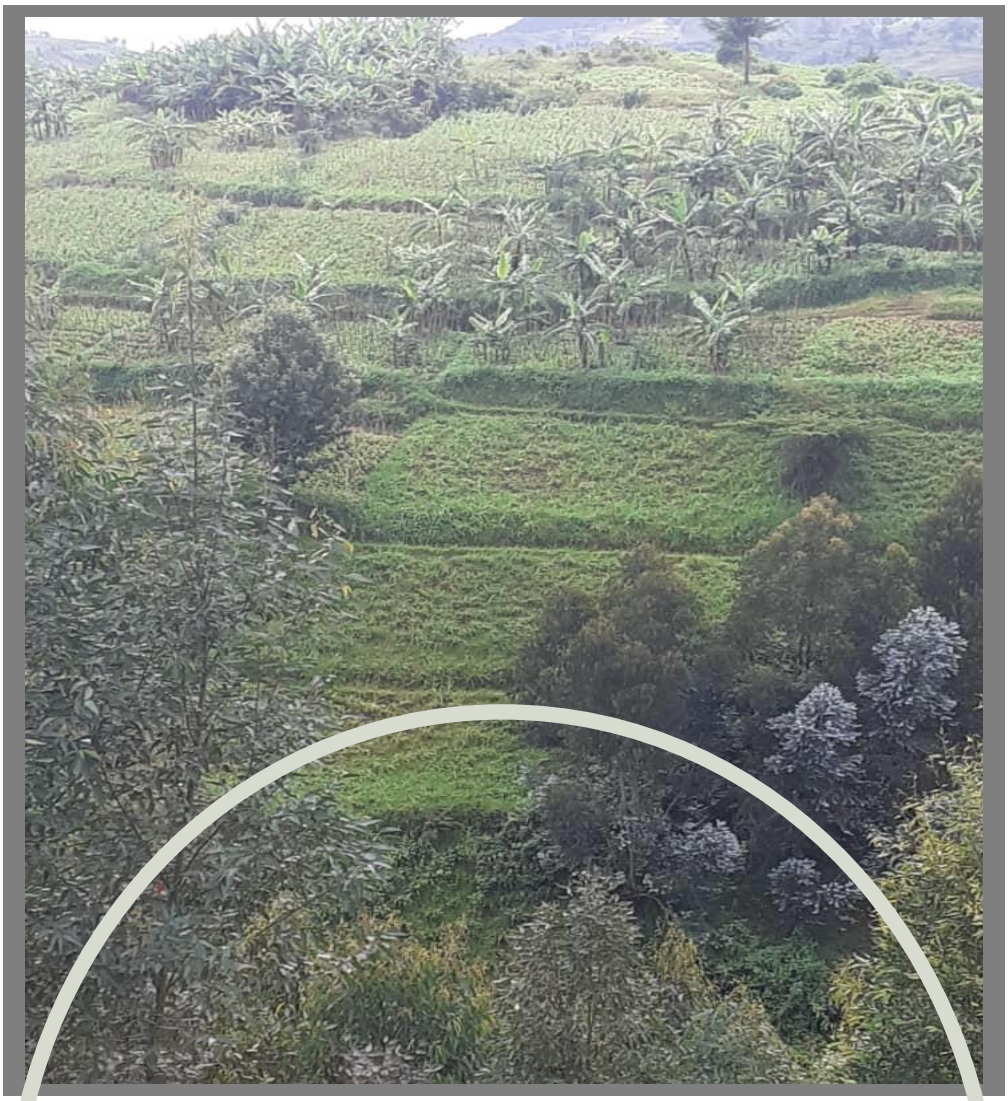

Évaluation finale du Programme de coopération universitaire institutionnelle – CUI à l'Université du Burundi
Rapport final

vliruos
SHARING MINDS, CHANGING LIVES

Juin 2021

Corina Dhaene (ACE Europe, Belgique), Manassé Nimpagaritse (consultant basé au Burundi) et Raymond-Blaise Habonimana (consultant basé au Burundi)

Table des matières

ACRONYMES 4

PRÉFACE 5

RÉSUMÉ EXÉCUTIF 6

1. Introduction 12

1.1. Considérations générales 12
1.1.1. En quoi consiste un programme CUI ? 12
1.1.2. Le programme de CUI à l'Université du Burundi 13
1.1.3. Termes de référence de l'évaluation 16

1.2. Contexte 17

1.3. Méthodologie et processus d'évaluation 23

1.4. Structure du rapport d'évaluation 27

2. Constats globaux de l'évaluation 28

2.1. Pertinence 28
2.1.1. Pertinence dans le contexte du Burundi 29
2.1.2. Synergie avec d'autres programmes/projets 30
2.1.3. La synergie entre les différents projets du programme 31

2.2. Efficacité et indices d'impact 32
2.2.1. La réalisation des objectifs académiques (recherche et enseignement) 33
2.2.2. Les effets sur l'institution/l'UB 36
2.2.3. La réalisation des objectifs par rapport au développement 36

2.3. Efficience 38

2.3.1. La réalisation des résultats intermédiaires 38

2.3.2. Le soutien aux processus de renforcement de recherche et d'enseignement 39

2.3.3. La gestion et la mise en œuvre du programme 41

2.4. Durabilité 42

3. Évaluations par projet 45

3.1. CUI P1 : PROJET 1 : APPUI À L'ENSEIGNEMENT ET À LA RECHERCHE EN SCIENCES DE BASE *45*

3.2. CUI UB P2 Santé communautaire rurale (SaCoR) *54*

3.3. CUI P3 : Sécurité alimentaire pour le développement rural durable dans trois provinces densément peuplées au nord du Burundi sous climat changeant (SADER iii) *63*

3.4. CUI UB P4 Promotion d'un État de droit au Burundi : Appui au renforcement des capacités de formation et de recherche de la Faculté de droit et du CERFOPAX *76*

3.5. CUI UB P5: Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) et la Bibliothèque *85*

4. Conclusions et recommandations 95

4.1. Leçons tirées de l'effet des projets sur l'institution de l'UB *95*

4.2. Conclusions par rapport aux critères d'évaluation *96*

5. ANNEXES 101

5.1. Annexe 1 : Termes de référence – disponibles sur demande auprès du VLIR-UOS *101*

5.2. Annexe 2 : Cadre d'évaluation *101*

5.3. Annexe 3 : Programme de la mission et liste des personnes interviewées *110*

5.4. Annexe 4 : Liste des documents du programme consultés *113*

Tableaux

Tableau 1 : Composition du programme CUI – UB tel que présenté dans les TdR

Tableau 2 : les orientations stratégiques de l'UB

Tableau 3: Vue d'ensemble des questions d'évaluation au niveau du programme et des projets liées aux critères d'évaluation de l'OCDE / CAD

Tableau 4 : Aperçu des scores concernant les questions par rapport à la pertinence

Tableau 5: synergie avec des acteurs en dehors du programme CUI

Tableau 6 : Aperçu des scores concernant les questions par rapport à l'efficacité et indices d'impact

Tableau 7 : Contribution au renforcement des capacités scientifiques et académiques

Tableau 8: Aperçu des services à la société (par projet CUI)

Tableau 9 : Aperçu des scores concernant les questions par rapport à l'efficience

Tableau 10: Aperçu des résultats par rapport à la réalisation des résultats intermédiaires

Tableau 11 : Aperçu des scores concernant les questions par rapport à la durabilité

Tableau 12 : Synthèse des recommandations de l'évaluation du programme CUI UB

ACRONYMES

ARES	Académie de recherche et d'enseignement supérieur
AUF	Agence universitaire de la francophonie
BM	Banque mondiale
BMD	Baccalauréat, master, doctorat
CERFOPAX	Centre de recherche et de formation pour la paix
CNES	Commission nationale de l'enseignement supérieur
CPC	Comité de pilotage commun
CRDS	Centre de recherche en didactique des disciplines et de diffusion des sciences au Burundi
CRSNE	Centre de recherche en sciences naturelles et de l'environnement
CRMP	Centre de recherche en mathématiques et physique
CUI	Coopération universitaire institutionnelle
DGAP	Direction générale de l'administration pénitentiaire
EAC	East African Community
FABI	Faculté d'agronomie et de bio-ingénierie
FSI	Faculté des sciences de l'ingénieur
GIZ	Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit
KUL	Katholieke Universiteit van Leuven – Université Catholique de Louvain
MSPLS	Ministère de la Santé publique et de la Lutte contre le SIDA
NTIC	Nouvelles technologies de l'information et de la communication
PIC	Projet interuniversitaire ciblé
ToC	Théorie du changement
SADER	Sécurité alimentaire pour le développement rural durable
TdR	Termes de référence
UA	Université d'Anvers
UA	Union africaine
UB	Université du Burundi
UE	Union européenne
UOS-VLIR	Universitaire ontwikkelingssamenwerking (coopération universitaire au développement) / Vlaamse Interuniversitaire Raad (Conseil interuniversitaire flamand)

PRÉFACE

L'évaluation du programme CUI UB a été réalisée à la demande du VLIR-UOS par le bureau ACE Europe, qui a constitué une équipe de trois évaluateurs : un consultant belge basé en Belgique (responsable du soutien méthodologique, de la collecte de données en ligne, de l'analyse au niveau du programme et de la coordination du rapport) ainsi que deux consultants burundais pour l'exécution de la mission sur le terrain et le rapportage au niveau des projets. Cette évaluation n'aurait pas pu avoir lieu sans la contribution de nombreuses personnes. En premier lieu, nous tenons à remercier les coordinateurs et gestionnaires Sud et Nord du programme pour leur soutien logistique dans l'organisation de la mission sur le terrain et dans la mise en relation avec les parties prenantes. Nous tenons également à remercier toutes les personnes rencontrées pour leur disponibilité à répondre à nos sollicitations et questions. Enfin, nous remercions également les membres de l'équipe du VLIR-UOS pour la mise à disposition de la documentation très complète et les réponses apportées à nos sollicitations.

Les opinions exprimées dans le présent rapport représentent les points de vue des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position du VLIR-UOS.

Corina Dhaene, Manassé Nimpagaritse et Raymond-Blaise Habonimana, mai 2021.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Contexte de l'évaluation – Le programme de coopération universitaire institutionnelle (CUI) avec l'UB s'est déroulé sur la période 2010-2021 et reposait sur un budget de 1.665.000 EUR. Cette période de mise en œuvre a été divisée en trois phases distinctes. La présente évaluation finale est effectuée à la fin de la troisième et dernière phase du programme. Le programme est mis en œuvre à travers 5 projets, par une coopération entre l'Université du Burundi et la KU Leuven (P1, P3, P4), l'Université d'Anvers (P2) et la VUB (P5). Les projets sont les suivants :

- P1 : Soutien à l'enseignement et à la recherche en sciences de base
- P2 : Santé communautaire rurale (SaCoR)
- P3 : Sécurité alimentaire pour le développement rural durable dans trois provinces densément peuplées au nord du Burundi caractérisées par un climat variable (SADeR-III)
- P4 : Promotion d'un État de droit au Burundi : soutien au renforcement des capacités de formation et de recherche de la faculté de droit et du CERFOPAX
- P5 : Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et la Bibliothèque (projet transversal pour la CUI et l'université)

La conception de la CUI est réalisée en synergie avec l'ARES, plus particulièrement en ce qui concerne le renforcement de l'école doctorale et le soutien aux NTIC (projet 5).

Depuis la crise politique et économique de 2015 (donc dans la phase II), des adaptations ont été apportées au programme CUI. Cela s'est traduit, par exemple et surtout dans la phase II, par le remplacement partiel du travail sur le terrain, par un travail sur le campus et dans des centres de recherche, une réflexion sur des sujets politiques sensibles et un plus grand nombre de voyages en Belgique, car les voyages des Belges au Burundi ont été limités pendant un certain temps. Les restrictions ont été assouplies à partir de 2018 (2e année de la phase III) et le travail de terrain et les voyages ont repris, avant de redevenir difficiles suite à la crise du Covid-19.

Université du Burundi – L'UB est la plus importante institution publique d'enseignement supérieur du Burundi en termes de nombres d'étudiants inscrits, de membres du personnel et de filières d'enseignement. Elle aspire à être une institution d'enseignement et de recherche de qualité visant l'excellence et l'innovation pour le développement durable du pays et qui rayonne au niveau régional et international via les partenariats avec les autres institutions d'enseignement supérieur du monde. Aujourd'hui, une vingtaine d'institutions académiques privées opèrent au Burundi. L'UB se retrouve (avec 3 autres universités burundaises privées) dans le Ranking Web of Universities, en 2021 à la 293e place sur 1917 universités africaines (et à la 6734e place dans le monde), classement qui est basé sur les publications. Une moins bonne performance par rapport aux chiffres de 2017, ce qui montre probablement l'impact de la crise de 2015.

L'Université du Burundi a commencé à se préparer à entrer dans le système de Bologne (3-5-8, ou BMD) dès la rentrée académique 2011-2012. Elle a bénéficié de grands programmes de soutien, comme le PARES (financé par la France entre 2006 et 2012) afin de préparer et faciliter la transition. Depuis 2016, l'UB est en phase de réorganisation de ses structures de recherche en vue notamment d'augmenter sa production scientifique et de diversifier la gamme des services qu'elle rend à la société.

Le contenu du document stratégique 2014-2019 suggère une évolution dans les orientations stratégiques et leur opérationnalisation par rapport au document stratégique précédent, ainsi qu'un niveau de professionnalisation croissant dans l'UB. Toutefois, les grandes lignes et les défis restent les mêmes, surtout en termes de financement de l'université. **Les finances de l'université**[1] proviennent pour 95 % de l'État et du ministère de l'Éducation nationale, qui assure les salaires du personnel, des fonds de fonctionnement et des fonds de recherches très limités (1 %[2] du budget total).

Le document stratégique fait référence à un système de suivi et d'évaluation, qui est basé sur un processus participatif. Les évaluateurs ne sont pas au courant de la réalisation de ce plan de suivi, plus en particulier la réalisation par rapport aux indicateurs utilisés ou les sondages au niveau des étudiants et des employeurs.

Approche, méthodologie et limitations de l'évaluation – Une évaluation à mi-parcours du programme CUI a eu lieu en 2013 et présentait une évaluation par projet et une analyse de l'exécution et de la gestion du programme dans sa totalité. Les évaluateurs du rapport intermédiaire soulignent l'importance d'investir dans « l'Academic English », de renforcer les capacités des chercheurs (et autres) à formuler des projets pour attirer des fonds de l'extérieur et de renforcer les compétences en Project Cycle Management. Ces recommandations ont été peu prises en compte. La présente évaluation a réalisé une analyse au niveau du programme (avec des exemples au niveau du projet à titre d'illustration et de justification). Dans la mesure où il s'agit d'une évaluation finale du programme, l'équipe d'évaluateurs a principalement focalisé son travail sur les objectifs de redevabilité et d'apprentissage. Les TdR suggéraient de formuler les questions d'évaluation en référence aux critères d'évaluation du CAD de l'OCDE. Pour cette évaluation finale, une attention particulière a été accordée aux critères d'efficacité et indices d'impact et de durabilité.

L'évaluation a été réalisée par une équipe composée de trois évaluateurs : l'un en Belgique (Corina Dhaene pour ACE Europe) et de deux consultants burundais (Manassé Nimpagaritse, expert en matière de santé et Raymond-Blaise Habonimana, expert en matière d'État de droit). Les contraintes liées à la pandémie de Covid-19 n'ont pas permis au consultant belge de se rendre sur place : il a donc été décidé d'inclure dans l'équipe d'évaluation deux consultants locaux.

---

[1] Informations provenant du document Programme Partenaire III, 37.

[2] Selon Masharabu, T et. Al et des chiffres de 2017, le Burundi consacrait en 2010 et 2011 seulement entre 0,12 et 0,14 % de son PIB, tandis que 1 % est recommandé par l'Union africaine. À titre de comparaison : en Afrique du Sud ce chiffre est de 0,73% et en Belgique de 2,46 %.

L'évaluation a été mise en œuvre en trois phases : une phase de démarrage, une phase de collecte de données et une phase d'analyse et d'établissement des rapports. Au cours de la phase de démarrage, sur base d'un échange collectif introductif avec l'ensemble des parties prenantes et une analyse approfondie des auto-évaluations, un cadre d'évaluation a été élaboré, composé de questions d'évaluation formulées en fonction des critères d'évaluation du CAD de l'OCDE au niveau des projets (pertinence et synergie, efficacité et indices d'impact, d'efficience (qui intègre une attention pour la qualité scientifique et durabilité)) et d'une question clé au niveau du programme.

Pour rassembler les informations nécessaires à l'analyse de ce programme, l'équipe d'évaluation a procédé à une étude des documents disponibles, à des entretiens semi-structurés (individuels ou en petits groupes) et aux observations au cours d'une visite du site des deux consultants locaux du 7 au 12 avril 2021. Un atelier de démarrage (avec la reconstruction d'une chronologie et discussions sur les facteurs qui influencent le développement de l'université) et des séances d'information et de débriefing avec les parties prenantes de l'UB concernées de façon directe (équipes de chaque projet) ont été organisés. Une restitution avec les équipes Nord et Sud était organisée, en ligne, sur base des rapports provisoires de chaque projet et une analyse préliminaire au niveau du programme a été réalisée (sur base d'un diaporama).

Les limitations principales étaient les suivantes :

- Le récolte de données quantitatives claires (faisant une bonne distinction entre la CUI et les autres activités et consolidant clairement les réalisations au travers des années) posait des défis : les évaluateurs ne sont pas allés jusqu'au bout pour vérifier les chiffres et ont mis l'accent sur l'analyse de l'efficacité et de la durabilité (comme demandé dans les TdR de cette évaluation).
- Les évaluateurs n'ont pas pu apprécier la qualité de l'éducation à partir de la perception des étudiants.
- Il y a eu un manque de mise en place physique interactive de réunions qui stimulent la participation de toutes les parties prenantes simultanément et permettent de passer plus rapidement aux principaux problèmes et d'avoir une réflexion conjointe et créative sur les conclusions et recommandations.

Conclusions et recommandations – Les leçons suivantes sont **utiles pour VLIR-UOS et les partenaires universitaires** qui soutiennent / développent de nouveaux programmes CUI et portent sur :

- La difficulté et la nécessité de changer les structures académiques pour en faire des centres de recherche. Il pourrait être utile d'étudier un peu le cas du centre de recherche CEGEMI à l'UCB en RDC, qui est un centre de recherche interdisciplinaire sans consultance individuelle et qui opère déjà de manière semi-autonome d'un point de vue financier (info disponible dans l'évaluation de la CUI avec l'UCB) ;
- Le stage de recyclage comme modalité efficace pour renforcer la culture de recherche. Le fait que les stages étaient reliés aux propositions concrètes de recherche contribuait aux résultats

et est une bonne pratique. Il s'agit d'une modalité à conserver, à condition qu'elle puisse être mieux intégrée dans des approches / agendas des centres de recherche ;

- Le suivi des processus de changement au travers d'indicateurs (pertinents). Des indicateurs sont utiles pour mesurer les progrès et ne se limitent pas à atteindre des groupes cibles ou à des chiffres (conférences, publications), d'autant plus si on vise à un changement institutionnel. Il est recommandé que le choix des indicateurs corresponde aux indicateurs utilisés par l'université concernée (par exemple pour le suivi de son plan stratégique), ce qui n'était pas le cas dans le programme CUI ;
- L'importance d'assurer une contrepartie en espèces par l'Université soutenue, non seulement en vue de la durabilité mais également pour assurer des partenariats entre institutions égales.

Les évaluateurs concluent que le programme de la CUI était **très pertinent** par rapport à la stratégie de l'UB de créer une élite et d'investir dans la recherche et les politiques du pays. La pertinence a été renforcée grâce à la synergie avec l'ARES. Les évaluateurs n'ont pas remarqué de synergie comparable pour impliquer les étudiants de l'école doctorale (lors des stages, dans les réseaux) ou pour s'aligner sur la réorganisation des structures de recherches ni pour travailler ensemble avec des acteurs de développement présents au Burundi.

L'attention pour le genre était limitée à la compréhension qu'il est important d'assurer une participation des femmes (nombre de femmes qui participent / sont atteintes). Le programme n'a pas précisé de cibles (ou de seuils) ni de stratégie pour rendre opérationnelle cette attention.

Le programme de la CUI (pourvu que les PhD soient finalisés fin 2021) a eu **des effets par rapport aux objectifs académiques et, sur une plus petite échelle, au niveau développemental**. La CUI a contribué au renforcement d'une culture de recherche qui pourrait redynamiser au fur et mesure les centres de recherches de l'UB et qui a renforcé l'intégration de la recherche dans l'enseignement. L'importance des réseaux entre chercheurs et enseignants ne peut être sous-estimée. Bien sûr, d'autres influences, notamment d'autres bailleurs par le passé et l'ARES, et l'école doctorale ne sont pas à ignorer.

L'influence de la CUI sur la pédagogie d'enseignement est visible dans l'utilisation des diaporamas et des projecteurs, de l'accès amélioré à l'internet pour préparer le contenu (enseignants) et faire les travaux (étudiants) et d'une première expérience avec l'enseignement en ligne. L'influence sur le fonctionnement des centres de recherches ou l'UB comme institution, n'a pas été remarquée. Les aspects développementaux du travail de recherche ne sont pas encore clairement articulés, ni dans les démarches, ni dans l'exécution, ni dans la vision.

De manière globale et par rapport aux critères de jugement précisés dans le cadre d'évaluation, les évaluateurs considèrent **l'efficience comme bonne**. Par rapport à la réalisation des résultats intermédiaires, une augmentation du nombre de thèses défendues depuis 2017, de publications (dans des revues internationales) et de revues des facultés (notamment la faculté de droit) est à constater. Il faut toutefois aussi reconnaître des délais considérables, par ex. dans la finalisation des PhD (une sous-performance par rapport au nombre de publications y est liée pour P2 et P5) et la sous-performance en ce qui concerne la réalisation des conférences (due à la crise du Covid-19)).

Dans la mise en œuvre et la gestion, différents points forts ont été remarqués, notamment le choix pour les facultés et départements plus petits caractérisés par un certain potentiel, ainsi que la modalité de stages de recyclage.

La gestion du programme a été fortement soutenue par la gestionnaire Nord et sur le terrain par une cellule de gestion. La cellule de gestion à l'UB représente à présent une certaine capacité de gestion qui pourrait rassurer d'autres bailleurs externes. La personnalité des co-responsables a également beaucoup contribué à l'avancement des projets.

Les évaluateurs soulignaient quelques points faibles, par exemple par rapport à la conception du budget pour faciliter le travail sur le terrain, et la bande passante trop faible.

L'UB et les départements impliqués dans le programme CUI ont développé au fil des ans une capacité encore fragile mais émergente à réagir aux appels d'offres (ce qui constitue un potentiel à apprécier). Le potentiel est là, les résultats de recherche sont à valoriser et à consolider, mais **la durabilité (surtout financière) constitue un défi**. Les évaluateurs posent des questions pour tout ce qui concerne la maintenance des équipements, la consolidation des recherches/approches de recherche et la rétention du capital humain pour la recherche pose un défi. Si les opportunités pour la recherche (pertinente et attractive) ne sont pas possibles (par manque de moyens), les personnes formées vont investir davantage dans la consultance et seront moins disponibles pour encadrer des étudiants ou comme force dans les centres de recherches (pour regrouper les agendas, identifier des opportunités et pour libérer du temps pour écrire des propositions de recherches).

Aucune stratégie spécifique pour la collecte de fonds pour la recherche (sauf peut-être l'organisation de quelques séminaires) n'est fortement développée.

Synthèse des recommandations en fonction du renforcement :	
Pertinence	**Recommandation 1 –** Au niveau des partenaires universitaires : formulation d'objectifs de synergie avec des acteurs et programmes externes (du programme de la CUI) de façon explicite (avec des indicateurs / marqueurs de progrès à suivre et un budget spécifique si nécessaire). **Recommandation 2 –** Au niveau des partenaires universitaires : développement d'une stratégie proactive sur le genre. Vu la situation assez positive dans d'autres secteurs du Burundi, il pourrait être possible de chercher un soutien externe / une consultance au Burundi pour faire accompagner l'UB.
Efficacité et indices d'impact	**Recommandation 3 –** Au niveau de l'UB : mise à jour des politiques, notamment par rapport au fonctionnement et au financement des centres de recherche (voir également leçons tirées) et l'aspect de « service à la société ». **Recommandation 4** – Au niveau de l'UB : réflexion sur la manière dont les services / directions de l'UB peuvent mieux soutenir, nourrir et exploiter des réseaux existants (besoin d'un effort plus concerté avec une plus grande coordination avec la direction de coopération). **Recommandation 5** – Au niveau de l'UB. Importance clé de la numérisation : pour assurer l'aboutissement, il existe un besoin d'expertise en dehors du Burundi – où l'obtenir et comment la financer ?
Efficience	**Recommandation 6 –** Au niveau du VLIR-UOS : en relation avec le volet « service à la société » : l'organisation d'activités sur le terrain et avec des acteurs de la société civile, des secteurs privés, des services de l'État déconcentrés pose des défis spécifiques par rapport au budget qui ne sont pas toujours bien pris en compte ni anticipés. Ce point mérite une plus grande attention dans des projets futurs et la formulation de critères clairs. **Recommandation 7** – Au niveau de l'UB : comment mieux intégrer un programme de formation (par ex. pédagogie, statistiques, etc.) pour tous les enseignants / chercheurs et assurer un suivi (pour renforcer les effets, pour soutenir l'application) – de type « académie permanente » pour les enseignants / chercheurs.
Durabilité	**Recommandation 8 –** Au niveau de L'UB : il convient de réfléchir à la manière de mettre en correspondance les politiques et les avancées en termes académiques, en particulier en termes

	de financement des frais de maintenance des équipements et de rétention des ressources humaines pour la recherche (y compris le rajeunissement du cadre) et vis-à-vis d'une université qui a fort grandi.

1. Introduction

1.1. Considérations générales

1.1.1. En quoi consiste un programme CUI ?

Le programme de Coopération universitaire institutionnelle (CUI) développé par le VLIR-UOS a pour but de soutenir de manière substantielle un nombre limité d'universités partenaires soigneusement sélectionnées dans le monde. Ce soutien concerne en général plusieurs des éléments suivants : i) le développement institutionnel de l'université partenaire ; ii) l'amélioration de la qualité de l'enseignement au niveau local ; iii) le développement de l'enseignement postuniversitaire et de la recherche au niveau local ; et/ou iv) le renforcement des liaisons sud-sud.

Il s'agit d'une coopération à long terme (généralement 10 ans ou plus) qui vise à renforcer le rôle des institutions partenaires du Sud dans leur environnement et dans leur position d'acteurs. Ces institutions partenaires doivent être pleinement impliquées dans le processus de mise en œuvre.

L'approche programme a aussi pour but de stimuler la synergie entre différentes interventions, dans et hors de la CUI, pour créer une valeur ajoutée, en termes d'impact institutionnel, qui soit plus large que ce qu'on pourrait attendre de la seule intervention du programme lui-même. Ces partenariats institutionnels, basés sur un esprit de dialogue et de respect mutuel, visent à impliquer les différentes parties constitutives (facultés, départements) de l'université afin d'en améliorer la capacité d'enseignement, de recherche et de service à la société afin que l'institution acquière une réelle capacité d'acteurs de développement dans son environnement.

Une **Théorie du changement (TOC) commune** à tous les programmes de la CUI a été formulée. Si chaque programme est subdivisé en un certain nombre de projets synergiques / complémentaires comprenant différentes activités interdépendantes, ceux-ci s'inscrivent dans un cadre de résultats individuels à atteindre, bien déterminé, mais aussi une théorie du changement commune.

Il est attendu qu'un programme CUI soit plus que la somme de ses projets : à travers la gestion au niveau du programme, l'échelle de l'ensemble du programme, les projets transversaux (renforcement institutionnel), les interconnexions entre les différents projets, le soutien apporté par l'unité de soutien au programme et la masse des capacités créées, un programme de CUI vise à donner à l'université locale, dans son ensemble, le potentiel et les moyens de mieux remplir son rôle d'acteur du développement dans la société (dans sa triple fonction d'enseignement, de recherche et de service à la société).

La TOC est construite sur base d'une combinaison d'apports de projets classiques qui soutiennent le renforcement des pratiques de recherches et de formation qui, par l'amélioration des connaissances, doivent permettre de créer et développer des applications utiles à la société et aux parties prenantes. Des supports transversaux contribuent à ces développements. L'amélioration des connaissances et leur applicabilité comme réponse aux besoins de la société doivent alors contribuer au renforcement des performances institutionnelles de l'université qui lui permette de mieux assurer son rôle d'acteur de

développement et de contribuer aux changements sociétaux. Le schéma 1 ci-dessous illustre cette logique de changement.

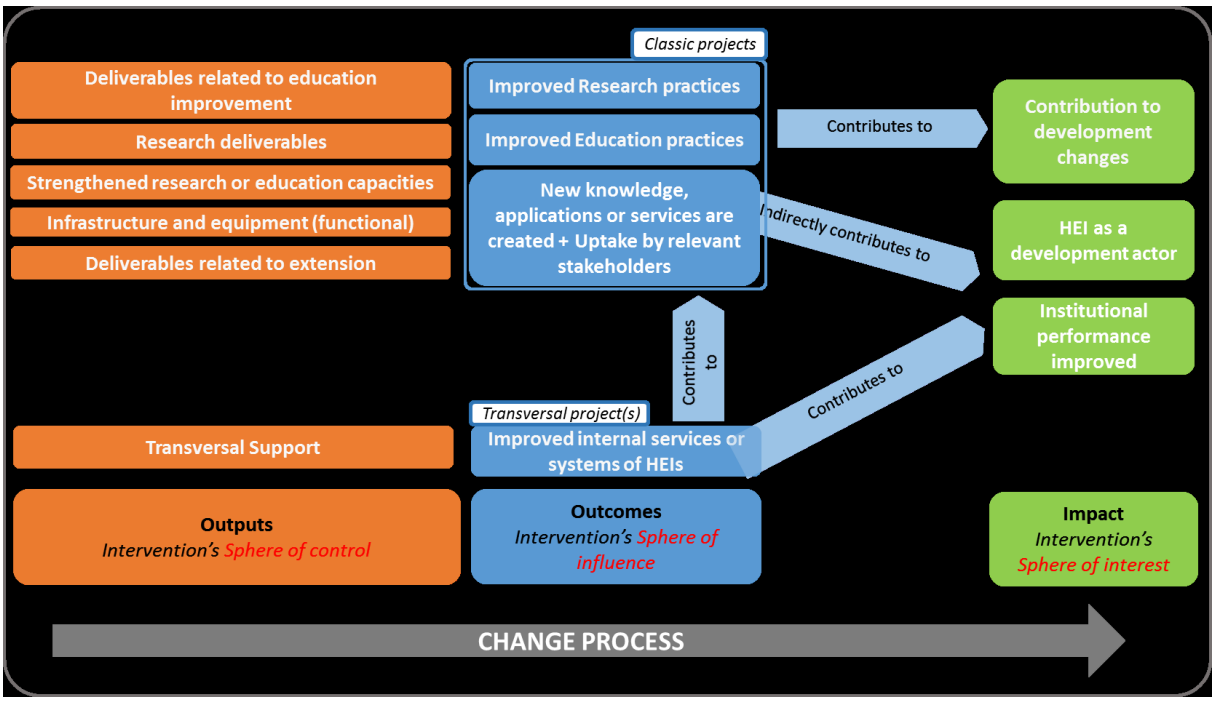

Schéma 1 – Théorie du changement des programmes CUI

Les programmes de CUI sont gérés par des comités de pilotage locaux et un comité de pilotage conjoint Nord-Sud auquel participe également le VLIR-UOS. Les coordinateurs Nord et Sud gèrent le programme avec le soutien d'un responsable de programme au Sud et un soutien administratif, tant au Nord qu'au Sud. Chaque projet est géré par deux coordinateurs (au Nord et au Sud) qui participent aux comités de pilotage.

1.1.2. Le programme de CUI à l'Université du Burundi

Le programme de coopération universitaire institutionnelle avec l'UB s'est déroulé sur la période 2010-2021, avec un budget de 1.665.000 EUR, dont 45 % pour les bourses, 40 % en coûts opérationnels, 6 % pour le personnel, 2 % pour l'investissement et 3 % pour la gestion administrative (la gestionnaire Nord) et 5 % pour la cellule de gestion à l'UB. Cette période de mise en œuvre a été divisée en cinq phases distinctes. La présente évaluation finale est effectuée à la fin de la troisième et dernière phase du programme, avant la mise en œuvre de la phase de sortie. Cette phase a commencé le premier janvier 2021 et prendra fin le 31 décembre 2022. À cause de la pandémie de Covid-19, plusieurs activités prévues sur le budget de 2020 ont été reportées (et le budget a été reporté exceptionnellement).

IUC Programme Cycle	Phase In	Phase 1 partner programme Capacity Building			Phase 2 partner programme Capacity Building continued			Phase 3 partner programme Consolidation and valorisation				Phase Out: Valorisation	
Year	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Partnerships	2010	2011-2013			2014-2016			2017-2021				2021	2022

La CUI avec l'université du Burundi s'articule autour d'objectifs académiques (qualité accrue des ressources humaines) et de développement (amélioration des conditions de vie grâce à un personnel bien formé et une recherche de qualité). Le programme est mis en œuvre à travers 5 projets, par une coopération entre l'Université du Burundi et la KU Leuven (P1, P3, P4), l'Université d'Anvers (P2) et la VUB (P5).

Le programme s'aligne sur les priorités nationales en matière de réduction de la pauvreté et de consolidation de la paix. Il vise à renforcer la qualité de l'éducation (à la fois le doctorat et le master) et la qualité de la recherche (y compris l'établissement de centres de recherche opérationnelle). Le programme de la CUI avec le Burundi se concentre sur la santé des communautés rurales, l'État de droit, la sécurité alimentaire et le développement rural, les TIC et les bibliothèques, avec des thèmes transversaux tels que la bonne gouvernance, la qualité de la recherche et de l'éducation, les écoles doctorales, l'anglais académique, le genre et la diversité (non-discrimination).

Les projets sont synthétisés dans le tableau ci-dessous : le P1 reçoit le plus grand budget :

UB: fac./dép. accueillant	Titre du projet	Résultats anticipés	Budget
Faculté des Sciences	**P1:** Soutien à l'enseignement et à la recherche en sciences de base	- Des stages de recyclage permettent de créer des réseaux avec des collègues belges, d'assurer la génération future et d'augmenter la qualité de l'enseignement (contexte de réformes récentes des BA, MA, PhD). - Des stages et des formations aident les enseignants-chercheurs à éditer et à publier leurs publications. - Encadrement d'écoles secondaires pilotes (Cibitoke, Mwaro, Ijenda, Makamba) au travers du centre CRDS	376.579 € (ou 22,6 % du budget total)
Département de médecine communautaire dans la faculté de médecine	**P2:** Santé communautaire rurale (SaCoR)	- La recherche sur la santé permet d'éduquer la population afin de réduire les risques médicaux. - Les formations données à la population pendant les enquêtes aident à réduire les maladies. - Reformulé par la suite[3] comme : le partage des résultats des recherches avec les autorités sanitaires permettra d'orienter les stratégies de	218.411 € (13 % du budget total)

[3] Dans le feedback sur le rapport provisoire.

		lutte contre ses maladies (avec moins d'accent sur les résultats au niveau de la population)	
FABI	**P3:** Sécurité alimentaire pour le développement rural durable dans trois provinces densément peuplées au nord du Burundi caractérisées par un climat variable (SADeR-III)	- La recherche sur l'érosion/élevage permet d'éduquer la population pour mieux protéger l'environnement. - Le projet SADeR supervise des moniteurs agricoles qui transmettent leurs connaissances à la DPE-AE (Direction provinciale de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage).	273.016 € (16,3 %)
Faculté de droit en collaboration avec le CERFOPAX	**P4:** Promotion d'un État de droit au Burundi : soutien au renforcement des capacités de formation et de recherche de la faculté de droit et du CERFOPAX	- Amélioration de la formation et de l'utilisation du droit par les acteurs directs et indirects.	218.377 € (13 %)
Transversale	**P5:** Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et la bibliothèque	- Le personnel et les étudiants profitent du nouveau matériel (laboratoires, fournitures de bureau, livres, connexion internet...) - L'amélioration de la connexion Internet a un impact positif sur le fonctionnement et la visibilité de l'UB. - Les NTIC dans l'école doctorale permettent de communiquer avec le monde extérieur. - Le scanner de la bibliothèque permet de numériser les ouvrages.	273.016 € (16,3 %)

Tableau 1 : Composition du programme CUI – UB tel que présenté dans les TdR

La conception de la CUI est faite en synergie avec l'ARES : en 2009, le VLIR-UOS a décidé de mettre sur pied une coopération institutionnelle avec le Burundi dans le contexte de sa stratégie de pays et en s'alignant sur les actions de la CUD/ARES. Ainsi, un alignement a été recherché entre les interventions de l'ARES et celles du programme CUI, plus particulièrement en ce qui concerne le renforcement de l'école doctorale et le soutien aux NTIC (projet 5). Une évaluation à mi-parcours du programme CUI a été exécutée en 2013. Le rapport ne formule pas de conclusions, mais bien des recommandations par rapport à chaque projet. Par rapport à la phase II de ce programme, les évaluateurs du rapport intermédiaire soulignent l'importance d'investir dans « l'Academic English » et de renforcer les capacités des chercheurs (et autres) à formuler des projets pour attirer des fonds de l'extérieur et pour renforcer les compétences en Project Cycle Management.

Plusieurs autres initiatives du VLIR-UOS ont été développées parallèlement à la mise en œuvre de la phase 3 du programme[4] :

- Initiative Sud (2015-2016) : stratégies pour l'utilisation agro-silvo-pastorale performante et durable des terres au Nord du Burundi pour les décennies futures – avec un lien possible avec les projets 1 et 3 de la CUI ;

[4] Programme partenaire III 2017-2020, 13-14.

- Initiative Sud (2015-2016) : surveillance de la dynamique de la biodiversité du lac Tanganyika (avec la VUB et l'Institut des sciences naturelles de Belgique) ;
- UniversiTiC (2010 -2016) : programme piloté par le responsable du P5 en en complémentarité avec ce projet : participation à la connexion à Internet, déploiement des infrastructures réseau, formations d'administrateurs réseau et de techniciens informatiques et primes pour les deux administrateurs réseau.
- Le P3 sera développé en synergie avec le projet ARES-CCD : voies d'amélioration génétique de la chèvre naine d'Afrique de l'Est, cas des provinces de Gitega et Rutana (ce projet peut capitaliser les données récoltées par le sous-projet du P3 sur les caprins).

Depuis la crise politique et économique de 2015 (donc dans la phase II), des adaptations ont été apportées au programme CUI. Cela s'est traduit, par exemple et surtout dans la phase II, par le remplacement partiel du travail sur le terrain par un travail sur le campus et dans des centres de recherche, une réflexion sur des sujets politiques sensibles, davantage de voyages en Belgique, car les voyages des Belges au Burundi ont été limités pendant un certain temps. Les universités partenaires ont également commencé à utiliser davantage de compétences locales et régionales. Les restrictions ont été assouplies à partir de 2018 (2e année de la phase III) et le travail de terrain et les voyages ont repris, avant de redevenir difficiles suite à la crise du Covid-19.

1.1.3. Termes de référence de l'évaluation

Les termes de référence (TdR) précisaient qu'une évaluation finale poursuit trois objectifs standard différents : i) **l'apprentissage :** sur la base des analyses de l'évaluation, des leçons peuvent être tirées sur ce qui a bien et mal fonctionné et pourquoi. Ces leçons tirées doivent contribuer à la qualité des programmes CUI en cours et futurs tant en termes de contenu que de gestion du programme ; ii) **le pilotage :** sur la base des analyses de l'évaluation, les recommandations formulées peuvent soutenir les décisions à prendre pour l'avenir des CUI ; et iii) **la redevabilité** : l'analyse des performances du programme CUI menée de manière indépendante doit permettre de disposer d'un bilan de l'atteinte des résultats qui soit rendu de manière autonome. Dans la mesure où il s'agit d'une évaluation finale du programme, l'équipe d'évaluateurs a focalisé son travail principalement sur les objectifs de redevabilité et d'apprentissage. Il sera question de relever les expériences et leçons tirées qui pourraient servir pour d'éventuels autres projets de recherche, de formation académique et de soutien institutionnel œuvrant dans les mêmes secteurs (capitalisation).

Les TdR suggéraient de formuler les questions d'évaluation en référence aux critères d'évaluation du CAD de l'OCDE. Pour cette évaluation finale, une attention particulière a été accordée aux critères **d'efficacité, de durabilité et d'indices d'impact**. Ceci implique d'analyser avec précision d'une part

les progrès effectifs dans la réalisation des objectifs spécifiques et d'autre part les mesures prises (plan de suivi) et potentialités réelles de poursuite des activités et résultats du programme au-delà de sa période de réalisation.

En outre, l'évaluation devait prendre en compte les effets de la pandémie de la COVID-19. Les consultants ont été invités à partager un document mettant en évidence la manière dont les effets de la pandémie seraient gérés en termes d'organisation de la mission d'évaluation et de définition des questions d'évaluation.

1.2. Contexte

Contexte général[5] – Enclavé au cœur de l'Afrique, le Burundi a une superficie de 27.834 km². Avec 11,6 millions d'habitants, dont une proportion de femmes de 50,4 % (2019), il est l'un des pays les plus densément peuplés de la région des Grands Lacs. Les défis pour l'enseignement sont ainsi énormes. Toutefois, le Burundi a fait des progrès significatifs, surtout en matière d'accès à l'éducation depuis l'introduction de l'enseignement primaire gratuit en 2005. Cette mesure a abouti à des progrès en matière de parité, en portant l'indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire à 0,99.

Le Burundi a traversé une **situation économique délicate** au cours des six dernières années, notamment en raison de la baisse de l'aide extérieure depuis 2015 et d'une crise politico-électorale (et suite à la crise de sécurité et économique[6]), ce qui a entraîné des difficultés budgétaires et en matière de balance des paiements ainsi que la suspension d'une partie d'aide étrangère. Pour compenser la perte de ressources extérieures, le Gouvernement a fortement mobilisé les ressources intérieures, mais cela n'a pas été suffisant pour répondre à une demande sociale continuellement en hausse, poussée par une croissance démographique soutenue. Le choc lié à la pandémie de Covid-19 est venu interrompre une reprise économique encore fragile et a impacté tous les comptes macroéconomiques : la croissance économique est estimée à 0,3 % en 2020 contre 1,8 % en 2019 ; après deux années de déflation, l'inflation a atteint 7,5 % en 2020, tirée par la hausse des prix des produits

---

[5] Source principale : Rapport d'évaluation intérimaire VLIR-UOS (2013), le rapport de la Banque Mondiale.

[6] En avril 2015, au cours de son Congrès, le parti politique CNDD-FDD nomme une nouvelle fois Pierre Nkurunziza pour le représenter lors des élections présidentielles prévues en juillet. Ceci déclenche la colère de manifestants dans la capitale et déchaîne contre lui des membres de la société civile, de l'Église catholique et des opposants. Les contestataires dénoncent une violation de la Constitution et des Accords d'Arusha, qui limitent à deux le nombre de mandats présidentiels. Pierre Nkurunziza, lui, considère n'avoir été élu par le peuple qu'une seule fois (en 2010) et refuse de retirer sa candidature. Il est réélu le 21 juillet 2015 lors d'un scrutin boycotté par l'opposition. https://www.cncd.be/burundi-crises-multiples-attente-reformes .

alimentaires et la disponibilité limitée des produits de consommation importés. La faiblesse de la croissance économique par rapport à la croissance démographique entraîne une faible croissance du revenu par habitant, estimé à environ 276 dollars pour 2020.

Sur le plan institutionnel, le Burundi semble décidé à améliorer les **rapports hommes-femmes** dans l'arène politique : la Constitution de 2005 fixe à au moins 30 % la représentation féminine à l'Assemblée nationale et au Sénat et les femmes étaient effectivement présentes dans le gouvernement à hauteur de 38 % en 2018. Par conséquent, le pays s'est hissé parmi les cinq meilleurs élèves africains. L'égalité entre les sexes constitue l'un des principaux axes d'intervention de l'État burundais : il s'agit entre autres de la Politique nationale genre (2012-2025), du Guide d'intégration du genre dans le Programme national de réforme de l'administration publique, de la création du ministère de la Solidarité nationale, des droits de la personne humaine et du genre, ou encore de la prise en compte du genre comme conditionnalité des partenaires du pays pour leur aide au développement.
Au lendemain de son élection, le président Évariste Ndayishimiye a annoncé les priorités sur lesquelles son gouvernement devra se concentrer, à savoir : la lutte contre le coronavirus (COVID-19) ; le renforcement des **services de santé** ; la lutte contre la corruption ; la relance de la **filière agricole** ; l'employabilité des jeunes ; et la prise en charge des retraités de l'État.

Enseignement supérieur – Les évolutions dans l'enseignement supérieur sont fort influencées par les Cadres stratégiques de croissance et de lutte contre la pauvreté, la Vision prospective Burundi 2025, ainsi que le Plan national de développement (PND 2018-2027). La Vision 2025 vise à mettre en place une politique d'éducation qui cible une population burundaise bien éduquée, ayant des qualifications et expertises qui lui permettent d'être compétitive sur le marché de l'emploi aussi bien intérieur qu'extérieur, particulièrement dans le cadre de la **dynamique de l'intégration régionale**.

D'autres politiques nationales pertinentes pour l'enseignement (et la CUI) sont le Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté (le dernier étant le CSLP II 2012-2015) et le Cadre stratégique pour la consolidation de la paix (CSCP) de 2007. Les axes stratégiques du CSLP II pour l'enseignement supérieur étaient les suivantes : mise en place du **système BMD** dans l'enseignement supérieur ; **harmonisation des programmes et des titres académiques avec ceux de la CEA** ; mise en place d'un **système de contrôle de la qualité** des institutions d'enseignement supérieur ; construction d'amphithéâtres et leur dotation en équipements informatiques et équipements des campus universitaires en parc informatique accessible aux étudiants.

Le document stratégique de l'UB 2014-2019 précise que, dans un contexte de moyens limités au niveau de l'État, l'orientation générale serait que les institutions d'enseignement supérieur publiques prennent en charge les « formations lourdes, qui exigent des coûts élevés et dont les services publics ont encore besoin de manière aiguë ». Il s'agit notamment de la formation des enseignants ainsi que les sciences fondamentales. Les autres filières, comme le droit et les sciences économiques, les formations dispensées à l'ISCO... devraient être laissées aux universités privées.

D'autres défis précisés sont le fait que la plupart des enseignants sont qualifiés dans leurs branches, mais très peu sont qualifiés pour enseigner, ainsi que les faibles capacités de gestion administrative et pédagogique des cadres et des enseignants et les disparités persistantes au niveau des genres au niveau de l'enseignement supérieur : l'indice de parité est de 0,33 dans le public et 0,75 dans le privé. Cet indice est encore plus faible dans les filières scientifiques et technologiques (0,26).

L'Université du Burundi, comme les autres universités, évolue dans son organisation sous la tutelle du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et est ainsi déterminée par la loi portant réorganisation de l'enseignement supérieur, adopté par l'Assemblée nationale en septembre 2020)[7]. L'objectif étant d'harmoniser l'enseignement supérieur burundais à ceux de l'EAC (East African Community), et de répondre aux exigences actuelles du marché de l'emploi (y compris les stages). La nouvelle loi permettra d'harmoniser également les référentiels d'accréditation et d'assurance qualité, avec ceux de la Communauté de l'Afrique de l'Est et des autres pays du monde qui utilisent le système BMD.[8] Parmi les apports majeurs de cette loi figure la mise en place du cadre national de qualification et de certification destiné, entre autres, à décrire les niveaux de formation du système d'enseignement, en clarifiant les conditions d'admission et les titres délivrés. Ainsi, le ministre espère que la nouvelle loi va résoudre la persistante problématique de reconnaissance et d'équivalence des diplômes des lauréats burundais et étrangers. Les ambitions du CLSP II formulées en 2012 sont ainsi au début de leur opérationnalisation.

Courte description de l'Université du Burundi[9] – Créée en 1964, l'Université du Burundi est l'unique université publique et compte actuellement près de **14.000 étudiants** répartis dans 8 facultés et 3 instituts avec un effectif de **245 enseignants / chercheurs détenteurs d'un doctorat (PhD)** et de 267 assistants toutes catégories (dont respectivement 34 et 35 femmes) opérant dans 13 centres de recherche sur diverses thématiques. Outre ses facultés et instituts, l'UB dispose de l'Institut Confucius pour l'enseignement de la langue et de la culture chinoise. L'UB est la plus importante institution publique de l'enseignement supérieur du Burundi en termes d'effectifs des étudiants inscrits, des personnels et des filières d'enseignement. Elle fait partie du Réseau interuniversitaire des Grands Lacs et du réseau interuniversitaire des pays de l'EAC (East African Community). Dans la plupart des filières

---

[7] Qui est une révision de la loi n° 1/22 du 30 décembre 2011 portant « Réorganisation de l'enseignement supérieur au Burundi » qui affecte à l'enseignement supérieur la mission de « produire et diffuser le savoir, en vue du progrès des connaissances et pour répondre aux besoins politiques, économiques, sociaux et culturels du pays particulièrement pour former les compétences nécessaires à son développement » (article 5). Cette même loi prévoit la création de l'École doctorale à l'UB, ce qui veut dire que l'Université du Burundi doit d'ores et déjà se préparer à former ses propres docteurs et maîtrisards

[8] https://www.jimbere.org/enseignement-superieur-nouvelles-reformes-burundi/ et http://cnesburundi.org/index.php/fr/actualites-et-evenements-fr/45-news-events

[9] http://www.ub.edu.bi/ (non disponible 25/052021) et Masharabu, T. et al. (2018) *La Recherche-Développement à l'Université du Burundi : bilan, défis et perspectives*.

organisées par l'UB, l'université ne rencontre pas trop de concurrence (sauf en ce qui concerne la filière « Droit » et la filière « Économie et gestion d'administration ») (chiffres de 2014, document stratégique de l'UB).

Depuis les années 2000, le paysage des institutions universitaires a commencé à varier. Des universités et instituts privés ont été créés. Le souci de la diversification des filières et les grèves répétitives des étudiants et enseignants de l'UB observés ces derniers temps ont entrainé des années académiques élastiques et ont accéléré le rythme de création de ces institutions académiques privées. Aujourd'hui une vingtaine d'institutions académiques privées opèrent au Burundi. L'UB se retrouve (avec 3 autres universités burundaises privées) dans le **Ranking Web of Universities**, en 2021 à la 293e place sur 1917 universités en Afrique (et à la 6734e place dans le monde), qui est basé sur les publications. Une **moins bonne performance par rapport aux chiffres de 2017** (comme cité dans Masharabu, T. et al.), ce qui montre probablement l'impact de la crise de 2015. L'UB dispose de plusieurs revues dont la périodicité n'est pas garantie.

L'Université du Burundi a commencé à se préparer à **entrer dans le système de Bologne (3-5-8, ou BMD)** dès la rentrée académique **2011-2012**. Elle a bénéficié des grands programmes de soutien comme le PARES (financé par la France entre 2006 et 2012) afin de préparer et de faciliter la transition.

Le **document stratégique de l'UB 2014-2019** souligne que les réformes vont concerner pratiquement tous les aspects de gestion des institutions universitaires. En conséquence, ces réformes vont toucher à des habitudes bien ancrées et se heurter à des privilèges, avec des risques de refus des changements que vont générer ces réformes. L'atout qui peut être exploité pour réduire les risques de résistances aux changements est le consensus sur le fait que les réformes sont de toute façon inévitables. Le document n'hésite pas à rappeler les fréquentes grèves du personnel universitaire entre 2000 et 2005 qui ont causé des dommages importants à la qualité de la formation universitaire.

Depuis 2016, l'UB est en phase de réorganisation de ses structures de recherche en vue notamment d'augmenter sa production scientifique et diversifier la gamme des services qu'elle rend à la société.

Le contenu du document stratégique 2014-2019 suggère une évolution dans les orientations stratégiques et leur opérationnalisation par rapport au document stratégique précédent et un niveau de professionnalisation croissante dans l'UB.[10] Toutefois, les grandes lignes et les défis restent les mêmes, surtout en termes de financement de l'université.

Les finances de l'université[11] proviennent pour 95 % de l'État et le ministère de l'Éducation nationale qui assure les salaires du personnel, des fonds de fonctionnement et des fonds de recherches (1 %[12]

---

[10] Tel que décrit et cité dans l'évaluation intérimaire de la CUI (2013), 13-14.

[11] Informations provenant du document Programme Partenaire III, 37.

[12] Selon Masharabu, T et. Al (op.cit.) et des chiffres de 2017, le Burundi consacrait en 2010 et 2011 seulement entre 0,12 et 0,14 % de son PIB, tandis que 1 % est recommandé par l'Union africaine. À titre de comparaison : en Afrique du Sud c'est 0,73 % et en Belgique 2,46 %.

du budget total) très limités. La gestion financière de l'UB est centralisée, il n'y a pas de budget séparé pour une faculté. Les facultés peuvent avoir accès à des finances extérieures, par ex. le département de santé communautaire peut recevoir du ministère de la Santé publique pour les travaux de recherche qui rentrent dans les priorités nationales. Les coopérations bilatérales et multilatérales couvrent 1 % du budget, le reste provenant des étudiants et des travaux de consultance.

Le document stratégique souligne qu'il n'est **plus raisonnable actuellement de compter sur l'État-providence et, qu'à ce titre, l'Université du Burundi devrait mieux utiliser ses propres ressources** et doit penser à d'autres partenariats pour réaliser ses ambitions : les universités partenaires, le secteur privé, les confessions religieuses, etc. Le document stratégique accepte que, face à la forte augmentation des effectifs, l'État soit incapable de continuer à financer les études universitaires au rythme de ces effectifs.

Le document stratégique 2014-2019 de l'Université va être révisé en 2021 afin d'assurer l'alignement avec la nouvelle loi sur l'enseignement supérieur.

L'université vise d'être une institution d'enseignement et de recherche de qualité visant l'excellence et l'innovation pour le développement durable du pays et qui rayonne au niveau régional et international via les partenariats avec les autres institutions d'enseignement supérieur du monde. Ses missions sont de :

- Dispenser une formation solide qui est adaptée à l'évolution des besoins de la société.
- Améliorer la qualité du savoir dispensé en plaçant l'accent non seulement sur des savoirs théoriques, mais aussi sur des savoirs pratiques et des considérations éthiques.
- Mettre en place les innovations pédagogiques pertinentes.
- Assurer l'excellence de la recherche.
- Renforcer le dialogue avec les milieux économiques, sociaux, culturels, politiques et éducatifs, afin de contribuer à la maîtrise des principaux défis qui se posent à la société, notamment le développement durable.
- Contribuer à l'innovation et au transfert de technologies et de connaissances vers la société.

L'UB a identifié 7 axes stratégiques. Ce sont principalement les suivants qui sont ciblés par la CUI :

Axe 2 : Des formations de haut niveau dans les domaines scientifiques et technologiques adaptés aux nouvelles priorités du pays.

Axe 4 : Promotion de la recherche fondamentale et appliquée basée sur la coopération scientifique en matière de recherche avec des pays développés.

Axe 5 : Mise en place d'un système de communication intégré (interne, interinstitutionnel, etc.) soutenu par les outils TIC.

Outre ces axes, 7 orientations stratégiques sous-jacentes et complémentaires sont décrites dont les suivantes sont pertinentes pour l'évaluation fin terme[13] :

Orientations stratégiques	Actions clés
1. Amélioration des enseignements	Réforme BMD, assurer des formations de haut niveau, accroitre les échanges scientifiques, promouvoir l'utilisation de la langue anglaise, assurer des formations professionnalisantes pour réduire le chômage et stimuler l'auto-employabilité, plan de formation des formateurs, mettre en place un système d'assurance qualité, promouvoir l'utilisation des TIC à des fins pédagogiques
2. Renforcement de la recherche scientifique	Politique de recherche, diffusion des résultats, réorganisation des centres de recherche, accroissement des échanges scientifiques, formation à la méthodologie de la recherche scientifique, mise en place d'écoles doctorales interdisciplinaires, acquisition de matériel de recherche roulant adapté aux excursions sur terrain, attribution à la bibliothèque d'un budget annuel, accroissement du budget de la recherche (pour organiser de colloques et autres activités scientifiques et renforcer la direction de la Recherche et de l'Innovation)
3. Augmentation de services rendus à la société	Mettre en place une cadre de concertation entre universités et acteurs de développement, assurer le transfert de technologie pour renforcer les capacités des moyens d'existence de la communauté, coordination de la recherche et diffusion plus large et efficace
4. Amélioration de la gouvernance universitaire, de l'organisation, du système de gestion et de planification de l'UB	Élaborer, améliorer et diffuser les manuels de procédures de gestion administratives et financières ; développer la formation continue des personnels, poursuivre la mise en œuvre du plan directeur informatique et des actions d'amélioration du dispositif de gouvernance et du système d'information, évaluer les personnels sur base des contrats de performances, améliorer les procédures relatives à l'élaboration et au suivi des budgets, à la définition des profils des postes administratifs et au système d'information ; instaurer un système de recrutement qui respecte les équilibres démographiques et des genres tout en sauvegardant l'éthique de la responsabilité et de la culture de l'excellence
1. Généralisation de l'utilisation des TIC et modernisation de la gestion des ressources documentaires	Élaborer un plan directeur d'information de l'université, construire un grand nombre de salles d'informatiques sur tous les campus et les équiper ; former tous les personnels de toutes catégories à l'utilisation des TIC ; moderniser et informatiser les bibliothèques

Tableau 2 : les orientations stratégiques de l'UB

Le document stratégique fait référence à un système de suivi et évaluation, qui est basé sur un processus participatif. Une première étape consiste en la formulation d'indicateurs et le suivi par les unités de planification (pour commencer avec une base de données de références) avec les doyens, directeurs et chefs de départements comme des personnes-ressources. Cette approche devrait alimenter les rapports annuels. Lors d'une deuxième étape, réalisation d'un lien avec le budget : toutes les facultés seront tenues de justifier leurs prévisions budgétaires des activités contenues dans leurs plans stratégiques respectifs et dans le plan stratégique global de l'UB. Des sondages sont menés chaque année afin de recueillir les vues et les impressions des employeurs sur la performance des diplômés de l'UB sur le marché du travail. Les diplômés en cours d'emploi feront également l'objet d'études et de

[13] Les autres orientations sont: Orientation stratégique N° 6: La réhabilitation et l'extension du patrimoine immobilier avec la mise en place d'une politique en matière d'entretien et de renouvellement des équipements et Orientation stratégique N° 7:La redéfinition de la mission de la Régie des Œuvres universitaires (ROU) et la mise en œuvre des réformes profondes dans ce secteur social.

sondages. Les rapports sur la performance des lauréats de l'UB sur le marché du travail et les recommandations qui en découleront seront intégrés à la révision des programmes académiques de l'UB.

Les évaluateurs ne sont pas au courant de la réalisation de ce plan de suivi, plus en particulier la réalisation par rapport aux indicateurs utilisés ou les sondages au niveau des étudiants et les employeurs.

1.3. Méthodologie et processus d'évaluation

Cette évaluation a été réalisée par une équipe composée de trois évaluateurs : un en Belgique (Corina Dhaene pour ACE Europe) et de deux consultants burundais (**Manassé Nimpagaritse, expert en matière de santé et Raymond-Blaise Habonimana, expert en matière d'État de droit**). Les contraintes liées à la pandémie de Covid-19 n'ont pas permis au consultant belge de se rendre sur place : il a donc été décidé d'inclure dans l'équipe d'évaluation deux consultants locaux afin de garder un double regard sur le programme au moment de la mission de terrain. Les consultants n'ont été impliqués d'aucune façon dans la formulation ou l'exécution du programme de la CUI et n'ont eu aucune relation contractuelle, actuelle ou passée, avec l'un des partenaires impliqués dans le projet / programme à l'étude.

Dans ce qui suit, le rapport met en évidence le cadre d'évaluation utilisé par les évaluateurs, les activités entreprises, les limites de cette évaluation et l'assurance qualité.

Cadre d'évaluation – L'évaluation a été mise en œuvre en trois phases : une phase de démarrage, une phase de collecte de données et une phase d'analyse et d'établissement de rapports. Au cours de la phase de démarrage, sur base d'un échange collectif introductif avec l'ensemble des parties prenantes et une analyse approfondie des auto-évaluations, un cadre d'évaluation (voir annexes) a été élaboré, composé de questions d'évaluation formulées en fonction des critères d'évaluation du CAD de l'OCDE au niveau des projets (pertinence et synergie, efficacité et indices d'impact, efficience (qui intègre une attention pour la qualité scientifique et durabilité)) et d'une question clé au niveau du programme.

Les questions d'évaluation ont été élaborées sur la base des questions d'évaluation formulées dans les TdR et des critères d'évaluation utilisés dans les rapports d'auto-évaluation. Les questions d'évaluation se composent de différents critères de jugement et de questions d'orientation ou de points d'attention. Ceux-ci clarifiaient les informations à rechercher et, en tant que tels, guidaient la collecte de données et l'élaboration de lignes directrices pour les entretiens. Sous ces points d'attention, les effets de la pandémie de Covid-19 ont été pris en compte (effets sur l'exécution, sur la pertinence, sur l'efficacité).

Pour chacun des critères de jugement, une échelle d'appréciation a été élaborée, comme demandé dans les TdR. Cette échelle qualitative présentait 4 niveaux.

Excellent / très bonne performance	Suffisant / bonne performance	Faible / performant avec des problèmes	Mauvais / avec de grandes difficultés
4	3	2	1

Cette échelle n'est pas destinée à couvrir toutes les questions d'orientation (certains d'entre eux étant plus importants ou pertinents dans le jugement final que d'autres, selon le contenu des projets) mais a surtout été utile pour formuler un jugement équilibré de manière transparente. Les scores ne sont pas destinés à comparer les projets entre eux, la vue d'ensemble des scores aide simplement à réfléchir sur le jugement global que l'évaluation porte sur le programme CUI. Le tableau ci-dessous présente un aperçu des questions d'évaluation et de leurs critères de jugement au niveau des projets et du programme.

Question d'évaluation	**Critères de jugement au niveau du programme**
QE 1 – Dans quelle mesure le projet CUI a-t-il eu un effet sur l'UB en tant qu'institution ?	1.1. Pertinence d'une CUI dans le contexte du Burundi
	1.2. Synergie avec d'autres programmes/projets (pertinence)
	1.3. Synergie entre les différents projets du programme CUI (pertinence)
	1.4. Gestion du CUI dans l'ensemble (efficience)
	1.5. Résultats au niveau institutionnel et l'impact (efficacité)
	1.6. Durabilité des résultats institutionnels et relations (durabilité)
Questions d'évaluation	**Critères de jugement au niveau des projets**
QE 1 – Quelle est la pertinence du projet, y compris les efforts pour réaliser une synergie ?	1.1. Les objectifs du projet sont cohérents avec les besoins nationaux / locaux, les besoins de l'université, la stratégie VLIR-UOS et les politiques des bailleurs de fonds.
	1.2. Des efforts ont été faits pour assurer la complémentarité et la synergie avec d'autres projets / d'autres acteurs (belges).
	1.3. Le projet est cohérent.
QE 2 – Dans quelle mesure les objectifs spécifiques du projet ont-ils été atteints et quels sont les indices d'impact (efficacité et impact) ?	2.1. Mesure selon laquelle les objectifs spécifiques du projet en matière de soutien à la recherche ont été réalisés
	2.2. Changements dans l'enseignement
	2.3. Mesure selon laquelle les ambitions pour soutenir des changements chez des acteurs externes ont été réalisées
QE 3 – Quel est le niveau d'efficience du projet ?	3.1. Des résultats intermédiaires ont été produits et sont de bonne qualité
	3.2. Un soutien a été apporté pour garantir la qualité des processus de recherche et d'enseignement
	3.3. Relation entre les moyens et les résultats atteints et les objectifs (évaluation qualitative)
	3.4. La gestion de projet est propice à une mise en œuvre efficace et efficiente du projet
QE 4 – Dans quelle mesure les résultats du projet se poursuivront-ils après l'achèvement du programme CUI (durabilité) ?	4.1. Niveau de durabilité académique et institutionnelle
	4.2. Niveau de durabilité financière

Tableau 3: Vue d'ensemble des questions d'évaluation au niveau du programme et des projets liés aux critères d'évaluation de l'OCDE / CAD

Activités entreprises et méthodologie – Pour rassembler les informations nécessaires à l'analyse de ce programme, l'équipe d'évaluation a procédé à une étude des documents disponibles, à des entretiens semi-structurés (individuels ou en petits groupes) et aux observations au cours d'une visite du site par deux consultants locaux du 7 au 12 avril 2021. Un atelier de démarrage (avec la reconstruction d'une chronologie et des discussions sur les facteurs qui influencent le développement de l'université), des séances d'information et de débriefing avec les parties prenantes de l'UB concernées de façon directe (équipes de chaque projet) ont été organisés. Ces moments ont été des occasions de discuter des résultats du programme et les constats des évaluateurs. Une restitution avec les équipes Nord et Sud était organisée, en ligne, sur base des rapports provisoires de chaque projet et une analyse préliminaire au niveau du programme (sur base d'un diaporama).

Les évaluateurs ont fait un usage optimal de la documentation existante et en particulier des rapports d'auto-évaluation. Ceux-ci ont été étudiés et analysés avant d'entamer la collecte de données par le biais d'entretiens menés en présentiel lors de la mission de terrain avec les parties prenantes burundaises et en distanciel avec d'autres acteurs burundais et les acteurs et parties prenantes flamandes / belges.

Ces entrevues semi-structurées individuelles ou collectives ont donc été menées avec diverses parties prenantes internes et externes.
Les principaux répondants consultés sont les suivants :

- Les autorités académiques de l'UB : cabinet du recteur, chefs des services/directions du Service de coopération, Assurance qualité, Recherche et innovation
- Les coordinateurs local et flamand du programme CUI
- Les gestionnaires local et flamande du programme CUI
- Les co-responsables (responsable local et flamand) et des membres de l'équipe du projet P1 – P5
- L'équipe du VLIR-UOS à Bruxelles
- Des représentants de l'ARES par rapport à l'école doctorale
- Attaché de l'ambassade de Belgique à Bujumbura (responsable pour l'éducation)
- Autres répondants/bénéficiaires :
    - 7 doctorants
    - Directeur du CRDS
    - Membres des équipes des projets et autres enseignants / chercheurs des facultés ou départements non inclus de façon directe dans les projets
    - Bénéficiaires des diverses communautés (P1, P3 et P4) : encadreurs, enseignants, agriculteurs, personnel des prisons, etc.

- Directeur de l'école doctorale
- Des bénéficiaires des formations dispensées par P5 (à travers un questionnaire en ligne) – voir cadre ci-dessous : malheureusement, le retour de ce questionnaire était faible : 21 % des adresses ont rebondi et seulement 22 personnes ont répondu (des facultés des sciences de l'ingénieur, des sciences, d'agronomie et de la bibliothèque), il y a ainsi peu de représentativité dans les réponses ni pour l'ensemble des formations.

L'ensemble des données récoltées ont été analysées, triangulées et ont constitué la matière nécessaire à la rédaction des rapports par projets et l'analyse au niveau du programme. Une version provisoire de ces rapports projets et du rapport du programme a été présentée alors aux parties prenantes (Nord et Sud) en présence du VLIR-UOS : les coordinateurs et les chefs d'équipe, ainsi que VLIR-UOS ont participé à une discussion conjointe des résultats de ce rapport provisoire comprenant l'analyse par projet et une présentation de l'analyse globale au niveau du programme. L'échange qui a suivi a permis de récolter les commentaires et avis additionnels qui ont été pris en compte pour finaliser la version définitive du rapport final.

Limites de l'évaluation – Par rapport à **l'exécution**. En général, l'évaluation a été très bien organisée par le coordinateur de la CUI Sud et le gestionnaire du programme. En raison de la pandémie de COVID-19, tous les entretiens avec les partenaires flamands ont été organisés en ligne par le consultant belge parfois en présence d'un consultant local.

En outre, compte tenu des contraintes d'agenda, plusieurs interviews d'acteurs burundais ont dû avoir lieu en ligne également, en même temps que des entretiens sur place, ce qui ne facilitait pas la participation d'un consultant burundais. Les évaluateurs ont investi beaucoup de temps dans la transcription de leurs entretiens afin d'assurer une bonne triangulation et un usage par toute l'équipe.

Il y a eu un manque de mise en place physique interactive de réunions qui stimulent la participation de toutes les parties prenantes simultanément et permettent de passer plus rapidement aux principaux problèmes et d'avoir une réflexion conjointe et créative sur les conclusions et recommandations. Il n'y avait aucune opportunité de recueillir des informations de manière plus informelle (en étant présent sur le campus et en expérimentant la dynamique réelle des relations entre les personnes).

Par rapport à **l'appréciation des résultats** (intermédiaires) et effets : la récolte de données quantitatives claires (qui opèrent une bonne distinction entre la CUI et les autres activités) posait des défis : les évaluateurs ne sont pas allés jusqu'au bout pour vérifier les chiffres et ont mis l'accent sur l'analyse de l'efficacité et de la durabilité (comme demandé dans les TdR de cette évaluation). Afin d'apprécier l'efficacité et la réalisation des objectifs, les indicateurs formulés dans le document du Programme Partenaire Phase III (10-11) et les cadres logiques des différents projets n'ont pas tous été utiles (par ex. parce qu'ils n'étaient pas suivis de façon systématique / consolidés dans les rapports annuels, ou par exemple il n'était pas clair ce que les indicateurs sont censés à mesurer. En fin de compte, les évaluateurs n'ont pas pu apprécier la qualité de l'éducation à partir de la perception des étudiants ; dans la

phase de démarrage, les évaluateurs avaient reçu l'information du coordinateur et gestionnaire de programme CUI à l'UB selon laquelle il n'y avait pas assez de sortants pour faire un tel sondage.

Assurance qualité – ACE Europe a développé une approche de preuve de COVID-19 pour ses évaluations et l'a partagée avec ses collègues et avec les parties prenantes du programme CUI. La combinaison de différentes sources (plus particulièrement : entretiens, groupes de discussion, auto-évaluations, documents de programme et collecte des résultats) a permis une triangulation suffisante des informations.

L'assurance qualité a été garantie par l'équipe d'évaluation et sa préparation minutieuse s'est faite en concertation avec les parties prenantes de l'UB : la faisabilité du programme pour la visite d'évaluation a été vérifiée ; les évaluateurs ont pris en compte les contraintes et ont adapté le programme en conséquence. Le cadre d'évaluation a été revérifié avec la coordination du programme CUI. Le briefing et le débriefing ont permis de répondre aux commentaires et préoccupations dans des versions mises à jour (par exemple, des adaptations dans le rapport de démarrage). Le rapport de démarrage a été partagé avec les parties prenantes du programme CUI (coordinateurs et co-responsables Nord et Sud) avant la mission sur le terrain pour leur permettre d'évaluer l'approche, qui est censée contribuer à la pertinence et à l'adhésion des parties prenantes à l'évaluation.

1.4. Structure du rapport d'évaluation

Le chapitre suivant sur les constats de l'évaluation globale répondra aux questions d'évaluation au niveau du programme et du projet et présentera une appréciation globale de la CUI. Le chapitre suivant présente les appréciations de chaque projet séparément. Le dernier chapitre présente les conclusions et recommandations générales.

2. Constats globaux de l'évaluation

2.1. Pertinence

La pertinence a été appréciée au niveau du programme et du projet (voir le tableau ci-dessous). L'appréciation derrière les scores au niveau du projet et la description des 5 projets se trouvent dans le chapitre 3.

Les évaluateurs ont basé les constats sur les critères de jugement analysés au cours de cette évaluation et repris dans le tableau ci-après. Dans le texte, nous abordons trois points : pertinence de la CUI et ses projets dans le contexte du Burundi, synergie avec d'autres acteurs et synergie entre les projets de la CUI.

Les évaluateurs n'ont pas réalisé d'analyse de cohérence et de qualité des cadres logiques dans la conception de projets : le budget et le temps limités ont forcés à faire des choix et les évaluateurs n'ont pas eu l'impression que les cadres logiques ont orienté les équipes dans l'exécution de leurs activités pour leur projet.[14]

Globalement, les évaluateurs perçoivent la pertinence comme bonne. Malgré le fait que des efforts aient été entrepris par les projets et les co-responsables pour soutenir d'autres projets (souvent par le biais de relations individuelles) ou pour échanger des informations, il y a assez peu de synergie à l'interne du programme.

Question d'évaluation **Programme**	**Critères de jugement au niveau du programme**					
QE 1 – Dans quelle mesure le projet CUI a-t-il eu un effet sur l'UB en tant qu'institution ?	1.1. Pertinence d'une CUI dans le contexte du Burundi	3				
	1.2. . Synergie avec d'autres programmes / projets	3				
	1.3. Synergie entre les différents projets du programme CUI	2				
Projet		**Projet 1**	**Projet 2**	**Projet 3**	**Projet 4**	**Projet 5**
QE 1 – Quelle est la pertinence du projet, y compris les efforts pour réaliser une synergie ?	1.1. Les objectifs du projet sont cohérents avec les besoins nationaux / locaux, les besoins de l'université, la stratégie VLIR-UOS et les politiques des bailleurs de fonds.	3	3	3	4	3
	1.2. Des efforts ont été entrepris pour assurer la complémentarité et la synergie avec d'autres projets / d'autres acteurs (belges).	3	3	3	3	3
	1.3. Le projet est cohérent[15]	NA	NA	NA	NA	NA

Tableau 4 : Aperçu des scores concernant les questions par rapport à la pertinence

[14] Ce qui est souvent le cas avec les CUI selon l'expérience des évaluateurs.

[15] Ce critère n'a pas été analysé par l'équipe pour garantir suffisamment de temps pour d'autres critères.

2.1.1. Pertinence dans le contexte du Burundi

Tous les documents et entretiens convainquent les évaluateurs que la conception du programme CUI correspond au cadre politique du Burundi et aux objectifs de l'enseignement supérieur décrits dans la description du contexte ci-dessus. Aucun des répondants n'a exprimé de doutes quant à la pertinence du CUI ou à l'orientation du programme et des projets. Il est clair que des efforts ont été entrepris pour concevoir et développer les activités en fonction des priorités du gouvernement dans le pays. Les entretiens au cours de la mission d'évaluation montrent également un bon contact entre la gouvernance et plusieurs professeurs de l'Université du Burundi et le gouvernement (par exemple, les professeurs ont également été actifs au sein du gouvernement) et l'importance accordée à la mise en correspondance des politiques et des projets, par exemple le fait d'attendre les nouvelles politiques avant de finaliser la nouvelle stratégie de l'UB. VLIR-UOS, le coordinateur du programme en Flandre et l'ambassade de Belgique au Burundi ont également maintenu des contacts formels et informels. Cela garantit une coordination continue.

Selon les évaluateurs, le programme CUI est toutefois particulièrement pertinent en raison de la manière dont il comble les lacunes du financement public de l'UB (et d'autres universités au Burundi) : étant donné que les ressources publiques servent principalement à payer les salaires du personnel (enseignants), des programmes externes sont nécessaires pour réaliser d'autres objectifs, notamment en matière de recherche pour garantir le fonctionnement de l'université et pour rendre service à la société. La recherche nécessite des investissements en matériel (ce qui s'est produit notamment dans la phase I du CUI), des doctorants capables de faire de la recherche (de préférence avec des étudiants de master) et des ressources pour faire de la recherche sur le terrain. Des ressources supplémentaires étaient également nécessaires et bienvenues pour soutenir la transition vers un système d'éducation BMD, notamment en termes de financement des réunions pour réviser les programmes, ajuster le système et former le personnel. Bien évidemment, la logique expliquée ci-dessus pourrait être facilement inversée : puisqu'il existe une tradition de soutien aux projets de recherche par des bailleurs, l'État burundais y investit trop peu.

Enfin, la pertinence du CUI est devenue encore plus importante après 2015, lorsque plusieurs donateurs se sont retirés après la crise politico-électorale et que le VLIR-UOS et les universités flamandes concernées ont décidé de continuer à travailler dans des circonstances difficiles afin d'atteindre les objectifs. Le fait que le projet 4 sur « l'État de droit » ait été poursuivi et que l'espace disponible ait été pleinement utilisé pour mener des recherches libres et pertinentes dans ce contexte spécifique est une grande réussite.

Le document décrivant le programme de partenariat CUI Phase III indique à quel point le programme correspond aux ambitions de l'UB.[16] Il s'agit notamment de la formation et de la professionnalisation d'une élite (par le biais des bourses de doctorat et des stages de recyclage) capable de mener ses

[16] Programme Partenaire III, page 8.

propres recherches et d'encadrer ses recherches, de la (re)dynamisation des centres de recherche, du renforcement des contacts avec la société afin de rendre la recherche et l'enseignement aussi pertinents que possible et de la nécessité de développer des réseaux mondiaux afin qu'une compréhension commune entre enseignants / chercheurs puisse émerger. Le CUI a été l'un des moyens de travailler sur ces ambitions et de soutenir les processus qui ont été engagés par l'UB à partir de 2012 (préparation de la transition vers le BMD, mise en place des écoles doctorales, NTIC) et 2016 (réaménagement des structures pour la recherche). Parallèlement, l'UB a fait appel à d'autres partenaires ; en particulier, la Coopération française au développement et l'ARES ont joué un rôle important dans ces processus (bien que moins présents pendant un certain temps après 2015).

Outre l'alignement sur la politique gouvernementale et sur les ambitions de l'UB, les évaluateurs notent que les projets (P2 et P3 dès le début, P1 et P4 à partir de la phase II) ont utilisé la CUI pour développer des relations avec les acteurs pertinents et les groupes cibles sur le terrain et pour accorder une plus grande attention à la pertinence éventuelle de la recherche par rapport à des problèmes concrets de la société. Bien que les évaluateurs n'aient pas une idée claire de la manière dont certains groupes cibles ont été sélectionnés et de la mesure dans laquelle leurs besoins spécifiques ont été analysés (et ont influencé la conception de la recherche), les contacts fréquents sont certainement un moyen de faire en sorte que les besoins concrets soient plus fortement présents à l'esprit des chercheurs.

Un point d'attention est l'attention portée au genre : les documents et les entretiens montrent une certaine sensibilité à la question du genre et surtout à la représentativité des femmes (en termes de nombre). Cette attention a permis à certains enseignants / chercheurs féminins de participer aux activités du programme (par exemple, en tant que participante à un stage de recyclage, en tant que doctorante, ...). Ce faisant, le programme ne fait généralement pas moins bien que la représentation des femmes dans l'ensemble de l'université. Cependant, aucune stratégie proactive n'a été développée par l'UB et au sein du CUI pour attirer plus de femmes ou leur apporter un soutien supplémentaire pour aller au-delà de l'attention portée à la représentativité (par exemple, des protocoles pour mettre en place des conceptions de recherche sensibles au genre en collaboration avec les communautés locales). Dans ce domaine, le CUI et l'UB sont beaucoup moins performants que la politique gouvernementale en matière de genre.

2.1.2. Synergie avec d'autres programmes/projets

Au niveau du programme, une grande attention a été accordée à la synergie du programme CUI avec le programme ARES et notamment aux composantes de la création d'une école doctorale, des NTIC et de la numérisation de la bibliothèque. L'école doctorale était un élément important pour soutenir la capacité de recherche et pour être éligible aux projets des bailleurs internationaux (par exemple dans la région de l'Afrique de l'Est).

La synergie a consisté en ce qui suit (et a été principalement reprise par le projet transversal P5) :

- le financement par le CUI des doctorants de l'école doctorale, ce qui a été réalisé dans une certaine mesure par le projet P1 (3 doctorants), mais pas par les autres projets (entre autres, en raison du manque de candidats appropriés pour la recherche envisagée et du fait que la planification n'a pas pu être correctement alignée) ;

- le financement d'une partie de l'abonnement à Internet de la bibliothèque universitaire ;
- le financement d'une partie de la numérisation de la bibliothèque centrale ;
- Le financement des cours de formation sur certains logiciels ;
- L'organisation et le financement conjoints d'un certain nombre de conférences (notamment pendant la phase II et en marge du CPC dans la phase III).

La synergie a été maintenue grâce aux contacts personnels entre VLIR-UOS et ARES et entre les coordinateurs (par ex. du côté belge). Cela s'est avéré important lorsque l'ARES a décidé de travailler davantage en arrière-plan après 2015, mais n'a pas eu à rompre complètement les relations par le biais de la coopération.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de la manière dont les projets ont collaboré avec d'autres projets (hors CUI) et acteurs. La synergie était principalement basée sur la disponibilité de fonds supplémentaires.

Projet	Synergies et collaborations au-delà de la synergie interne au niveau des projets CUI phase III
1	3 membres de l'équipe de recherche impliqués dans un autre projet VLIR Reformulation du programme de master en Sciences de l'environnement et du master en Sciences de gestion intégrée de l'environnement soutenue par l'AUF (et avec l'université de Bukavu) Des petits projets avec l'Allemagne et la Chine Projet du CRDS pour l'encadrement pédagogique de deux écoles pilotes avec l'ISP (Institut Supérieur Pédagogique) de Bukavu
2	PhD soutenu par l'Institut de médecine tropicale à Anvers avec un soutien de la BM (et pour le compte du MSPLS Collecte de données d'un PhD financé par le Imperial College Collaboration avec Enabel dans la province de Kirundo (co-financement de l'enquête)
3	Contacts avec des labos (dans le réseau du co-responsable Nord) pour des analyses Convention de partenariat avec l'ISABU (un doctorant + utilisation du labo pour analyse des échantillons de sol)
4	/
5	Soutien supplémentaire : abonnement internet, projets médiatiques et formation offerts au personnel de toute l'université.

Tableau 5: synergie avec des acteurs en dehors du programme CUI

2.1.3. La synergie entre les différents projets du programme

Dans la phase III, les synergies entre les projets CUI étaient très limitées. L'évaluation intermédiaire indiquait déjà qu'il y avait peu de synergie entre les projets de la phase I et, à l'exception de quelques exemples dans la phase II, il semble que la synergie ait été très limitée. Quelques exemples de P3 : mise à disposition d'une base de données (pour un Master de P2, en phase 2), et partage d'un doctorat avec P1 (doctorat qui était également chargé de superviser la recherche au sein de P1). Les évaluateurs ont vu des possibilités dans la phase III pour une collaboration entre P2 et 3 sur la malnutrition, basée sur une collaboration précédente dans la phase II où l'étudiant (alors Master) a utilisé la base de données de P3, mais la collaboration n'a pas été poursuivie.

En outre, il existe des exemples de professeurs des différents projets (et des facultés impliquées) qui ont offert une formation, par exemple la formation de P3 sur l'application informatique Aquacrop, qui s'est avérée utile pour P1.

Plutôt qu'une synergie, P5 a surtout apporté un soutien supplémentaire : abonnement à Internet, projets médiatiques et formations offertes au personnel (de l'université en général).

Ce manque de synergie est dû au fait qu'il n'a pas été intégré dès la conception du programme et utilisé comme critère pour déterminer les sujets de recherche des doctorants ou pour attribuer les stages de recyclage. Cela signifie qu'il y a eu moins d'opportunités pour une approche multidisciplinaire de la recherche. C'est regrettable, car ce type d'approche peut servir de base à la formulation de propositions de projets en vue d'un financement externe. Il faut noter toutefois (et nuancer ce qui est décrit dessus) que la recherche au sein d'un même projet/faculté est souvent très spécialisée et que la collaboration au sein d'un tel groupe témoigne donc déjà d'une certaine multidisciplinarité.

2.2. Efficacité et indices d'impact

L'efficacité a été appréciée au niveau du programme et du projet (voir le tableau ci-dessous). L'appréciation derrière les scores au niveau du projet et la description des 5 projets se trouvent dans le chapitre 3.

Les évaluateurs ont formulé leurs constats en fonction des critères de jugement analysés au cours de cette évaluation et repris dans le tableau ci-après. L'efficacité et les indices d'impact concernent les changements induits par les résultats intermédiaires (qui sont appréciés dans la section efficience).

Dans le texte, nous abordons trois points : les effets au niveau académique, les indices d'impact sur l'UB comme institution et la réalisation des objectifs par rapport au développement.

De manière globale, les évaluateurs apprécient l'efficacité comme bonne. Les évaluateurs estiment que la phase III de la CUI a eu des effets clairs sur le relèvement de la recherche. L'analyse d'impact vient trop tôt dans le processus de changement dû au ralentissement avec la crise de 2015. Toutefois quelques indices d'impact sont à remarquer au niveau de l'institut UB mais insuffisant pour dire que l'institut et son fonctionnement est fortement influencé par la CUI. Aucun changement dans les conditions de développement sociétal ne peut en revanche être identifié.

Question d'évaluation **Programme**	**Critères de jugement au niveau du programme**					
QE 1 – Dans quelle mesure le projet CUI a-t-il eu un effet sur l'UB en tant qu'institution ?	1.5. Résultats au niveau institutionnel et impact (efficacité)	2				
Projet	**Critères de jugement au niveau des projets**	**Projet 1**	**Projet 2**	**Projet 3**	**Projet 4**	**Projet 5**
QE 2 – Dans quelle mesure les objectifs spécifiques du projet ont-ils été atteints et quels sont les indices d'impact	2.1. Mesure selon laquelle les objectifs spécifiques du projet en matière de soutien à la recherche ont été réalisés	4	2	3	3	3
	2.2. Changements dans l'enseignement	3	3	3	3	3
	2.3. Mesure selon laquelle les ambitions pour soutenir des changements chez des acteurs externes ont été	4	NA	3	3	NA

(efficacité et impact) ?	réalisées					

Tableau 6 : Aperçu des scores concernant les questions par rapport à l'efficacité et indices d'impact

2.2.1. La réalisation des objectifs académiques (recherche et enseignement)

L'objectif formulé pour la CUI à ce niveau était la suivante : « Renforcement de la qualité de la formation et accroissement des ressources humaines qualifiées, notamment dans les domaines prioritaires retenus par l'Université du Burundi ».

Recherche – Le CUI a suscité une plus grande attention pour la recherche (à côté de l'éducation), pour l'effort de publier dans des revues internationales et pour ses propres revues (plus spécifiquement pour la faculté de droit) ; et cette appréciation a été partagée par toutes les parties prenantes (entretiens et questionnaire). Le programme CUI a contribué à un renforcement du capital humain. Le nombre de doctorants formés grâce au programme CUI (15 au total sur 16 prévus) représente pour les facultés et départements impliqués environ 10 % du nombre total de doctorants actifs aujourd'hui. En particulier pour les petites facultés et les petits départements, le CUI a fait la différence.

	N°. Doctorants[17] – phase III	**Année de finalisation (prévue)**	**Nombre de publications dans des revues internationales**
P1	3 (0F) + 3 financés additionnels dans école doctorale	2 finalisés, 1 en 2021 (+ ? école doctorale)	19
P2	3 (1F) + 1 sur autre budget	2 fin 2021, 1 en cours de 2022	3
P3	/	NA	25
P4	2 (0F)	1 finalisé, 1 en 2021	3
P5	2 (0F)	1 prévue pour 2021	2
Total	10 + 3 + 1	Dont 6 à finaliser	

Tableau 7 : Contribution au renforcement des capacités scientifiques et académiques[18]

Ces doctorants renforcent l'encadrement des étudiants (notamment au niveau du Master) et renforcent la capacité de recherche de leur département. Dans les premières phases du programme CUI, il y a eu beaucoup d'investissements et les laboratoires ont été équipés – le score plus faible pour l'efficacité en P2 est lié au fait que le laboratoire d'épidémiologie n'était pas équipé[19] . Cela est nécessaire pour

[17] Source : Plan de phasing out : présentation budgétaire. Le total initial prévu au début de la CUI était 16, 2 n'ont pas abouti, donc en tout 14 PhD seront réalisés + un sur un autre budget (P2) + 3 dans l'école doctorale (P1)

[18] Basé sur les rapports d'évaluation par projet et vérifier par les co-responsables. Phase-out proposal: Certains doctorants n'ont pas encore défendu leurs thèses : il s'agit de Denis Turimumahoro (projet 1), Sandra Nkurunziza (projet 2), Paul Bizimana (projet 2), Jacques Ndikubagenzi (projet 2), Pacifique Niyoni-zigiye (projet 4) et Placide Shabisha (projet 5). Ils pourront poursuivre la finalisation de leurs thèses en 2021. Jacques Ndikubagenzi prévoit de finaliser en 2022.

[19] Il fallait d'abord que tous les membres du département étaient des doctorants. Après il faut créer une sous-unité de recherche pour répondre à des appels à proposition en tant qu'Unité de recherche reconnue officiellement par la faculté.

redynamiser davantage une culture et pour faire en sorte que davantage de choses soient publiées et visibles et qu'il y ait donc plus de possibilités d'attirer des fonds de recherche de bailleurs extérieurs sur base d'un certain « track record ».

Les nouveaux doctorants (mais aussi la disponibilité des étudiants de master grâce au système BMD) augmentent l'attention pour la publication et le rapprochement des thèses de master et des thèses de doctorat. L'organisation de réunions scientifiques au niveau des facultés et des universités contribue au partage et à la valorisation des résultats et l'organisation de la mobilité (bien que moins après 2015) et de la coopération entre les partenaires du programme CUI crée des réseaux entre chercheurs. Ces éléments sont également importants pour attirer des fonds externes.

La majorité des personnes interrogées sont conscientes que la culture de la recherche en est encore à ses débuts et que les résultats sont plutôt limités. L'attente est que l'école doctorale renforce la dynamique. Une deuxième note critique est l'observation que la recherche au sein du programme CUI était fortement accrochée aux individus et moins axée sur le renforcement des structures de la recherche. Les évaluateurs n'ont pas pu établir de lien clair entre les projets et le renforcement éventuel de la capacité des centres de recherche (pour la définition d'un programme de recherche et l'élaboration d'une stratégie visant à attirer des fonds extérieurs). Cela affaiblit la durabilité des résultats (voir ci-dessous). Enfin, la connaissance limitée de l'anglais académique, déjà mentionnée dans l'évaluation intermédiaire, n'a pas non plus été abordée dans cette troisième phase du programme CUI, ce qui constitue un handicap majeur. Dans le questionnaire, les répondants mentionnent également que la connaissance des statistiques et de l'analyse statistique nécessite un soutien supplémentaire.

Éducation – Les changements dans le domaine de l'éducation vont dans le sens de l'intégration de la notion de recherche dans l'éducation : plusieurs cours et leçons ont été adaptés pour intégrer les résultats de la recherche, P2 a introduit le sujet « méthodes de recherche » dans plusieurs curricula de la faculté de médecine, le travail sur site est de plus en plus une méthode d'enseignement, les étudiants du master sont impliqués dans la recherche (surtout depuis 2018 quand les premiers masters ont bien démarré). Il est vrai que les étudiants ont eu davantage de possibilités de travaux pratiques et qu'ils ont en principe un accès plus facile aux ressources (accès à l'Internet et numérisation de la bibliothèque).

Les évaluateurs ont reçu peu d'exemples concrets de changements dans la manière d'enseigner, hormis le fait que les rétroprojecteurs permettent de travailler avec des diaporamas, et que l'amélioration de l'accès à l'Internet a permis aux enseignants et aux étudiants d'accéder à une documentation de qualité pour la formation des travaux de recherche fin d'études (obligatoire dans le cadre de la réforme BMD) et pour assurer de l'enseignement à distance. Les formations à une pédagogie différente ont été principalement organisées dans la phase II du CUI. Tous les enseignants sont conscients qu'ils doivent établir une autre relation avec l'étudiant, « qui facilite la participation de l'étudiant », mais ce qui a été changé exactement dans la pédagogie des enseignants et dans quelle mesure ces changements sont largement répandus n'est pas clair. Dans la phase III, seuls 3 ateliers ont été organisés pour harmoniser l'organisation des programmes de master et de doctorat. Il est clair qu'un délai plus long est nécessaire pour organiser les changements dans le domaine de l'enseignement en ligne (bien que l'école doctorale (et peut-être encore d'autres institutions non connues des évaluateurs) puisse déjà servir d'exemple à cet égard).

Il y a donc encore du chemin à parcourir, les valeurs concernant le classement de l'UB ont été estimées de manière trop optimiste au début de la phase III.[20]

Les facteurs qui ont contribué aux effets décrits ci-dessus sont les suivants :

- Complémentarité avec les processus en cours (école doctorale, réorganisation des centres de recherche, passage au BMD...).
- Le financement de l'abonnement à l'Internet (P5, avec une contribution de chaque projet suivant une certaine clé de répartition) qui a grandement amélioré l'accès à l'Internet (bien que la bande passante reste insuffisante).
- Le travail préparatoire d'autres programmes et bailleurs de fonds (notamment pour la faculté des sciences) comme la coopération française, l'ARES, le projet de formation de l'IFDC pour P3.
- La disponibilité d'étudiants de master pouvant participer à la recherche.
- Dynamiques dans d'autres départements/facultés (soutenues par d'autres bailleurs) qui initient une attention générale à l'innovation dans l'ensemble de l'université.
- Financement du travail de terrain.

La **valeur ajoutée** de la CUI pour les répondants de l'UB, là où la CUI a fait une différence et a contribué à la redynamisation de la recherche et des contacts avec la société, réside dans les points suivants :

- Le soutien au PhD, qui est pour la majorité des répondants, un but en soi
- L'attention portée à la publication des articles, dans le cadre des PhD mais également dans le cadre des stages de recyclage
- Le soutien financier permettant l'exécution du travail de recherche sur le terrain et dans des labos
- Le soutien financier pour l'organisation des rencontres académiques et avec des acteurs de la société (par ex. pour la révision des curricula)

Peut-être les effets auraient-ils été plus forts et la recherche aurait-elle été plus avancée dans certains projets s'il n'y avait pas eu la crise de 2015 ; elle a considérablement ralenti la dynamique (ne serait-ce que parce qu'il y avait beaucoup moins d'occasions de collaboration et d'interaction entre les partenaires et les enseignants / chercheurs sur le terrain). L'arrivée de la pandémie de COVID n'y a pas contribué non plus, bien que cet effet semble plus limité. Plusieurs répondants soulignent que la transition vers le BMD a été particulièrement énergisante.

[20] Les valeurs cibles par rapport au ranking de l'UB étaient dans les 500 premiers (dans le monde) et les 20 premiers au niveau de l'Afrique. L'UB se retrouve actuellement (comme meilleur de 4 universités burundaises privées) dans le Ranking Web of Universities, en 2021 sur place 293/1917 des universités en Afrique (et sur place 6734 dans le monde).

2.2.2. Les effets sur l'institution/l'UB

Les évaluateurs n'ont trouvé aucune indication forte d'une influence directe du programme CUI sur les mécanismes et structures de gouvernance de l'UB. Cela ne figurait pas non plus explicitement dans les objectifs ou les indicateurs du programme CUI.

Sur la base de la mission d'évaluation, les évaluateurs peuvent toutefois affirmer que :

- Le soutien aux petits départements des facultés d'agronomie et de médecine et le soutien à la faculté de droit ont augmenté la visibilité de ces entités et leur reconnaissance au sein de leurs facultés (exemple P2). Pour la faculté de droit, le soutien était important pour d'autres raisons, comme la coopération internationale renforçait la légitimité et le positionnement de cette faculté qui rentrait plusieurs fois dans des conflits avec le rectorat autour des recrutements du personnel pour la faculté.
- Le programme CUI a contribué au développement de l'université en soutenant les processus en cours, notamment la transformation en BMD et le développement de l'école doctorale.
- Le financement de conférences scientifiques, de certaines études médiatisées ou non (comme le projet insectes comestibles et lutte contre l'érosion au sein de P3) et le renforcement des réseaux internationaux entre chercheurs individuels ont également contribué à une image plus positive au sein du Burundi et à une image régionale au sein de l'EAC. Ici aussi, l'école doctorale a joué un rôle important. La valeur ajoutée de l'expérience et la formation des enseignants / chercheurs, par le biais du programme CUI, ne peut être sous-estimée : par exemple, deux chercheurs du P3 ont joué un rôle important pour attirer et développer l'East African Nutritional Sciences Institute (EANSI)[21] en 2021. Les enseignants / chercheurs actifs au sein du programme CUI ont pu franchir des étapes importantes dans leur carrière et ont été nommés à des postes importants dans l'université, ce qui permet au CUI d'exercer une certaine influence de manière indirecte. Un bémol est qu'ils deviennent moins disponibles pour l'enseignement et la recherche.

2.2.3. La réalisation des objectifs par rapport au développement

L'objectif déterminé au niveau du programme était le suivant : « Contribuer au développement du Burundi dans des domaines identifiés comme prioritaires par le gouvernement et retenus notamment par le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté ».

Les projets et le CUI ont été en contact avec les acteurs de la société burundaise de différentes manières :

- Par le biais de séminaires pour explorer les besoins éducatifs et réviser les programmes d'études (tous les projets) ;
- Par le biais de séminaires et de conférences (scientifiques) auxquels des acteurs externes, y compris des représentants du gouvernement, ont été invités. En 2019, il y a également eu une

[21] Ce centre sera hébergé à la faculté d'Agronomie et de Bio-Ingénierie et à la faculté de médecine qui va s'occuper de la formation (Mastère en nutrition et santé et Doctorat et formation continue), de la recherche et des soins (nutrition clinique). Le coordonnateur de ce centre d'excellence sous-régional en sciences de la nutrition est en même temps Doyen de la FABI et maintenant directeur de la direction de Recherche et Innovation.

conférence régionale sur la façon dont la recherche peut avoir un impact sur la société (« Contribution des universités au développement durable ») ;

- Grâce à la recherche et à l'éducation (pratique) : dans ce cadre, des "services" ont également été fournis à la société sur une petite échelle et des contacts avec des partenaires locaux ont été établis et renforcés. Voir l'aperçu ci-dessous :

Projets	Services à la société
P1	Accompagnement et coaching des enseignants de sciences dans 2 écoles secondaires (sur base d'une thèse PhD et gérer par le CRDS). Ce projet incluait 6 enseignants et 120 élèves au Lycée de Makamba et 150 élèves au Lycée de Cibitoke.
P2	Travaux de dépistage actif et systématique du Cancer du Col (un des sous-projets) dans le cadre de la recherche (dispenser dans l'unité de dépistage au sein du département de Gynéco-Obstétrique.
P3	Implication des agriculteurs et formateurs directs (agronomes des communes, provinces, encadreur)[22] dans le sous-projet anti-érosion
P4	Soutien des étudiants (1mois de stage, 5 étudiants par prison) au traitement de dossiers pour les condamnés qui demandent la libération conditionnelle et ceux qui sont libérables pour fin de peine ou mesure de grâce dans 5 établissements pénitentiaires (dont 1 pour les femmes). 60 dossiers en moyenne par mois et par prison (au lieu de 20)
P5	Non pertinent (NA)

Tableau 8: Aperçu des services à la société (par projet CUI)

Pour tous les projets, il est difficile de mesurer correctement les effets sur les acteurs externes (groupes communautaires, acteurs politiques, etc.) : l'évaluation n'a pas pu prendre le temps nécessaire pour effectuer suffisamment de recherches sur le terrain (et interroger suffisamment de parties prenantes) et la manière de travailler avec les acteurs locaux et les communautés est peu documentée. Les entretiens sur le terrain ont indiqué que les personnes interrogées, à l'exception des groupes directement impliqués (voir la liste des personnes interrogées en annexe), ont apprécié la collaboration et qu'il y a eu des effets positifs pour certaines parties prenantes dans les limites des projets (preuves anecdotiques). Les évaluateurs n'ont reçu aucune indication d'expériences ou d'effets négatifs. Dans le cadre limité de la formation et/ou de la recherche, les projets CUI ont, dans un certain sens, rendu des services utiles à la société.

Les évaluateurs estiment que les effets sur les conditions générales de développement sont plutôt limités : la recherche est encore expérimentale, les services ont été fournis dans le cadre de la recherche (expérimentale) et de l'éducation et n'ont pas eu un impact fort sur l'organisation/le fonctionnement de certaines institutions (prisons, centres de santé, institutions éducatives) ou sur la politique du gouvernement burundais.

En plus de ce qui précède, les évaluateurs sont conscients que des professeurs individuels peuvent avoir influencé la politique par le biais de leurs missions de conseil (pour les acteurs gouvernementaux). Cependant, cela n'a pas été inclus dans l'évaluation.

[22] Le nombre exact est difficile à estimer : en tout, 15 personnes (par année ou pour le total de la phase III, ceci n'est pas clair) ont été impliquées dont les formateurs directs (et indirects comme les professeurs et assistants).

2.3. Efficience

L'efficience a été appréciée au niveau du programme et du projet (voir le tableau ci-dessous). L'appréciation derrière les scores au niveau du projet et la description des 5 projets se trouvent dans le chapitre 3.

Les évaluateurs ont basé leurs constats en fonction des critères de jugement analysés au cours de cette évaluation et repris dans le tableau ci-après. L'efficience concerne la réalisation des résultats intermédiaires (qui sont appréciés dans la section efficience) et la gestion du programme/des projets.

Dans le texte, nous abordons trois points : la réalisation des résultats intermédiaires, le soutien au processus de renforcement de recherche et d'enseignement et la gestion et mise en œuvre du programme. Le dernier point a reçu moins d'attention des évaluateurs.

De manière globale et par rapport aux critères de jugement précisés dans le cadre d'évaluation, les évaluateurs apprécient l'efficience comme bonne avec quelques points d'attention, notamment par rapport au projet 2 et par rapport au niveau du programme (moindre d'attention pour le soutien aux processus institutionnels, partiellement induits par la crise et pour le rapportage systématique de certaines activités et certains indicateurs).

Question d'évaluation **Programme**	**Critères de jugement au niveau du programme**					
QE 1 – Dans quelle mesure le projet CUI a-t-il eu un effet sur l'UB en tant qu'institution ?	1.4. La gestion de la CUI	Entre 2 et 3				
Projet	**Critères de jugement au niveau des projets**	**Projet 1**	**Projet 2**	**Projet 3**	**Projet 4**	**Projet 5**
QE 3 – Quel est le niveau d'efficience du projet ?	3.1. Des résultats intermédiaires ont été produits et sont de bonne qualité	3	2	3	3	2
	3.2. Un soutien a été apporté pour garantir la qualité des processus de recherche et d'enseignement	4	2	3	3	3
	3.3. Relation entre les moyens et les résultats atteints et les objectifs (évaluation qualitative)	/	3	3	/	3
	3.4. La gestion de projet est propice à une mise en œuvre efficace et efficiente du projet	4	3	3	3	3

Tableau 9: Aperçu des scores concernant les questions par rapport à l'efficience

2.3.1. La réalisation des résultats intermédiaires

Les rapports annuels et les auto-évaluations constatent une augmentation des thèses défendues depuis 2017 et des publications (dans des revues internationales) et revues des facultés (notamment pour le P4 et la faculté de droit).

Bien qu'il y ait des avancements au niveau des résultats intermédiaires, il faut aussi reconnaître des délais considérables (par ex. dans la finalisation des PhD – mais gérable), de la sous-performance (par rapport à ce qui était prévu) et des choses qui n'étaient pas réalisées. Parce qu'il n'était pas possible de reconstruire l'état des choses sur base des documents et réponses, nous précisons ci-dessous les

données par rapport aux indicateurs sur les publications et les conférences, deux paramètres importants pour apprécier le progrès de la culture de recherche à côté de la réalisation des PhD.[23]

CUI Phase III	**Publications internationales**		**Conférences (académiques et autres) /personnes atteintes**		**Effets intermédiaires planifiés mais non réalisés**
	Cible	Atteint	Cible	Atteint	
Projet 1	18	19	Pas précisé	4/170	
Projet 2	12	3	4/400	2/160	Labo d'épidémiologie[24]
Projet 3	Pas précisé	25 (mais pas tous dans la phase III)	8/800	5/160	1 PhD
Projet 4	6	3	20/2000	2/110	Bonne collaboration avec Cerfopax et son implication dans le projet[25]
Projet 5	Non pertinent				

Tableau 10 : Aperçu des résultats par rapport à la réalisation des résultats intermédiaires

2.3.2. Le soutien aux processus de renforcement de recherche et d'enseignement

Un des facteurs de succès dans la réalisation des résultats intermédiaires est la capacité de créer un environnement propice pour bien suivre la mise en œuvre, par ex. des boursiers.

Les éléments forts dans la conception et l'exécution de la CUI qui ont soutenu ces processus sont les suivants :

- Bonne collaboration entre les promoteurs des doctorants
- Après l'évaluation intermédiaire (2013), les partenaires ont préféré de travailler de façon plus ciblée et de ne plus essayer d'impliquer tout le monde ;
- Le choix pour les facultés et départements plus petits avec potentiel (par rapport aux stratégies VLIR et priorités gouvernement) : comme la faculté de droit, le département de médecine communautaire dans la faculté de médecine et le département de socio économie rurale dans le FABI (P3).

[23] Les évaluateurs ont pris les chiffres du fichier Excel qui est utilisé par le CUI pour faire un suivi au niveau des indicateurs.
[24] Dans le feedback sur le rapport provisoire, il a été clarifié le suivant : ce labo devra s'intégrer en tant qu'équipe de recherche spécifique à la santé publique et épidémiologie" au sein du centre de recherche de la faculté de médecine, dans le cadre de l'école doctorale. Or, la faculté de médecine est encore dans un processus d'intégration dans le système BMD, condition d'entrée dans cette réforme. La reconnaissance institutionnelle du labo nécessitera que le processus d'intégration de la faculté dans l'école doctorale aboutisse d'abord.
[25] Pour des raisons qui ne sont pas totalement claires aux évaluateurs. Déjà le rapport intérimaire avait pointé une crise institutionnelle dans la phase I (absence du directeur) et par la suite la révision des structures de recherches a compliqué les choses.

- Stages de recyclage (depuis 2012, surtout P1 et la faculté des Sciences, mais aussi des possibilités pour enseignants / chercheurs d'autres projets[26]) : ceci a contribué à la professionnalisation individuelle, la réalisation de résultats de recherche et publications et des réseaux entre chercheurs. Un point de critique est que les projets n'ont pas offert d'opportunités pour les jeunes étudiants dans l'école doctorale.
- Connexion des stages aux projets de recherche (mais pas pour tous et liens avec le fonctionnement des centres de recherches existants pas toujours clair).
- L'attention pour les « équipes de recherche » dans les projets impliquait un soutien aux assistants qui ainsi recevaient des opportunités pour faire la recherche.
- Des cours spécifiques dispensés par P5 : les réponses au questionnaire (avec la limitation de faible réponse) suggèrent que les formations étaient de bonne qualité et répondaient aux attentes. L'application, surtout des logiciels présentés, pose des défis pour la plupart des répondeurs.

Points d'attention :

- La non-organisation des cours en « Academic English » tandis que tous les répondants disent que c'est fort important et que l'évaluation intermédiaire avait souligné l'importance. Il est clair que les partenaires ne sont pas arrivés à planifier cette activité avec le budget disponible et les priorités de chaque projet.
- La non-réalisation du labo pour le P2
- La bande passante beaucoup trop faible pour assurer le bon fonctionnement de l'extranet. Selon certains répondants, il faut un plaidoyer auprès du gouvernement afin de diminuer les coûts (maintenant 30.000 euros/an pour seulement 36 mégabits).
- La faible connexion entre les projets CUI et les centres de recherches existants, par ex. pour être éligible pour un stage de recyclage, les enseignants / chercheurs devraient proposer un projet de recherche, mais la justification ne se faisait pas sur base de l'agenda de recherche des centres, mais était définie de façon individuelle.
- L'organisation des formations on/off sans cadre bien défini pour la suite, affaiblit les effets de l'investissement et son application dans la recherche. Surtout les compétences en statistiques devraient être renforcées au niveau des chercheurs.

[26] En tout, dans la phase III de la CUI, 19 stages ont été organisés en Belgique (dont 2 en attente à cause du Covid-19) : 14 pour la faculté des sciences (dont 7 pour des personnes dans l'équipe de P1), 1 pour la faculté de droit (P4), 1 pour la faculté d'ingénierie (P1), et 2 pour P3 comme stages de formation (pour quelqu'un de la FABI et un chercheur de l'ISABU).

2.3.3. La gestion et la mise en œuvre du programme[27]

Les répondants affirment que le soutien de la CUI était suffisant par rapport à ses objectifs. Les évaluateurs n'ont pas reçu de remarques sur les façons de gérer le programme selon les règles du VLIR-UOS, sauf un point d'attention (voir ci-dessous). Les relations entre les différentes parties prenantes étaient appréciées comme des relations entre égaux.

La gestion du programme a été fortement soutenue par la gestionnaire du Nord et sur le terrain par une cellule de gestion. Bien que le rapportage et la gestion se reposent encore fortement sur la responsable administrative Nord, la cellule de gestion à l'UB représente une certaine capacité de gestion qui pourrait rassurer d'autres bailleurs externes. La personnalité des co-responsables a beaucoup contribué à l'avancement des projets.

Les réunions annuelles du CPC ont été très utiles pour planifier les activités (et les adapter si nécessaire) et pour organiser (avant et après) des réunions académiques auxquelles des parties externes étaient souvent invitées. Cela a renforcé le soutien à la recherche (visibilité, échange entre chercheurs, contact avec les parties prenantes de la société). Les évaluateurs constatent que ces réunions et la coordination du CUI n'ont pas conduit à une réflexion systématique sur le renforcement institutionnel de l'UB (ce qui n'était pas planifié non plus de façon explicite). Les coordinateurs y ont prêté attention lors de discussions et de réunions informelles lorsqu'il était encore possible de voyager (par exemple, lors des visites sur le terrain) et grâce à la coordination avec l'ARES. Les répondants soulignent que le coordinateur flamand et les co-responsables ont toujours donné préférence au dialogue pour gérer la CUI.

Un point d'incompréhension par rapport à un sous-projet de P3 et l'absence de communication sur l'analyse des échantillons dans un labo en Flandres a pu être clarifié lors de cette évaluation.

Points d'attention :

- Organisation du suivi : un suivi était assuré par les comités de gestion avec le soutien administratif ; ce suivi était orienté vers la redevabilité et regardait surtout l'exécution des activités et la gestion des finances et beaucoup moins les effets (à travers les indicateurs ou des observations). C'est ainsi qu'une moins grande attention a été accordée à la consolidation des données par rapport au changement et à leur analyse (par ex. en vue d'un apprentissage). Le manuel de gestion n'était pas informatif sur ce que constitue le suivi.
- Choix et suivi des indicateurs (voir la section limitation dans le chapitre introductif) : pas toujours clair ce qui était à mesurer, pas toujours très informatif ni pertinent.
- Clarté sur les activités « hors recherche », comme les formations pour P5 et le soutien aux acteurs de la société : qui était impliqué, comment, comment le choix des personnes a été réalisé, quelle attention pour le genre, quel suivi assuré par la suite, etc.
- Budget pour organiser le travail sur le terrain a donné lieu à beaucoup de discussion (P1, P3, P4 et l'aide légale) : budget difficile à prévoir avec les différentes parties prenantes, pas évident de gérer

[27] Les évaluateurs n'ont pas fait une analyse des budgets.

les attentes des parties prenantes sur le terrain et attentes différentes au niveau des enseignants/chercheurs par rapport à ce qui était possible dans des projets (d'autres bailleurs, projets de consultance).

- Manque de contrepartie financière de la part de l'UB : il a été fort apprécié par les répondants de l'UB que le programme a pu être réalisé sans utiliser des moyens de l'UB, ceci montre un souci pour utiliser le budget de façon très efficace, mais pose un risque pour la durabilité. Un feedback au rapport provisoire a souligné que le manque de contrepartie est un point négatif (et les évaluateurs sont d'accord avec ce point de vue) non seulement pour la durabilité, mais pour d'autres raisons liées (i) au rapport des forces entre partenaires (décolonisation des partenariats) et (ii) à l'appropriation (ownership) et à la durabilité. Une contribution cumulative tout au long du programme de la part de l'UB (sur base de ses moyens propres, contribution par l'État) aurait permis de créer une base financière pour la phase post-CUI.

2.4. Durabilité

La durabilité a été appréciée au niveau du programme et du projet (voir le tableau ci-dessous). L'appréciation derrière les scores au niveau du projet et la description des 5 projets se trouvent dans le chapitre 3.

Les évaluateurs ont basé leurs constats en fonction des critères de jugement analysés au cours de cette évaluation et repris dans le tableau ci-après. La durabilité concerne la question, dans quelle mesure les résultats pourront être consolidés par l'UB. La durabilité ultime ne peut bien-sûr être déterminée qu'après quelques années.

Dans le texte nous abordons deux points : durabilité académique et institutionnelle et durabilité financière.

De manière globale et par rapport aux critères de jugement précisés dans le cadre d'évaluation, les évaluateurs apprécient la durabilité entre fragile et bonne au niveau de la durabilité académique et plus faible au niveau de la durabilité institutionnelle et financière (et pour ça le score 2 d'insuffisant).

Question d'évaluation **Programme**	**Critères de jugement au niveau du programme**					
QE 1 – Dans quelle mesure le projet CUI a-t-il eu un effet sur l'UB en tant qu'institution ?	1.5. Durabilité institutionnelle et financière	2				
Projet	**Critères de jugement au niveau des projets**	**Projet 1**	**Projet 2**	**Projet 3**	**Projet 4**	**Projet 5**
QE 4 – Dans quelle mesure les résultats du projet se poursuivront-ils après l'achèvement du programme CUI (durabilité) ?	4.2. Niveau de durabilité académique et institutionnelle	3	3	2	3	3
	4.2. Niveau de durabilité financière	2	1	2	2	2

Tableau 11 : Aperçu des scores concernant les questions par rapport à la durabilité

2.4.1. Durabilité institutionnelle et académique

L'appréciation de la durabilité des résultats de la CUI est mixte ; pour chacun des éléments forts, les évaluateurs peuvent souvent identifier des points faibles.

Du côté fort, les évaluateurs constatent que :

- La durabilité (et accessibilité) des **produits intellectuels** (publications et livres scannées, revue de P4 (avec l'aide de l'UA qui assure un accueil permanent sur son site web) est assurée :
- La durabilité **approche NTIC** (moins l'exécution par contre) est assurée : ceci est une priorité de l'État et de l'université et donc sera poursuivi. Le nouveau service informatique pourrait soutenir ce processus.
- De bonnes **relations entre l'UB, sa gouvernance et l'État (ministères)** assurent une attention spécifique pour la plus importante université du pays : des académiciens qui connaissent très bien les politiques (et ont contribué à leur formulation et exécution, par ex. plan de développement, transition BMD) peuvent, avec leur expérience de politiques stratégiques assurer la durabilité.
- L'UB a développé au long des années une capacité pour être réactif aux appels d'offre encore fragile, mais émergente (ce qui est un potentiel à apprécier). Notamment, le fait que certains projets ont développé des **réseaux** (CUI et autres) qui donnent des perspectives pour développer des propositions de recherches : par ex : P2 réseau WAKA HPV, Par ex. P4 perspectives des projets régionaux (avec UE/BE), par P3 avec l'IFDC, etc. **L'école doctorale** avec le directeur et son réseau de contacts impressionnant (qui inclut 84 universités, dont beaucoup sur le continent) jouera un rôle essentiel pour développer encore plus la culture de recherche. C'est cette école doctorale qui facilite l'implication de l'UB dans l'East African Community (enseignement et recherche). **Les équipements (labo) et PhD, par l'encadrement qu'ils offrent créent des opportunités pour plus de recherche et research-based education**. La CUI (et l'ARES) a contribué à une **visibilité plus grande** + preuve de **capacité de gestion qui peut attirer d'autres bailleurs** (voir Erasmus + qui est intéressé). Les enseignants / chercheurs bénéficiaires CUI se sont mis d'accord pour collaborer plus en réseau.

Les points faibles et les défis sont les suivants :

- Les évaluateurs posent des questions pour tout ce qui concerne la **maintenance des équipements** (dans les labos, comme ordinateurs/projecteur. Bien qu'il y ait des perspectives pour la maintenance de certaines infrastructures simples, comme le dispositif anti-érosion de P3 (en collaboration avec IGEBU), c'est un grand défi pour l'université d'assurer la maintenance avec les budgets actuels reçus de l'État.
- La **consolidation des recherches / approches recherches** est un défi : par ex. c'est seulement pour les partenaires du P4 qu'une opportunité de 2 post-docs en Belgique est offerte. Il y a encore plusieurs PhD à finaliser : comment est-ce que les facultés vont valoriser et consolider les recherches sans les moyens de la CUI ?
- La **rétention du capital humain et surtout le cadre du travail** pose des défis : il n'y a pas de mesures spécifiques pour la rétention des personnes formées (sauf promotion dans la gouvernance de l'institut ?), les conditions de travail pour les enseignants se sont détériorées après la crise de 2015 et surtout l'inflation. Si les opportunités pour la recherche (pertinente et attractive)

ne sont pas possibles (par manque de moyens), les personnes formées (même si elles restent attachées à l'université) vont investir davantage dans la consultance et seront moins disponibles pour encadrer des étudiants ou comme force dans les centres de recherches (pour mettre ensemble les agendas, identifier des opportunités et pour libérer du temps pour écrire des propositions de recherches.

- Plusieurs directions administratives pertinentes ont été créées, surtout induites par la réforme BMD. Ces directions se trouvent au début de leur développement et n'ont **pas encore assuré la mise en phase des nouvelles politiques de l'UB avec l'évolution** en termes de capital humain et de recherche, la plupart des politiques dates des années 90 et la mise à jour de ces politiques pour atteindre une vitesse de croisière vient seulement de commencer. Plus particulièrement, la règlementation par rapport au financement et au fonctionnement des centres de recherches et leur positionnement vis-à-vis d'autres centres de recherche de l'État a besoin d'être révisée. Au-delà de la consultance individuelle fournie par des enseignants / chercheurs, une approche structurelle devrait se développer. Un deuxième domaine de consolidation est la politique (et la finalité) par rapport au travail avec les communautés et leurs implications dans le travail de recherche. Enfin, il y a les politiques de rétention des PhD formés, qui ne sont pas prévues pour l'instant ; bien que la plupart des PhD voient l'intérêt de rester liés à l'UB, ils ont besoin d'aller vers d'autres universités et de s'engager dans la consultance pour gagner leur vie.
- Le service de coopération : suit les appels d'offres et aimerait faciliter les contacts avec des chercheurs, monter des consortiums et donner plus de visibilité aux résultats de recherche, mais ne peut pas encore montrer de preuve de réussite (en termes de nombre de nouvelles acquisitions). Les facultés de l'UB fonctionnent de façon assez indépendante (même sans budget propre), ce qui ne rend pas évident la coordination (à renforcer).

2.4.2. Durabilité financière

Dans son document stratégique (2014-2019)[28], l'UB a clairement identifié VLIR-UOS comme l'un des partenaires les plus importants pour la formation et le perfectionnement du personnel (à côté de la CTB (à présent appelée Enabel), le CUD (à présent appelé ARES), la Coopération française et l'AUF, UCAD, et d'autres universités européennes, universités de l'EAC, universités sud-africaines). Des contacts avec d'autres bailleurs existent, mais l'ampleur des programmes n'est pas encore comparable au VLIR/ARES.

Le fait que la CUI prenne fin (et que l'ARES décide sur la continuation fin 2021) est alors un défi. L'approche que l'UB décrit pour la mobilisation des fonds pour l'exécution de son plan stratégique repose très fortement sur l'État (surtout pour les salaires). D'autres stratégies identifiées pour la mobilisation de fonds tel que collecte de fonds, la formulation des propositions de financement et la rentabilisation du patrimoine n'incluent pas (encore) des stratégies spécifiques pour la collecte de fonds pour la

[28] Le draft d'un document stratégique plus récent n'a pas été partagé avec les évaluateurs.

recherche (sauf peut-être l'organisation de quelques séminaires sur la levée de fonds). Les évaluateurs n'ont pas l'impression que la situation actuelle est différente, et le manque de moyens financiers est donc une menace pour la durabilité, surtout par rapport à la recherche et le financement de la numérisation (pour faciliter l'accès aux documents / informations, l'enseignement en ligne, etc.). Le budget pour la recherche de l'UB représente actuellement 1,7 % du budget total, l'UB n'est pas à même à financer la recherche, et le budget pour la recherche venant de l'État est très limité. Un budget pour renforcer l'accès à l'Internet n'est pas encore sécurisé, mais apparemment plusieurs stratégies sont actuellement à l'étude pour assurer un accès plus stable à l'Internet et moins coûteux (négociation BM, BA) avec une implication forte de l'école doctorale.

Au niveau des projets, il semble y avoir quelques opportunités pour les projets suivants :

- P3 : avec le programme PAGRIS (mobilité, stages de recyclage), intérêt de l'IFDC pour une collaboration autour de la thématique de l'érosion
- P4 : intérêt pour la thématique de la part des bailleurs
- Intérêt de l'AUF pour le financement des doctorants dans l'école doctorale

3. Évaluations par projet

Chaque évaluation de projet contient les éléments suivants : une description succincte du projet et une évaluation selon les questions d'évaluation telles que spécifiées dans le cadre d'évaluation.

3.1. CUI P1 : PROJET 1 : APPUI À L' ENSEIGNEMENT ET À LA RECHERCHE EN SCIENCES DE BASE

Introduction

L'objectif principal du projet est d'assurer que la qualité de l'enseignement et de la recherche à la Faculté des Sciences de l'Université du Burundi atteigne un niveau international, afin d'avoir des lauréats hautement qualifiés pour les secteurs publics et privés, qui pourront contribuer efficacement au développement du pays.

Le projet s'est fixé les objectifs suivants :

- Former au moins un enseignant chercheur pour la Faculté à travers l'octroi d'une bourse de doctorat en Belgique.
- Soutenir l'École doctorale de l'Université du Burundi à travers la mise à disposition de plusieurs formateurs et d'accompagnateurs pour le cours de 3è cycle, et des stages de courte durée pour les doctorants de l'ED en Belgique.
- Appuyer la qualité de l'enseignement au niveau Master : professeurs invités et maintenance des laboratoires.

- Améliorer les performances des professeurs de la faculté en matière d'enseignement, à travers des stages de recyclage et de remise à niveau lors de stages en Belgique comme par le passé.
- Organiser au Burundi des cours intensifs de formation en pédagogie universitaire pour tous les enseignants de la Faculté.
- Mettre à disposition et entretenir des moyens pédagogiques et didactiques existants comme les équipements et matériels de laboratoires, les consommables, les structures informatiques et la documentation scientifique.
- Assurer que la recherche est conduite de manière plus efficace en contribuant à la structuration organisationnelle de la recherche à travers un séminaire, en octroyant des moyens de recherches pour quelques projets choisis et en appuyant des missions de recherche et d'échange à quelques chercheurs qui auront été retenus selon les moyens.

Ce projet a coïncidé avec le démarrage du nouveau système d'enseignement à l'UB (BMD : baccalauréat, master, doctorat). Cette transition demande un renforcement des ressources humaines pour avoir des enseignants suffisants à temps plein afin de stimuler la recherche.

Comment y parvenir (approches, stratégies, activités principales) ?

- Formation de docteurs en Sciences et Appui à l'École doctorale
- Mobilité Nord-Sud, Sud-Nord
- Ateliers pédagogiques et scientifiques
- Maintien du niveau des travaux pratiques
- Appui aux Centres de Recherche

Exécution et changements dans l'exécution

Les plus grands changements sont les suivants :

- Dans l'exécution du projet (phase III), il n'y a pas eu de grands changements dans la conception du programme. Par contre, il nous semble que l'organisation, au Burundi, des cours intensifs de formation en pédagogie universitaire pour tous les enseignants de la Faculté n'a pas eu lieu : ces cours avaient été organisés dans la phase 2, du 27 au 29 septembre 2016, pour une quarantaine de participants. Durant les années suivantes, les cours ont été poursuivis et organisés avec le concours de l'ARES et des moyens de l'UB (exemple de synergie). Le projet 1 du VLIR a organisé 3 ateliers pédagogiques pour l'harmonisation des programmes et l'adaptation des stratégies d'enseignement pour tous les titulaires dans les baccalauréats et les masters (l'adaptation conséquente du cadre logique n'a pas eu lieu).
- Cependant, des professeurs ont vu leurs visas refusés, tandis qu'après la crise de 2015, pour des raisons de sécurité, la mobilité Nord-Sud a été ralentie.
- La crise de 2015 a entraîné un ralentissement de l'exécution et une forte diminution de la mobilité (surtout Nord-Sud des co-responsables, professeurs et étudiants). Les conditions sécuritaires se sont dégradées et la mobilité des enseignants Nord a été interdite.
- Covid-19 : annulation de missions Nord-Sud (3 professeurs invités belges) et Missions Sud-Nord (stagiaires : 2 professeurs de l'UB et un technicien). Ces missions n'ont pu avoir lieu en 2020 pour cause de Covid-19. Ces activités ont été reportées à 2021 en espérant que les conditions sanitaires au niveau mondial vont s'améliorer.

Données factuelles

	Valeur atteinte
Doctorants directement soutenus par le projet, contribuant aux objectifs du projet	4
Perspectives de finalisation des PhD dans la phase 3	3
Nombre de publications effectives dans les revues internationales phase 3	19[29] (sur 18 prévues)
Nombres de publications dans les revues nationales phase 3	1 (sur 6)
Nombre de programmes de master nouveaux ou substantiellement mis à jour développés (curriculum) grâce au soutien du projet	5 (sur 6 planifiés)
Nombre et portée des présentations (liées à la communauté) ou des ateliers de vulgarisation grâce au soutien du projet	4 (pour 170 de personnes)
Nombre de modules de formation développés grâce au soutien du projet	1

Département/faculté qui accueille le projet (1 à 5)	**Faculté des sciences et Centre de recherche en sciences naturelles et de l'environnement (CRSNE)**
Nombre de personnel académique permanent (recherche/éducation)	Fin phase 3 CUI : **81.** Sur les membres du personnel académiques de la Faculté des Sciences en place et en cours de formation, 7 sont des femmes (5 docteurs, 2 assistantes).
Nombre PhD en total (non seulement CUI)	Fin phase 3 : **43** dont **2** subventionnés par le programme CUI

Résultats des phases CUI précédentes :

Laboratoires rénovés, matériel didactique et équipements pour les travaux pratiques réhabilités et complétés ; équipements audiovisuels, Internet et informatiques mis en place.

Questions d'évaluation

Échelle d'appréciation

[29] Les évaluateurs ont reçu le chiffre de 61 publications mais qui porte sur le nombre total de publications pour le Centre de recherche en sciences naturelles et de l'environnement (CRSNE) qui concerne la Section Sciences (Biologie, Chimie, Sciences de la Terre).

4 Excellent/très bonne performance
3 Suffisant/Bonne performance
2 Insuffisant/performance au niveau des problèmes
1 (très) mauvaise/grande difficulté

Pertinence et synergie	
Critères de jugement	**Constats sur la base des entretiens et à la lecture de documents**
1.1 Répond aux besoins Score : 3	Le projet veut mettre en place une structure organisationnelle de la recherche et soutenir certains projets de recherche. C'est nécessaire vu que la faculté s'engage vers l'organisation de Masters et de l'École doctorale, il est nécessaire que la recherche se fasse de manière plus visible. Il faut une augmentation du nombre et des performances des cadres dans de nombreux secteurs publics et privés et donc des différents domaines socio-économiques du pays. Cela nécessite une augmentation du personnel académique et plus d'expertise didactique. Le projet va de pair avec les orientations stratégiques de l'UB (2014-2019). La faculté des sciences répond aux besoins de la communauté avec les écoles secondaires qui se plaignent de la détérioration de la qualité des lauréats – voir activités avec des élèves des lycées pilotes (Makamba et Cibitoke) pour les cours de science.
1.2 Synergie et complémentarité Score : 3	Le projet SADER (projet 3) et le projet 1 ont collaboré pour la finalisation de la formation doctorale de Monsieur Anicet Sindayihebura, qui a défendu sa thèse le 9 octobre 2017. Les enseignants chercheurs du projet 1 (Ndayishimiye Joel, Ntakimazi Gaspard, Sibomana Claver, Nsavyimana Gaston) ont participé à un projet du VLIR intitulé : *Surveillance de la dynamique de la biodiversité du lac Tanganyika*, avec comme partenaires en Belgique la Vrije Universiteit Brussel et l'Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique (IRSNB). Le développement de l'offre de formations pour le Master en Sciences de l'Environnement a été appuyé par l'AUF (Agence Universitaire de la Francophonie) à travers des ateliers pour l'harmonisation entre les Universités de la RDC (à Bukavu) et d'autres Universités burundaises, notamment l'Université de Ngozi. Des programmes de Masters et des projets de recherches doctorales sont aussi appuyés par l'AUF (Agence Universitaire de la Francophonie). Ceci a été fait notamment à l'occasion de la préparation de l'offre de formations pour le Master en sciences et gestion intégrée de l'environnement dans deux ateliers qui ont été organisés à l'ISP Bukavu. L'École doctorale de l'Université du Burundi est aussi appuyée par le Programme ARES-CCD, lequel intervient aussi par des bourses de stages pour

	des séjours de courte durée en Belgique pour les doctorants et les accompagnateurs et donne des appuis pour la recherche au Burundi. L'Allemagne et la Chine commencent à financer des projets (plutôt non consistants)
1.3 Cohérence Score : Sans objet	Pas étudiée
Jugement final/commentaires	
Le projet P1 est pertinent pour la faculté des sciences et l'UB. La mobilité Nord-Sud et Sud-Nord a redynamisé les chercheurs de la faculté des sciences. Avec la naissance des programmes Master et l'école doctorale, l'UB a besoin de plusieurs partenaires techniques pour répondre à ses besoins en ressources humaines et matérielles.	

Efficacité et indices d'impact	
2.1. Mesure des objectifs spécifiques du projet en matière de soutien à la recherche Score : 4	- Le projet a permis à la faculté de remplir ses missions sans compter sur le budget de l'UB - Le projet a permis à la faculté d'avoir des ressources humaines qualifiées (des PhD de plus) - Émulation entre professeurs en matière de publications, d'enseignement et de recherche renforcés : des professeurs ont eu des promotions et sont passés à un grade supérieur - De nouvelles structures de recherche créées (4 centres de recherche et laboratoire de recherche) - Le Ranking de l'UB a évolué, ce qui montre qu'on est sur la bonne voie

Classement de l'UB sur 2015-2021[30]

Année	Continent	Monde
2021	293/1917	6734
2020	274/1902	7136
2019	-	
2018	-	
2017	150/1522	
2016	157/646	
2015	294/563	

[30] Source : https://www.webometrics.info .

2.2. Changements dans l'enseignement Score : 3	- 5 modules ont été révisés[31]: Master en Biologie des organismes et écologie, Master en sciences chimiques (orientation Contrôle et Analyses chimiques), Master en Sciences Mathématiques : options Mathématiques Fondamentales et Mathématiques Appliquées, Master en sciences physiques : options Physique Fondamentale et Physique Appliquée, Master en sciences et gestion intégrée de l'environnement - Ces programmes se focalisent sur les aspects environnementaux. - NTIC : passage du papier (feuille folio manuscrite) à la projection - Changement dans l'enseignement et la documentation : les étudiants font des travaux pratiques grâce à l'Internet et aux laboratoires - Élaboration de nouveaux syllabus qui tiennent compte des résultats de la recherche - Illustration des cours sur base des données du terrain - Les étudiants ont fait des travaux sur le terrain dans le cadre des enseignements et des stages avant la fin du 1er cycle - Chaque jeudi (après-midi), les étudiants des programmes Master et leurs accompagnateurs organisent des conférences scientifiques publiques sur des thématiques variées
2.3. Mesure des ambitions pour appuyer des changements chez des acteurs externes Score : 4	- Le projet d'appui au CRDS pour l'encadrement pédagogique de deux écoles pilotes (Makamba et Cibitoke) en matière d'enseignement des sciences et à la réalisation de publications en matière de pédagogie en collaboration avec l'ISP de Bukavu (RDC) : ce projet incluait 6 enseignants et 120 élèves du Lycée de Makamba et 150 élèves du Lycée de Cibitoke. - Vulgarisation des résultats de la recherche pour les acteurs étatiques et privés - En marge du CPC qui a eu lieu à Bujumbura en octobre 2019, une conférence régionale a été organisée à l'Université du Burundi sur le thème « La réalisation des objectifs de développement durable au bénéfice des populations locales ». Chaque projet du programme VLIR-UOS/UB a organisé, dans des sessions parallèles, des conférences sur les thèmes en rapport avec ses activités de recherche - 4 ateliers/conférences organisées pour les communautés auxquelles 170 personnes ont pu participer. Au total, le CRDS a pu organiser 5 ateliers pour 272 personnes dans les écoles secondaires
Jugement final/commentaires	
Le nombre d'enseignants est passé de 40 à 60 (PhD) au total pour la faculté des sciences. Cependant la charge horaire est montée avec le BMD. Ceci prouve combien l'UB a toujours besoin de plus d'enseignants. Les résultats obtenus sont le résultat de l'appui du VLIR-UOS. Le risque ici est que l'UB devienne dépendante de ses partenaires.	

[31] Les évaluateurs ont également reçu l'information de : 14 curricula révisés et de 223 cours adaptés, ceci concerne les curricula et les cours dans les programmes des Baccalauréats et des Masters organisés à la faculté des Sciences.

Efficience	
3.1. Des résultats intermédiaires ont été obtenus et sont de bonne qualité Score : 3	- 2 Phd ont déjà terminé leurs thèses et ont été appuyés par le projet (Sindayihebura Anicet et Nuwacu Jean Paul) Recherche : le projet a permis d'organiser des stages de recyclage des enseignants de la faculté des sciences (et autres facultés) pour des séjours de recherche, voir la vue globale ci-dessous : ces stages n'étaient pas seulement destinés aux membres de l'équipe du P1, ce qui montre une bonne interaction entre les projets. Le projet 1 a toutefois financé seulement les stagiaires venant de la faculté des Sciences (25 dans le cours de la CUI). - 9 conférences/ateliers scientifiques ont été organisés par la faculté des sciences durant la phase III du projet - Les résultats des recherches doctorales ont servi de base à 8 mémoires d'étudiants en licence/master à l'Université du Burundi - Plus d'accès à la littérature : la KULeuven et l'UA ont envoyé des livres et équipements (livres, PC, équipements de labo) pour le département de physique. Le projet a permis l'achat de nouveaux livres modernes pour la faculté des sciences par département - Au travers de P5 (et en lien avec la digitalisation) : formation des enseignants sur des logiciels de recherche, installation d'une salle de PC, appui à l'infrastructure digitale (logiciels, VSAT). Le projet a permis d'acheter des vidéoprojecteurs, PC, connexion Internet dans les salles informatiques + entretien, passage du syllabus papier au Powerpoint, les étudiants accèdent à la documentation scientifique grâce aux TIC, des formations en Moodle, logiciels de traitement des données, ont été organisées Environnement : appui au Centre de Recherche en Sciences Naturelles et de l'Environnement (CRSNE) à travers les appuis au fonctionnement d'un jardin botanique expérimental pour la multiplication d'espèces autochtones d'intérêt économique. - Le projet a apporté du matériel didactique et de bureau (PC, rétroprojecteur, imprimantes, photocopieuses) dont l'accès est facile car disponible au niveau des facultés et a assuré la maintenance des moyens pédagogiques et didactiques existants comme les équipements et matériels de laboratoires, les consommables, les structures informatiques, la documentation scientifique et la connexion Internet Facteurs du succès

	- Networking entre chercheurs du Nord et ceux du Sud grâce au projet, ce qui booste les échanges et les publications - L'École doctorale et le Master commencent à être dynamiques grâce aux effets du projet - Production des rapports dans les délais (redevabilité à tous les niveaux) - Rencontres entre responsables N-S et rencontres entre coordonnateurs locaux - Réunions régulières afin de garder le cap par rapport à la programmation - Le don des livres à la faculté des sciences résulte du dynamisme du doyen de la faculté et montre la pertinence de rentabilisation des missions au Nord par les chercheurs burundais Aspect qui entrave : - Pour le troisième objectif (recherche bibliographique dans les archives de la bibliothèque du Jardin Botanique de Meise), le travail a été bien mené, mais malheureusement l'ordinateur a été volé ; l'essentiel de la documentation compilée est perdu. Il est alors important de mettre à disposition des dispositifs de stockage et de sécurisation des données en ligne
3.2. Un soutien a été apporté pour garantir la qualité des processus de recherche et d'enseignement Score : 4	- 1 séminaire résidentiel a été organisé (38 participants) pour la révision des offres de formation au niveau des baccalauréats à la Faculté des Sciences du 25 au 28 juillet 2017 - Un laboratoire est équipé et est opérationnel - Achats de livres modernes selon les départements - Formation au logiciel R (30 personnes) - 1 syllabus de Biogéographie, les notes du cours *Probabilités et Statistique inférentielle* sont disponibles grâce aux professeurs invités - Le soutien à l'École doctorale de l'Université du Burundi par l'octroi d'un appui aux activités de recherche au Burundi pour 3 doctorants - Mise à jour des curricula et modules de formation grâce aux résultats de la recherche de terrain - Les enseignements sont devenus modernes suite à l'appui des TIC - Nouvelles pratiques et habitudes des enseignants qui sont dans les meilleures conditions pour une meilleure productivité. « Un enseignant qui est à l'aise traite l'étudiant avec dignité ». - Salles d'informatique équipées - Les chercheurs ont bénéficié de l'appui logistique pour aller sur le terrain grâce au véhicule du projet - Connexion avec les collègues du Nord : les enseignants de la faculté des sciences qui ont réalisé les PhD en Chine et dans les pays arabes ont pu se ressourcer au Nord pour encore améliorer leurs publications (au travers des stages de recyclage. Exemples : Stagiaires qui ont fait leur doctorat en Chine (Katihabwa Aloys, Sibomana Claver, Gahungu Gidefroid), au Maroc (Nkengurutse jacques), au Kenya (Nkunzimana Denis), en Côte d'Ivoire (Ntiharirirwa Seconde), au Sénégal (Nkunzimana Renovat)

3.3. Relation entre les moyens et les résultats atteints et les objectifs (évaluation qualitative) Score : Sans objet	Pas analysé
3.4. La gestion de projet est propice à une mise en œuvre efficace et efficiente du projet Score : 4	- Responsable du projet local permanent depuis 2015 - Bonne relation et coordination des départements de la faculté des sciences dans l'usage des dispositifs disponibles (laboratoire, salle informatique…)
Jugement final/commentaires	
Le projet *Appui à l'enseignement et à la recherche en sciences de base* a facilité le travail de terrain des chercheurs de la faculté des sciences. En équipant le laboratoire et la salle informatique, la qualité de l'enseignement s'améliore. La mobilité des chercheurs a redynamisé les centres de recherches de la faculté des sciences et la multiplication des publications scientifiques dans les revues internationales.	

Durabilité	
4.1 Institutionnelle et académique Score : 3	- Une bonne base pour de futures collaborations interuniversitaires : TIC, structures existantes, dynamisme des enseignants - Une consolidation des Centres de recherche (rénovés) de la Faculté permettra de conclure des accords de collaboration avec des partenaires extérieurs (au niveau national ou extérieur) et de se faire payer pour des travaux effectués pour les tiers – cette idée n'est pas encore transposée dans la pratique. - De nouveaux projets (avec de nouveaux partenaires) nés des résultats atteints dans le cadre du CUI sont envisageables. Projets communs dans le cadre de la EAC : Networking individuel entre chercheurs (Uganda, Tanzanie)
3.2 Financière Score : **2**	- Des professeurs de la Faculté des sciences ont été promus au niveau national et ont une influence politique, ils vont plaider pour la continuité et la hausse du budget pour faire fonctionner les structures existantes - Des séminaires pour renforcer la capacité de mobilisation des fonds (fundraising) ont été organisés : tels que les Séminaires organisés par l'École doctorale avec financement de RUFORUM (Forum régional des universités pour le renforcement des capacités en agriculture) - Les moyens d'entretien des structures physiques posent un souci si le projet prend fin - Manque d'autonomie financière des centres de recherche pour la soumission des projets

	- La faiblesse des moyens financiers pour la formation des personnels scientifiques et la conduite d'un enseignement et d'une recherche de qualité risque de persister encore longtemps après la fin du projet.
Jugement final/commentaires	
Le budget alloué à la recherche de l'UB (1,7 %) est minime. Le dynamisme déjà observé dans la recherche risque de ne pas perdurer si des stratégies de mobilisation des fonds par des partenariats ne sont pas mises en place par l'UB. Plusieurs recommandations : - Tenir compte de l'agrandissement de l'UB dans la conception des programmes de partenariats - Mettre en place un dispositif de sécurité du matériel de l'UB pour éviter les vols et la perte des données - Motivation (promesse de bonne retraite) pour éviter les fuites des cerveaux ? - Les membres des centres de recherche travaillent comme des consultants indépendants et agissent en toute indépendance par rapport aux centres de recherche. Il faudrait développer un esprit de groupe pour légitimer les centres de recherche et accéder à des fonds consistants.	

3.2. CUI UB P2 Santé communautaire rurale (SaCoR)

Introduction

Ce projet est exécuté par le département de Médecine communautaire qui est l'un des 8 qui constituent la faculté de Médecine depuis qu'elle offre une formation complète de Médecins dès 1983.

Le département a pour mission de former les futurs médecins en matière de santé publique, épidémiologie et gestion des services de santé et la recherche en santé. Cette formation se fait à travers les enseignements théoriques, les travaux pratiques et les stages sur le terrain. Cependant, le département a connu une insuffisance quantitative et qualitative en ressources humaines qualifiées pour bien remplir cette mission qui s'inscrit dans celle de l'université du Burundi, à savoir l'enseignement, la recherche et le service à la communauté en matière de santé communautaire. En effet, ce département comptait un seul enseignant jusqu'en 2000 avec l'arrivée d'un deuxième ; mais le premier est parti à la retraite en 2010.

Les trois phases du programme CUI-UB se sont focalisées sur la formation du personnel enseignant au département de Médecine Communautaire de la faculté de Médecine. Dans ce cadre, deux assistants (Médecins généralistes) ont été recrutés en 2012, puis ont bénéficié d'une formation de niveau Master en santé Publique à l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers ; ce qui portait à trois le nombre d'enseignants à temps plein ayant le niveau Master. Ces trois enseignants ont par la suite entamé, depuis la phase II, la formation doctorale avec l'appui du projet VLIR UOS.

Objectifs[32]

L'objectif général du Projet SaCoR était de « contribuer à améliorer la santé de la population par la mise en œuvre de meilleures stratégies en vue de réduire la morbi-mortalité dans la zone d'intervention ».

Deux objectifs spécifiques ont été identifiés :

1. La dotation au département de médecine communautaire de compétences nécessaires par le biais de la formation doctorale des enseignants disponibles en vue de lui permettre de remplir pleinement sa triple mission d'enseignement, de recherche et de service à la communauté
2. La mise en place d'un laboratoire d'épidémiologie et santé publique au sein du département de médecine communautaire destiné à rendre disponibles les données épidémiologiques sur la morbi-mortalité et sur le système de santé, en vue d'aider les décideurs sanitaires dans la prise de décisions fondées sur l'évidence.

Les résultats intermédiaires envisagés sont les suivants (avec les 3 premiers liés au premier objectif spécifique) :

1. Exécution des projets de recherche conçus par les doctorants/chercheurs burundais avec l'appui de l'équipe de l'unité Epidemiology for Global Health Institute de la Faculté de Médecine de l'Université d'Anvers
2. Le département de santé communautaire a renforcé ses compétences pour la transmission des connaissances sur l'épidémiologie et la gestion des structures de santé aux étudiants en médecine à la fin de la dernière phase CUI
3. Les connaissances de la morbi-mortalité des pathologies faisant l'objet des recherches dans le cadre du projet sont améliorées ; les connaissances sur la capacité de prise en charge de ces pathologies par le système de santé sont documentées et des stratégies alternatives de lutte contre ces maladies sont proposées
4. Le département de la santé communautaire a acquis les compétences et les outils pour mener et appuyer la recherche épidémiologique, recherche, action et évaluation d'interventions (= Création d'un laboratoire d'Epidémiologie-Santé Publique au sein du Département)

Comment y parvenir (approches, stratégies, activités principales) ?

Le projet consiste principalement à former une équipe de formateurs en santé publique et épidémiologie, capable de concevoir des curricula adaptés dans ce domaine et d'assurer la formation théorique et pratique des futurs médecins, en santé publique et en épidémiologie.

Ainsi, l'approche globale consiste en quatre projets de recherche doctorale qui ont été sélectionnés et réalisés. Ces recherches portent sur (i) les maladies chroniques non transmissibles, (ii) l'infection par le papillomavirus humain et les stratégies de dépistage du cancer du col de l'utérus, (iii) étude sur l'impact du financement basé sur les performances appliqué aux services de prise en charge de la malnutrition au niveau communautaire chez les enfants de moins de 5 ans au Burundi ainsi que (iv) la recherche sur les stratégies alternatives de lutte contre la schistosomiase au Burundi dans un contexte d'élimination.

[32]VLIR-UOS/BU, CUI Burundi (2016) *Programme partenaire III, 2017-2020, 3*1-32.

Avec les compétences acquises par cette formation doctorale, on s'attendait alors à une redynamisation de la recherche en santé à travers la mise en place d'un laboratoire d'épidémiologie et santé publique au sein du département de médecine communautaire de la faculté de Médecine.

Exécution et changements dans l'exécution

Les plus grands changements sont les suivants :

- La mise en place du laboratoire n'a pas été possible car en attente d'une reconnaissance institutionnelle par les autorités habilitées.

Le Covid :

- les chercheurs ont éprouvé des difficultés à présenter les résultats de leurs recherches sur les quatre thématiques à cause de la pandémie du Covid-19. En effet, la présentation aux différents acteurs clés du système de santé pouvait booster la prise de décisions.
- Difficulté pour l'expert du Nord à assurer un suivi rapproché des doctorants au sud à cause de la pandémie du Covid-19.

Données factuelles

Les données factuelles à mentionner dépendront du cadre d'évaluation décidé/voir les indicateurs de qualité scientifique. *Où trouver l'information ? demander à la faculté/au doyen concerné, vérifier dans le rapport d'évaluation mi-terme et les rapports annuels.*

	No. étudiants PhD	Perspectives de finalisation des PhD Phase 3	Nombre de publications effectif dans les revues internationales phase 3	Nombres de publications dans les revues nationales phase 3
P2	4 au total (3H/1F)	4	3	0

Département/faculté qui accueille le projet	**Département de Médecine Communautaire dans la faculté de Médecine**
Nombre de personnel académique permanent (recherche/enseignement)	Début phase 3 : 3 professeurs de niveau Master dans un programme de formation doctorale Fin phase 3 CUI : 1 professeur de niveau PhD et 2 autres encore en formation doctorale + un temps partiel en formation doctorale sous programme CUI[33]
Nombre PhD en total (non seulement CUI)	Fin phase 1 : 0 dont … subventionné par le programme CUI Fin phase 3 : 4 dont 3 subventionnés par le programme CUI
Labo installés : ……..	Fin phase 0 CUI : ….dont …. subventionné par le programme CUI phase 3 : 0

[33]Pour mettre en perspective : actuellement, il y a 53 des enseignants dans la faculté dont 41 avec un Diplôme de Spécialisation clinique et un PhD en santé publique (source : informations fournies par l'UB)

Questions d'évaluation

Échelle d'appréciation
4 Excellent/très bonne performance
3 Suffisant/Bonne performance
2 Insuffisant/performance avec les problèmes
1 (très) mauvaise/grande difficulté

Pertinence et synergie	
Critères de jugement	Constats sur base des entretiens et la lecture de documents
1.1 Répond aux besoins Score : 3	- Le projet est venu en réponse au besoin de la faculté de s'inscrire dans les principaux axes stratégiques de l'Université du Burundi qui sont l'amélioration de la qualité des enseignements, le renforcement de la recherche scientifique, ainsi que l'augmentation des services à la communauté. C'est d'autant plus vrai si l'on considère que le département bénéficiaire est le seul qui peut favoriser l'interdisciplinarité avec les sept autres départements dont le focus est plus mis sur la clinique. Or, en considérant le nombre d'enseignants, on se rend compte que nous avons une moyenne de 6 enseignants pour les autres départements alors qu'on en avait un pour celui de Médecine Communautaire. - Souhait d'avoir des enseignants qualifiés dans le domaine de la santé publique et des académiciens qui peuvent appuyer le gouvernement dans leurs relations avec les organisations multilatérales (donner des avis et des orientations basés sur les réalités du terrain). - Vient également en réponse aux priorités du MSPLS notamment par rapport aux axes stratégiques 2, 3, 8 et 9 du Plan National de Développement Sanitaire II (PNDS II) - production de ressources humaines ayant des qualifications requises, la bonne gestion des ressources humaines disponibles, l'amélioration de la gouvernance et du leadership dans le secteur de la santé, ainsi que le renforcement du Système National d'Information Sanitaire, de la planification et du suivi-évaluation en vue de la diminution de la morbi-mortalité par des soins de santé primaires de qualité. - Les thèmes de recherche abordés contribuent à apporter des éléments de réponse aux actions prévues sur le premier axe stratégique « Renforcement des prestations de soins et de services de santé (préventifs, curatifs, promotionnels et de réadaptation) de qualité à tous les niveaux du système de santé ». Dès le début de la conception des recherches, les doctorants, appuyés par leurs promoteurs, ont échangé avec les responsables de l'État pour assurer la pertinence de la recherche.

	- Bien qu'il n'y ait pas eu d'attention particulière sur l'aspect genre, on peut remarquer que parmi le personnel enseignant bénéficiaire du projet figure également une femme.
1.2 Synergie et complémentarité Score : 3	En vue d'avoir autant de personnes formées, des synergies se sont formées. Une doctorante a notamment travaillé avec des données d'un projet de recherche exécuté par l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers pour le compte du MSPLS et la Banque Mondiale (et avec un appui financier de ce dernier). Étant donné qu'elle a travaillé sur la problématique en rapport avec la malnutrition communautaire, il y aurait pu y avoir une synergie avec P3 (base de données) dans la zone d'intervention du sous-projet anti-érosion. Notons quand même que cette synergie existait avant 2015 au moment où la personne concernée faisait son mémoire de Master (Phase II) et utilisait la base des données de P3. Un autre doctorant dont la recherche est appliquée à la schistosomiase a pu réaliser la collecte des données grâce au financement de l'Imperial College (au Royaume-Uni) Enfin pour un autre doctorant, une collaboration avec la CTB dans la province de Kirundo : co-financement de l'enquête sur l'épidémiologie des maladies chroniques non transmissibles dans la province de Kirundo (Hypertension et diabète) (ampleur de ces maladies chez les adultes de 18 à 65 ans, facteurs associés à la survenue de la maladie ainsi que le niveau de contrôle de ces maladies) Cette synergie a permis d'avoir suffisamment de ressources faisant que les fonds VLIR-UOS puissent couvrir les frais de séjours doctoraux pour quatre doctorants ; ce qui ne serait pas réaliste si en plus, ils devaient supporter les collectes des données Des contacts ont été développés entre ces doctorants et les membres des groupes de recherche de l'équipe Nord de SaCoR-III. Pas de synergie entreprise en ce qui concerne l'Objectif spécifique 2
1.3 Cohérence Score : NA	Pas d'analyse faite.
Jugement final/commentaires	
Le projet est très pertinent par rapport aux besoins dans le pays et par rapport au contexte spécifique de la faculté de Médecine, mais surtout le département de santé publique. L'importance, déjà soulignée dans les auto-évaluations, ne peut pas être sous-estimée : le fait d'avoir des docteurs en santé publique permet de renforcer l'interdisciplinarité dans la recherche au sein d'une faculté où prédominaient des enseignants cliniciens. Cette interdisciplinarité, si elle est établie et renforcée par la finalisation des PhD en cours, peut servir des recherches futures orientées sur les domaines variés de la santé. Le département qui a bénéficié du projet a profité d'une synergie de collaboration bien que les évaluateurs estiment qu'il aurait été possible de continuer la synergie avec le P3 comme ça l'avait	

été au cours de la phase II. Une synergie avec les projets autres que la CUI a été recherchée et a contribué à l'atteinte des résultats, à savoir la collecte des données pour tous les doctorants. Les évaluateurs considèrent que c'est une bonne base déjà vers l'atteinte du deuxième objectif spécifique qui n'a pas été abordé au cours de cette phase III. Le COVID a surtout fait que les grandes idées de collaboration ont été mises un peu de côté et que l'accent a été mis sur ce qu'on considère comme plus essentiel (ce qui était un choix pour les PhD en premier lieu).

Efficacité et indices d'impact	
2.1. Mesure selon laquelle les objectifs spécifiques du projet en matière de soutien à la recherche ont été réalisés Score : 2	Création d'un réseau entre chercheurs - D'un côté au Nord avec les doctorants et qui pourront être mobilisés si d'autres financements sont disponibles - D'un autre entre doctorants et autres académiciens des autres départements qui pourront dorénavant mettre à contribution l'interdisciplinarité pour des recherches communes couvrant plusieurs domaines de santé - En outre, entre doctorants et autres chercheurs de la sous-région qui pourront également être mobilisables pour des projets communs de recherche d'ampleur régionale. Avec les publications réalisées par les enseignants du département bénéficiaire de la CUI, les membres des autres départements de la faculté ont témoigné de leur conscience de l'importance de publier dans des revues internationales avec un comité de lecture (et de ne pas seulement se limiter à la revue médicale de Bujumbura). Résultats non attendus : - Les enseignants des autres départements ont ressenti la nécessité d'associer chaque fois un membre du département de Médecine communautaire dans la direction des thèses de Médecine pour s'assurer de la bonne démarche méthodologique. Non réalisé : - Il est clair que l'accent a été plus focalisé sur la formation et que le deuxième objectif spécifique de mise sur pied d'un Labo d'Épidémiologie n'a pas abouti. Ce labo devra s'intégrer en tant « qu'équipe de recherche spécifique à la santé publique et épidémiologie » au sein du centre de recherche de la faculté de Médecine, dans le cadre de l'école doctorale. Or, la faculté de médecine est dans un processus d'intégration dans le système BMD, condition d'entrée dans cette réforme par la révision des curricula et durée de formation par niveau, et dénomination de diplômes délivrés à chaque niveau. La reconnaissance institutionnelle du labo nécessitera que le processus d'intégration de la faculté dans l'école doctorale aboutisse d'abord.

2.2. Changements dans l'enseignement Score : 3	Les modifications des syllabi (avant phase III) ont introduit les cours sur les méthodes de recherche dans l'enseignement de spécialisation clinique qui jadis se focalisait sur la spécialisation concernée Des enseignants qui ont plus de connaissances et d'expériences pour bien encadrer et accompagner les thèses des étudiants
2.3. Mesure selon laquelle les ambitions pour appuyer des changements chez des acteurs externes ont été réalisées Score : Sans objet	L'évaluateur estime que la mission de terrain n'a pas focalisé suffisamment cet aspect pour arriver à une appréciation poussée. De plus, le département a surtout investi dans la formation des formateurs. C'était difficile ou c'est encore trop tôt de juger des effets de la formation dispensée aux Médecins sortants alors qu'eux-mêmes sont encore en formation. Il en va de même pour l'influence auprès du MSPLS par rapport à la plus-value des Médecins formés. Le dépistage du cancer du col de l'utérus (était) se fait également dans le cadre de la formation et ne visait pas encore une influence du dépistage actif et systématique du cancer du col au sein de la population à la fin de la phase expérimentale

Jugement final/commentaires

Le projet a contribué, de par son premier objectif spécifique, à doter le département de Médecine Communautaire des enseignants qualifiés dont un a finalisé son PhD et trois autres sont en voie de finalisation. Ce résultat a des implications sur l'organisation des enseignements à la faculté notamment pour renforcer la qualité de la formation de base des médecins. Les évaluateurs confirment l'importance soulignée dans l'auto-évaluation des réseaux/liens professionnels entre chercheurs comme effet du projet, ces réseaux peuvent, dans le futur, conduire à des nouvelles formes de collaboration.

Les évaluateurs n'ont pas pu appréhender par contre l'impact sur des bénéficiaires secondaires (médecins lauréats de la faculté) sur le terrain. La plupart de ceux-ci sont encore dans la phase de recherche d'emploi ou occupent plutôt le poste de médecin consultant et il faudra encore un certain temps pour que les effets puissent se réaliser.

Par ailleurs, il y a lieu d'évoquer également la limite de la portée de l'effet sur les bénéficiaires finaux des recherches doctorales réalisées, bien que le rapport mentionne le nombre de dépistage de cancer du col réalisés dans le cadre de la recherche, la mise sur pied d'une unité de dépistage au sein du département de Gynéco-Obstétrique et le partage de l'information sur l'ampleur des problèmes de santé prioritaires aux décideurs.

Quid maintenant des habitudes des jeunes femmes en réponse à cette campagne de dépistage ainsi que des personnes à risque pour ces maladies prioritaires : il y a eu une collecte des données sur le terrain sur les maladies prioritaires, mais il n'y a pas eu de campagne de mobilisation communautaire pour le changement de comportement dans le cadre du projet.

Un élément qui pourrait recevoir plus d'attention, c'est l'appui que pourrait donner le département au Ministère de la Santé et les services déconcentrés pour analyser les données collectées.

Les évaluateurs n'ont pas pu apprécier dans quelle mesure le projet a impacté le comportement des lauréats médecins ayant bénéficié de la formation à l'aide des curricula adaptés par les enseignants formés dans le cadre de la CUI et ils n'ont pas pu apprécier dans quelle mesure le

MSPLS a saisi cette opportunité en leur confiant la gestion des districts, comme c'était la vision en référence au document de programme.

Efficience	
3.1. Des résultats intermédiaires ont été produits et sont de bonne qualité Score : 2	Publications des articles dans des revues internationales : 9 (au moment où il était espéré d'en avoir 12 selon les chiffres fournis par le programme) – qui impliquent aussi des collèges au Nord (qui ont ainsi bénéficié de la CUI de leur côté) Révision des curricula de formation (selon le fichier Excel sur les indicateurs réalisés avant la phase III) et intégration des cours de santé publique et méthodologie de la recherche) dans le cycle de Master en Médecine avec toutes ses spécialités 4 ateliers pour 160 personnes (effectif attendu de 400 comme population cible, mais la crise du 2015 et le COVID ont ralenti les choses). Il s'agit principalement des communications faites lors des CPC avec la participation des autres départements et des représentants du MSPLS. Facteurs qui ont contribué : - Attention du co-responsable Nord surtout pour faire avancer les doctorants Facteurs qui entravent : - Le fait que les doctorants sont de la première génération qui, à côté de leurs études et la recherche, devront encore assurer l'enseignement et la gestion du département. - Crise de 2015 (ralentissement) - COVID : moins de possibilités d'organiser des conférences
3.2. Un soutien a été apporté pour garantir la qualité des processus de recherche et d'enseignement Score : 2	Grâce au P5, connexion Internet stable qui appuie les travaux de recherche + utilisation des TIC pour la formation comme indiqué dans l'auto-évaluation Stage d'immersion linguistique pour deux enseignants, réalisé sur le terrain dans le cadre d'un essai clinique ainsi que celui d'un enseignant à temps partiel mais bénéficiaire de la CUI au sein de l'Université de Makerere. Cela a facilité le renforcement des compétences en anglais et par conséquent l'accès aisé aux articles scientifiques publiés en anglais
3.3. Relation entre les moyens et les résultats atteints et les objectifs (évaluation qualitative) Score : 3	Malgré le budget limité, le premier objectif de formation a été atteint grâce à la synergie développée avec les acteurs externes au VLIR Ce qui a contribué : - Efforts des co-responsables pour aller chercher de l'argent et bonne utilisation du réseau du co-responsable Nord

	- La confiance au niveau des bailleurs externes parce qu'il y avait la cellule de gestion dans l'UB. Cependant, les démarches entreprises en ce qui concerne le laboratoire d'Épidémiologie n'ont pas encore abouti du fait qu'il fallait des ressources humaines suffisantes (PhD finalisés mais aussi une reconnaissance au sein de l'École doctorale comme unité de recherche au sein du centre de recherche en Médecine).
3.4. La gestion de projet est propice à une mise en œuvre efficace et efficiente du projet Score : 3	Continuité du Responsable Nord (impliqué depuis le début) ainsi que du responsable local Sud (impliqué depuis le début aussi) et prise de conscience d'assurer la formation pour atteindre un maximum de ressources humaines pour un département qui ne disposait que d'un seul enseignant
Jugement final/commentaires	
Les évaluateurs estiment que l'atteinte du premier objectif spécifique sous peu l'aura été de façon efficace avec 4 docteurs formés (dont 3 sur quatre avant la fin de l'année 2021) malgré les ressources limitées. Il faut aussi signaler l'aspect d'immersion linguistique en anglais qui, si elle est mise à profit, constitue une bonne base pour renforcer la recherche et donc un atout pour l'installation du laboratoire d'Épidémiologie (accès facile aux articles scientifiques publiés en anglais, possibilité de faire un réseautage avec des chercheurs des universités de la sous-région à majorité anglophone).	

Durabilité	
4.1 Institutionnelle et académique Score : 3	Des enseignants docteurs (1 et 3 en voie de finalisation) ont été formés avec le projet et peuvent assurer la continuité des enseignements qui requièrent des ressources humaines qualifiées, mais il n'y a pas de mécanismes spécifiques de rétention. Des syllabi de cours ont été élaborés par ces mêmes enseignants. Un réseau personnalisé initié avec les enseignants d'autres départements de la faculté offre des perspectives pour renforcer la durabilité, car cela offre la possibilité de rédiger des propositions sur des thématiques diversifiées et moins dans l'intérêt du partenaire Nord actuel parce que le focus d'expertise est différent. L'intégration individuelle d'un enseignant bénéficiaire de la CUI dans le Réseau WAKA HPV ; une plateforme de collaboration sur la recherche sur le papilloma virus humain et les maladies connexes comme le cancer du col de l'utérus renforce le département dans le processus de réponse aux différents appels à projets.
4.2 Financière Score : 1	L'université n'est pas encore à même de financer (même pas une partie) des travaux de recherches.

	L'équipe formée se cherche encore pour arriver au stade de répondre aux appels à projets pour des financements des bailleurs de fonds internationaux
Jugement final/commentaires	
Les évaluateurs estiment que la question de durabilité se pose à ce niveau, spécifiquement en ce qui concerne la durabilité financière. Les Rapports montrent que le souhait de bénéficier d'un budget de l'État destiné à la recherche réapparaît. Les évaluateurs estiment que cette question serait en partie résolue si le projet faisait aboutir son deuxième objectif spécifique en rapport avec le laboratoire d'Épidémiologie, ce qui serait une bonne base pour continuer la recherche. N'étant pas suffisamment occupés, il y a risque que les diplômés soient plus attirés vers les consultances ou alors vers les organismes qui paient mieux ; ce qui fera retourner la faculté à la case de départ. Le projet va prendre fin avec la finalisation des doctorants. Les parties prenantes estiment qu'ainsi la CUI n'a pas pu valoriser suffisamment la nouvelle expertise pour concevoir et commencer de nouvelles recherches qui pourraient attirer des bailleurs externes. Des moyens financiers assurant un minimum de collaboration entre le Nord et le Sud pourraient, selon un répondant, aider à l'émergence d'un groupe de recherche plus fort (y compris la formation d'un statisticien) et plus apte à convaincre des bailleurs externes.	

3.3. CUI P3 : Sécurité alimentaire pour le développement rural durable dans trois provinces densément peuplées au nord du Burundi sous climat changeant (SADER iii)

Introduction

Ce projet est accueilli par le département de socio-économie rurale dans la FABI (Faculté d'Agronomie et de Bio-Ingénierie). La FABI est le résultat d'une fusion entre la faculté et l'Institut Supérieur d'Agriculture (ISA) en 2014. Le département concerné est l'un des trois départements de la FABI (les autres sont Sciences et Technologies de l'Environnement et Productions Animales). La Faculté et son personnel effectuent des missions de consultance et de formations pour différents partenaires publics (dont l'ISABU, Institut des Sciences Agronomiques du Burundi) et privés (y inclus des ONG). Les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage (BPEAE) sont des partenaires importants.

Objectifs[34]

Deux objectifs spécifiques ont été identifiés :

[34] VLIR-UOS/BU, CUI Burundi (2016) *Programme partenaire III, 2017-2020,* 41.

1. Le renforcement et la pérennisation du volet Recherche dans les formations de bioingénieur organisées par la FABI relatives à l'intensification durable des systèmes de production agro-sylvo-pastorale sous climat changeant et ;

2. Le renforcement de la formation des formateurs indirects et directs des producteurs agro-sylvo-pastoraux : professeurs et assistants à la FABI, agronomes et autres encadreurs déjà en fonction.

Les résultats intermédiaires envisagés sont les suivants (avec les 3 premiers liés à l'objectif 1) :

2. Un nombre important de chercheurs et d'étudiants de la FABI sont encadrés dans leur recherche sur quatre problématiques du projet ;
3. Une infrastructure semi-permanente pour la recherche sur les pertes de terre par érosion hydrique est mise en place et maintenue ;
4. Les résultats des recherches sont communiqués à la communauté scientifique ;
5. Les formateurs INDIRECTS des producteurs agro-sylvo-pastoraux (professeurs, assistants) sont formés davantage à la recherche et/ou aux approches pour augmenter l'impact de leurs communications et interventions auprès des étudiants-futurs agronomes ;
6. Les formateurs DIRECTS des producteurs agro-sylvo-pastoraux (agronomes de province et de commune, encadreurs ONG, autres encadreurs) sont formés davantage pour transmettre les résultats des recherches et pour augmenter l'impact de leurs communications et interventions auprès des producteurs.

Un élément important dans la Phase III est la réforme de l'enseignement et la transition vers un système BMD (baccalauréat, master, doctorat). Cette transition demande un renforcement des ressources humaines pour avoir suffisamment de professeurs à temps plein et pour stimuler la recherche.

Comment y parvenir (approches, stratégies, activités principales) ?

Le projet comprend 4 sous-projets de recherche qui impliquent des chercheurs des 3 départements, (i) érosion hydrique – qui a consommé le plus de budget vu l'investissement dans l'infrastructure et son fonctionnement, (ii) ressources génétiques des caprins, (iii) insectes comestibles et (iv) analyse de la dynamique et durabilité des petites exploitations agricoles. Le 3ème projet consiste en une collaboration avec l'ISABU (sur base d'une convention, signée au cours de la phase III) qui a permis à l'ISABU de fournir un chercheur + de mettre à disposition son labo (et appui d'un technicien). L'ISABU a envoyé des factures pour l'analyse des échantillons.

Dans le cadre du sous-projet 1 : un deuxième dispositif expérimental (le premier a été installé au Gashikanwa/Ngozi 2014, phase II) a été installé à Matongo/Kayanza en 2016 comme infrastructure de recherche stratégique semi-permanente et matériel didactique.

L'approche centrale est d'assurer l'encadrement des étudiants belges et burundais dans leurs travaux de fin d'étude et de stage (y compris la mobilité) et des chercheurs burundais. Ces derniers, par leur implication dans les 4 sous-projets de recherche (un appui à un doctorant n'était pas prévu dans la phase III). Finalement, le projet a voulu renforcer la formation pédagogique des professeurs et assistants de la FABI pour assurer une meilleure formation des futurs encadreurs/formateurs = étudiants-futurs agronomes (qui devraient, à leur tour, accompagner des acteurs primaires agricoles).

Exécution et changements dans l'exécution

Les plus grands changements sont les suivants :

- Phase II et III se sont développées grâce à la base de données sur les systèmes et les pratiques agro-sylvo-pastoraux et quelques chaînes de valeur agricoles (créées dans la phase I et antérieurement- Projet PIC[35]).
- Phase II : on est passé de 7 sous-projets à 4 sous-projets, l'idée initiale d'impliquer un maximum de personnes dans la CUI n'était pas considérée comme la meilleure idée en termes de coûts-efficacité.
- Phase III : pas de possibilité d'identifier un candidat suffisamment bon pour la bourse PhD Sandwich. Les moyens ont été réalloués au budget des sous-projets de recherche.

- Crise de 2015 : a causé un ralentissement d'exécution, moins de synergie avec d'autres acteurs (par ex. ONG belges) et une forte diminution de mobilité (surtout Nord-Sud, des co-responsables, professeurs et étudiants). Par ex. dans la phase II, 11 études étaient en cours avec des étudiants burundais et belges.[36] Dans la Phase III, un seul étudiant master de la KULeuven est venu (voir rapport 2019 et 2020). L'implication des étudiants Master belges (et l'approche visant à intégrer la recherche au Burundi dans leur formation) a pris fin brutalement et n'a pas été reprise.
- Le basculement vers le système BMD a limité l'espace et l'énergie à mettre dans la recherche et a beaucoup occupé les académiciens impliqués dans le projet. Comme les étudiants en BAC (dans le nouveau système) ne font plus de mémoires (et les masters n'avaient pas encore commencé), il y a moins des personnes pour aider dans la recherche et les activités sur le terrain et moins d'opportunités d'intégrer la recherche dans la formation (jusqu'à cette année avec les étudiants master). Cette situation s'améliore progressivement après 2018 et la mise en place du système BMD.

Le Covid :

- Selon l'auto-évaluation, les chercheurs ont éprouvé des difficultés à communiquer les résultats de leurs recherches sur les quatre thématiques à cause de la pandémie du Covid-19
- (Formation des formateurs indirects et directs) Le progrès a été, cette fois-ci, mitigé à cause de la pandémie du Covid-19

Données factuelles

	No. étudiants PhD (toute la période)	Perspectives de finalisation des PhD Phase 3	Nombre de publications effectif dans les revues internationales phase 3	Nombres de publications dans les revues nationales phase 3
P3	1 (venant de la phase II et en continuité de la bourse du projet PIC) au total (1H/0F)	Sans objet	25 articles (sur 24 planifiés)	0

[35] Un PIC est un projet interuniversitaire ciblé (PIC), appuyé par la CUD (maintenant ARES)

[36] Évaluation à mi-parcours (2013), 26-28.

	0 dans la phase 3[37]			

Département/faculté qui accueille le projet	**Département de socio-économie rurale dans la FABI**
Nombre de personnel académique permanent (recherche/enseignement)	Début phase 3 : 5 professeurs de niveau PhD + deux assistants dans un programme de formation doctorale38 Fin phase 3 CUI : pas de changement
Labo installés : ……..	Pas de labo installé par la CUI

Questions d'évaluation

Échelle d'appréciation
4 Excellent/très bonne performance
3 Suffisant/Bonne performance
2 Insuffisant/performance avec les problèmes
1 (très) mauvaise/grande difficulté

Pertinence et synergie	
Critères de jugement	Constats sur base des entretiens et la lecture de documents
1.1 Répond aux besoins Score : 3	- Conception du programme basée sur l'expérience et une bonne connaissance du secteur, évaluation à mi-parcours et auto-évaluation phase II et en lien avec le Plan stratégique de l'UB (en ce qui concerne les 3 missions d'une université : recherche, enseignement et participation aux actions de développement) - Attention pour des innovations agro-techniques afin de renforcer la sécurité alimentaire, ce qui répond aux politiques du gouvernement (comme identifiées dans la description du programme, phase III, page 39-40) - Exécution des projets avec des bénéficiaires finaux, par ex. sous-projet érosion : une exécution qui implique les encadreurs agricoles de l'État et utilise des gardiens de champs issus de la communauté - Selon la description de la phase III, les contributions financières provenant des sources externes s'élèvent à environ 1 % du budget de la faculté (page 37), donc importance/valeur ajoutée à mettre

[37] Début Phase III, un doctorant (mais qui fait partie de l'équipe de recherche de P1 et est de la FAC de sciences) a défendu sa thèse. Alors qu'il était prévu de lancer une nouvelle bourse PhD du type Sandwich, cette démarche n'a pas abouti faute de candidat approprié. Il a été décidé de réallouer le montant de la bourse qui restait pour les 2 dernières années (PA9 et PA10) aux autres activités des sous-projets (source : rapport annuel 2018).

[38] Au niveau de toute la faculté, on peut compter 62 membres du personnel académique (dont 8 femmes), dont 34 doctorants (dont 3 femmes). Il est à noter que 3/5 du département sont impliqués dans le projet.

	en perspective, mais important pour les activités de recherche sur le terrain - Souhait de privilégier les femmes chefs d'exploitation dans l'accompagnement (comme précisé dans la description de la phase III, page 40) : pas de preuve de ceci dans les documents (et pas d'exemples partagés lors des entretiens de la mission d'évaluation). Une attention pour la participation des femmes était seulement notée avec l'organisation de la Conférence Régionale du 19 octobre 2019 (mais pas de données sur le résultat de cette attention).
1.2 Synergie et complémentarité Score : 3	- La description du programme prévoyait des liens avec P1 (comment enseigner les sciences) et P4 sur les questions foncières. Mais ceci ne s'est pas matérialisé.[39] - D'autres synergies se sont réalisées, par ex. un doctorant de P2 a pu utiliser la base de données de P3 et dans la phase II, il y avait une collaboration Nord-Sud entre étudiants au Burundi dans le cadre de P2 et P3 (qui n'a pas continué après 2015). Avec P5, il y avait une collaboration dans la phase I et II seulement (autour des applications GPS pour la collecte et le stockage des données). - Des chercheurs d'autres projets sont toujours invités à participer à des séminaires/colloques. - Des contacts ont été noués avec des membres des groupes de recherche, des membres de l'équipe Nord de SADeR-III, pour l'exécution des analyses précises. - Du 4 au 8 février 2019, une formation a été organisée à l'UB sur un modèle de simulation de la croissance et des rendements des cultures (AQUACROP) sur le campus École Doctorale de l'Université du Burundi. Pas d'autre collaboration, l'idée était d'appuyer 2 doctorants de l'école, mais le projet n'a pas pu identifier de bons candidats - La collaboration du projet avec différentes institutions burundaises se faisait à différents niveaux, avec l'accent sur le simple échange, le partage d'information, l'invitation dans les colloques… Exception : convention de partenariat pour un sous-projet avec l'ISABU (avec des moyens pour l'implication d'un chercheur) + le laboratoire de l'ISABU est régulièrement sollicité (par contre sur base de factures) pour les analyses des échantillons du sol dans le cadre du SP Érosion. - Autres acteurs : pas évident d'organiser des synergies pour assurer une harmonisation des pratiques agricoles innovantes parce

[39] Le co-responsable Sud fait référence à des encadrements et la formation Aquacrop (2019) qui a été proposée à des personnes de P1. Ceci montre qu'il y a eu des contacts entre les projets, mais n'explique pas la synergie entre eux.

	que tout le monde est à la recherche de moyens financiers pour ses propres activités (voir auto-évaluation), ce qui est un risque pour obtenir un impact et la durabilité. - Pas d'autres projets VLIR-UOS dans la phase III (une initiative Sud qui impliquait également P1 du VLIR-UOS a pris fin (phase II), cette initiative a pu appuyer les activités de recherche sur le terrain d'un doctorant dans la phase II)
1.3 Cohérence Score : Sans objet	Pas fait d'analyse
Jugement final/commentaires	
Le projet avec ses sous-projets est très pertinent par rapport aux besoins dans le pays. Le fait d'avoir des moyens pour des expérimentations sur le terrain permet aux chercheurs/académiciens d'être en relation avec les bénéficiaires intermédiaires et finaux des recherches, ce qui aide à faire attention à la pertinence de la recherche. Les évaluateurs n'ont pas pu apprécier dans quelle mesure le projet a vraiment pris en compte les besoins spécifiques des femmes chefs de ménage (dans le montage de l'expérimentation et/ou dans l'analyse des données) et ils n'ont pas pu apprécier dans quelle mesure le contact avec les bénéficiaires a alimenté/influencé le montage et l'exécution de la recherche ou la définition des nouvelles questions de recherche. La faculté qui a accueilli le projet est ouverte à la recherche de synergie et de collaboration. Une synergie avec les projets de la CUI a été recherchée, avec des résultats mixtes. Il semble que les expériences de synergie dans les phases précédentes de la CUI n'a pas donné lieu à de nouvelles synergies ou collaborations entre chercheurs/facultés une fois que la CUI ne les stimulait plus (lire : des moyens n'étaient pas alloués ou il était difficile d'organiser certaines activités comme la mobilité des étudiants pour venir au Burundi). Bien que le projet invite des acteurs externes à participer à ses évènements, une vraie synergie avec ces derniers est difficile à mettre en place si le programme ne l'a pas explicitement mentionné dans ces budgets. Ce n'est pas un problème/défi réservé aux projets universitaires, mais c'est symptomatique dans le secteur du développement et de la coopération.	

Efficacité et indices d'impact	
2.1. Mesure selon laquelle les objectifs spécifiques du projet en matière de soutien à la recherche ont été réalisés Score : 3	Dynamique de recherche émergente - Évidence d'implication des étudiants master et d'autres académiciens dans certains sous-projets (par ex. sous-projet sur dynamique des systèmes d'exploitation et projet sur l'érosion). Environ 15 personnes impliquées dans les différentes recherches - La continuation des expérimentations (sous-projet érosion) dans les deux sites est prévue, ce qui démontre une dynamique de recherche (mais ce ne sera pas réalisé sans financement externe) - Confirmation de création des réseaux entre chercheurs (surtout interpersonnels) qui pourront être mobilisés si on trouve de nouveaux financements - D'autres membres de la faculté ont témoigné lors des entretiens de la mission d'évaluation de leur conscience sur l'importance de publier (et de ne pas seulement regarder l'enseignement)

	Résultats non attendus : - Les chercheurs ont appris à travailler directement avec les paysans et ont bénéficié du savoir traditionnel de ces derniers (sous-projet érosion) – l'expérience a mené à l'établissement de contacts plus permanents avec les communautés Facteurs qui ont contribué (à côté de la CUI) : - La formation dispensée par l'IFDC (International Fertilizer Development centre) entre 2015-2017 a joué un rôle important dans l'évolution de la faculté. La faculté semble aussi être impliquée dans un programme PAGRIS, exécuté par l'IFDC et financé par le gouvernement des Pays-Bas (avec une implication de Wageningen).[40] - Pour l'implication de la population : un budget pour la motivation dans le budget CUI (voir réallocation du budget sous efficience) Indices d'impact : La création d'un nouveau centre a vu une forte implication des responsables des 2 sous-projets : Modélisation des Systèmes de production et le sous-projet Caprins. Tout récemment, le 13 janvier 2021, le Secrétaire Permanent au Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique a procédé à l'ouverture d'un nouveau centre d'excellence (EANSI, East African Nutritional Sciences Institute) qui sera hébergé à la Faculté d'Agronomie et de Bio-Ingénierie et à la Faculté de Médecine, qui va s'occuper de la formation (Master en nutrition et santé, Doctorat et formation continue), de la recherche et des soins (nutrition clinique). Le coordinateur de ce centre d'excellence sous-régional en sciences de la nutrition est en même temps Doyen de la FABI, et maintenant directeur de Recherche et Innovation. Ce centre nutritionnel a comme missions principales : la formation de haut niveau, l'opérationnalisation de la recherche, la sécurité nutritionnelle, la prise en charge clinique, la recherche professionnelle, la résilience alimentaire. La création de ce centre pourrait assurer la rétention/l'absorption des doctorants et assistants qui peuvent ainsi continuer leur recherche.
2.2. Changements dans l'enseignement Score : 3	Les effets sur l'enseignement peuvent être réalisés au travers de la recherche menée par les doctorants et l'adaptation des cours, par ex. - Les données sur le dispositif expérimental de lutte contre l'érosion ont permis de rédiger le syllabus qui sert d'enseignement (amélioration de certains cours) - Le nouveau master - La création de nouveaux modules

[40] http://www.ub.edu.bi/?p=8458 et https://ifdc.org/projects/soil-fertility-stewardship-project-pagris/

	Les évaluateurs n'ont pas pu apprécier (avec les étudiants) les changements dans la façon d'enseigner et la pertinence du nouveau master. Les évaluateurs avaient reçu l'information qu'il n'y avait pas encore de sortants du nouveau master (ce qui s'est avéré incorrect par le co-responsable dans ses réactions sur le projet de rapport). Il n'est pas clair de savoir dans quelle mesure la formation des formateurs indirects (les professeurs et assistants à la FABI – comme précisé sous le deuxième objectif de ce projet) a été réalisée, donc difficile d'estimer les effets. Il manque aux évaluateurs plus d'informations sur la réalisation du deuxième objectif.
2.3. Mesure selon laquelle les ambitions pour appuyer des changements chez des acteurs externes ont été réalisées Score : 3	- Rayonnement au niveau national : l'image des chercheurs s'est améliorée selon les répondants de l'UB et les externes (ce qui n'était pas le cas auparavant). - Le projet sur les insectes comestibles a été remarqué, grâce à l'aide des média locaux ; ce qui a créé une ouverture/un nouveau marché (voir des restaurants à Bujumbura qui commencent à expérimenter – les évaluateurs n'ont pas pu établir un lien direct). - Notamment pour le **sous-projet sur l'érosion,** des effets sur certains agriculteurs ont été observés (et confirmés lors de la visite sur le terrain) : • Plus particulièrement, il y a des signes qu'une compréhension et application (les agriculteurs ont imité l'aménagement modèle d'un champ) se sont réalisées parmi certains fermiers. Ceci a mené à un plus grand rendement de production pour certains (les évaluateurs n'ont pas reçu des données chiffrées afin d'apprécier l'ampleur des bénéfices). • Les observations du doctorant suggèrent que les rendements augmentés + les revenus obtenus de locations de terrain pour mettre en place le dispositif et des primes de motivations ont facilité des investissements (travaux d'amélioration et de construction des maisons) par des fermiers. • La visibilité des changements a suscité un intérêt d'autres agriculteurs + un intérêt du IFDC (voir le point sur la durabilité). • De plus, le sous-projet a amélioré des conditions de travail pour les animateurs qui doivent sensibiliser les agriculteurs : grâce au dispositif et aux moyens pour se rendre sur place, ils peuvent plus facilement faire des démonstrations, ce qui rend le travail plus satisfaisant (et efficace). • Le sous-projet sur l'érosion a démontré visiblement que cela paie de lutter contre l'érosion et le projet a attiré l'attention non seulement des agriculteurs des communes voisines mais également des visiteurs de différents pays, de l'Uganda et des décideurs. Selon le rapport 2020, la diffusion des résultats sur l'efficacité des techniques de lutte antiérosive pourra inspirer le gouvernement du

	Burundi dans la mise en œuvre du PND 2018-2027, spécialement sur le volet protection de l'environnement : ce n'est pas encore réalisé et les évaluateurs n'ont pas reçu de confirmation indépendante. La recherche dans le cadre des sous-projets est estimée par plusieurs répondants comme étant encore dans une phase expérimentale (la traduction vers l'application n'a pas encore été entamée et demanderait des ressources additionnelles) Pas d'informations claires sur l'exploitation de la base de données en vue d'informer les décideurs sur les politiques. Faute d'informations précises sur le nombre des personnes du DPAE formées et la façon dont la formation a été dispensée, les évaluateurs n'ont pas de données pour apprécier les résultats au-delà des preuves anecdotiques de changement.
Jugement final/commentaires	
Les évaluateurs peuvent confirmer l'émergence d'une dynamique de recherche et un agenda de recherche qui ne sont pas liés à un doctorant, mais qui profitent de l'encadrement par des doctorants existants. Plusieurs chercheurs (équipe d'une 15aine de personnes) et étudiants ont été impliqués dans les sous-projets (les étudiants surtout après 2018 après la réforme BMD, ce qui a fourni une aide). Bien que l'avancement et les effets des 4 sous-projets soient mixtes (avec certains projets qui ont une performance plus forte), le volet recherche a été renforcé (réalisation partielle de l'objectif 1) et il y a des indices que de plus en plus, les enseignants de la Faculté comprennent l'importance d'investir davantage dans la recherche et de publier. La CUI a joué son rôle (à côté d'autres influences externes) et a surtout facilité l'organisation et l'exécution de la recherche. Les effets sur l'enseignement ne peuvent pas être estimés en détail par les évaluateurs. Sur base des rapports CUI, du nouveau master et des nouveaux modules + l'implication des étudiants dans la recherche, ils peuvent conclure que de plus en plus, les résultats de recherche sont intégrés dans l'éducation. Avec le nouveau master, la formation des formateurs (futurs) indirect a été renforcée. Le projet 3 a été remarqué par les acteurs externes, ce qui a contribué à la bonne image des chercheurs et de la Faculté. L'interaction avec les acteurs externes a pu être confirmée par les évaluateurs, surtout pour le sous-projet sur l'érosion qui offre déjà des opportunités claires d'avoir un effet sur les fermiers et leur rendement. Ceci a attiré l'attention d'un partenaire financier potentiel. Par manque de données précises, les évaluateurs ne sont pas capables de bien apprécier la réalisation de l'objectif 2 de ce projet, qui visait les effets de la formation des agronomes et autres encadreurs déjà en fonction. Des preuves anecdotiques suggèrent une appréciation de la valeur ajoutée du projet (surtout la facilitation de leur travail).	

Efficience	
3.1. Des résultats intermédiaires ont été produits et sont de bonne qualité Score : 3	Bon rythme d'exécution et obtention des résultats dans les délais prévus, surtout par rapport aux résultats intermédiaires (liés à l'objectif 1 du projet). En regardant les valeurs cumulatives en 2019, les évaluateurs constatent les résultats suivants : - 1 nouveau Master en Développement Rural et Agro-Business a été lancé le 14 mai 2018 – les évaluateurs n'ont pas de données sur le nombre d'inscriptions (afin d'apprécier l'attractivité). - 6 cours ont intégré les résultats de la recherche, dont Marketing des Produits agro-alimentaires ; Agro-climatologie ; Conservation des eaux et des sols ; Agroforesterie. - 5 ateliers organisés pour 160 personnes (ceci inclus des colloques avec ateliers/journées portes ouvertes/visite sur le terrain) auprès de différents partenaires (MINEAGRIE-DGMAVA), acteurs de développement (comme ONG, Louvain Coopération par ex) et « utilisateurs/agriculteurs/consommateurs »), et deux conférences régionales (2018 et 2019) – L'organisation se faisait surtout dans le sous-projet érosion et le sous-projet sur les insectes comestibles (+ une attention de la radio nationale et ARKA[41]), et surtout avant 2020 (à cause du COVID) - Publications d'articles (selon les chiffres fournis par le programme CUI) : 24 dans les international peer reviewed journals (mais pas tous dans la phase III ?) – qui impliquent aussi des collèges au Nord (qui ont ainsi bénéficié de la CUI de leur côté) Ce qui était plus difficile à réaliser (voir également sous pertinence) : - La description du programme prévoyait des liens avec P1 (sur comment enseigner les sciences) et P4 sur les questions foncières. Mais cela ne s'est pas matérialisé. - Les évaluateurs n'ont pas trouvé de données précises permettant de bien analyser la formation des formateurs indirects et directs (qui a été formé, combien de personnes, comment et quand ?) (voir résultats intermédiaires 4 et 5)
3.2. Un soutien a été apporté pour garantir la qualité des processus de recherche et d'enseignement Score : 3	Le projet a appuyé la recherche au travers d'autres activités que le financement pour les doctorants, ce qui montre que d'autres types d'appui sont possibles pour booster un agenda de recherche et mènent à des résultats et publications : - le budget CUI permettait de saisir des opportunités de participer aux conférences internationales et nationales (par ex. en 2020 pour le co-responsable de P3)

[41] ARKA est née de l'idée de mettre en place un cadre d'échange sur des sujets essentiellement portés sur l'entrepreneuriat et l'économie. La société a été enregistrée en avril 2015. (Pour les détails : https://arka.co.bi).

	- Rôle des stages de recyclage (ou formations courtes) dans les universités du Nord (budget du P1) : c'était le cas pour 1 enseignant de la faculté et un autre de l'ISABU. Des stages étaient forts appréciés par les bénéficiaires. Selon un entretien avec l'un des bénéficiaires de P3, les bénéficiaires ont été exposés à des équipements plus modernes dans les labos au Nord et ont pu expérimenter d'autres types d'analyses qu'ils ne connaissaient pas encore, ont eu accès à des bibliothèques plus intéressantes pour leurs recherches. Ils veulent plus de cette modalité d'appui. - L'un des doctorants (terminé ses études en 2016, et tout récemment nommé au poste de recteur de l'UB) a pu bénéficier d'un appui pour continuer des recherches et publications comme post-doctorat informel. - Valorisation des connaissances des doctorants des phases I et II (déjà relativement âgés) pour bien encadrer l'équipe de recherche Facteurs qui entravent : - Obstacles à la collecte et l'analyse des données : pour l'année 2020, les échantillons de sols (sous-projet érosion) ont été analysés partiellement en raison d'une insuffisance de moyens financiers du budget CUI (rapport 2020) - Mêmes problèmes pour le sous-projet « caprin » : l'accord initial et la facture payée concernaient un premier type d'analyses dont les résultats ont été transmis à l'UB ; cependant, il était clair que des analyses plus détaillées étaient nécessaires pour produire des données permettant de répondre aux questions de recherche burundaises ; un chercheur au Nord s'est alors engagé à effectuer ces analyses, sans frais supplémentaires. Ce processus a pris beaucoup de temps, mais il devrait être achevé et livré au plus tard le 30 juin 2021 (il s'agit d'un travail supplémentaire et non rémunéré qui est fait en dehors des heures de travail du chercheur, ce qui explique les délais. Le chercheur qui supervise ces analyses finales à Louvain sera disponible pour soutenir les collègues burundais dans l'interprétation et l'édition des articles.) - L'UB n'arrive pas à ajouter des financements (même limités) au budget CUI : la seule source pour faire la recherche venait de la CUI. - Pour l'analyse des données (par ex. sous-projet érosion), le rapport 2020 mentionne le fait que l'université fait appel à un consultant du secteur privé, ce qui pourrait démontrer un besoin de renforcer les compétences en statistiques ?

	- Connexion Internet instable et bande passante trop limitée qui perturbent les travaux de recherche et l'utilisation du logiciel
3.3. Relation entre les moyens et les résultats atteints et les objectifs (évaluation qualitative) Score : 3	- Bonne utilisation des moyens pour faciliter la recherche qui implique une équipe d'environ 15 personnes - Pas de financement pour un labo propre, mais une bonne collaboration avec l'ISABU (pour l'un des sous-projet) - Besoins de formations additionnelles pour le traitement des données (statistiques), il y a eu une seule formation sur R (il en faut plus) - Réallocation du montant de la bourse PhD qui restait pour les 2 dernières années (PA9 et PA10), ce qui a facilité l'implication des acteurs externes dans la recherche
3.4. La gestion de projet est propice à une mise en œuvre efficace et efficiente du projet Score : 3	- Continuité du co-responsable Nord (impliqué depuis le début) et un rôle important du co-responsable local Sud dans la motivation et la mobilisation de l'équipe, ce qui a rendu le projet plus visible (attirer l'attention des médias sur les sous-projets, et en particulier sur le SP des insectes comestibles) - Prise de conscience de la thématique du genre (notamment la nécessité d'assurer un accès équitable des hommes et des femmes à des ressources, par ex. bourse de courte durée, participation à des conférences), mais pas une attention systématique dans la pratique.
Jugement final/commentaires	
Les évaluateurs constatent une bonne efficience par rapport à la réalisation des résultats intermédiaires (surtout les résultats liés à l'objectif 1 et les résultats pour renforcer la qualité de l'enseignement dans le nouveau système BMD) avec un bon rythme d'exécution et d'obtention des résultats dans les délais prévus. Les chercheurs ont été bien encadrés et la gestion de projet était efficiente. Un aspect qui demande un peu plus d'attention est le renforcement de la capacité d'analyse statistique des données (au-delà de ce qui était fourni au travers de P5 avec une formation sur R) afin d'assurer plus des compétences au sein des chercheurs. Et une bande passante plus large qui permet d'avoir plus aisément l'accès à l'Internet pour étudiants, enseignants et chercheurs.	

Durabilité	
4.1 Institutionnelle et académique Score : 2	- L'UB apprécie clairement les nouvelles compétences de ceux qui ont été formés, voir nomination de différents bénéficiaires de P3 à d'autres postes de responsabilités. Ensuite de cette politique de nomination, les chercheurs sont moins disponibles pour la recherche dans leur faculté et ils sont de plus en plus sollicités pour des consultances (en dehors de l'université), ce qui entraîne un risque pour la durabilité des centres de recherche/la recherche (exécution d'un agenda, rassemblement des idées au centre de recherche, peu de temps pour rédiger des réponses aux appels à proposition). La pression de survie

	familiale est souvent élevée tandis que les retombées pour l'évolution de la recherche ne se font remarquer que tardivement (sur le long terme). - L'entretien des dispositifs est assuré par l'équipe de recherche (avec des gens sur place qui reçoivent une motivation) et n'est pas trop exigeant. Pour l'avenir, un partenariat avec l'Institut Géographique du Burundi (IGEBU, qui a déjà fourni un appareil de mesure de pluviométrie) est espéré, mais des démarches concrètes ne sont pas encore entreprises. - Le réseau entre chercheurs va certainement rester, mais demande un effort pour écrire des réponses aux appels à proposition (comme centre de recherche ou en collaboration avec d'autres, ce qui demande encore un renforcement dans la performance de recherche). - La base de données qui contient les données de 240 ménages et 1711 parcelles a été composée et est toujours utilisée, surtout dans les sous-projets « Caprins » et « Dynamiques ». Les données devraient être actualisées, mais ce n'est pas encore planifié de façon concrète faute de moyens - Les évaluateurs n'ont pas pu estimer dans quelle mesure des opportunités existent pour continuer certains éléments de recherche sous le nouveau centre nutritionnel. Le co-responsable Sud n'a pas d'éléments de réponses.
3.2 Financière score : **2**	- Opportunité d'exploiter l'infrastructure en vue des nouveaux partenariats, par ex. le sous-projet Érosion du projet 3 (SADeR) est en pourparlers avec l'IFDC (International Fertilizer Development Center) en vue d'un partenariat pour la poursuite des activités de recherche sur les sites expérimentaux (document sur le phase-out) - Rapport 2020 : Les difficultés voire impossibilités pour les départements impliqués dans SADeR de recruter de jeunes assistants (raisons budgétaires au niveau de l'UB) persistent (déjà mentionné dans les rapports CUI des années précédentes). - L'université n'est pas encore à même de financier (même pas une partie) des travaux de recherches.
Jugement final/commentaires	
La durabilité des résultats du projet 3 repose essentiellement sur les liens entre les chercheurs impliqués dans le projet. Les relations établies entre les chercheurs (dans la région, au travers des conférences régionales et avec les académiciens dans le Nord) et les acteurs externes (fermiers et animateurs DPAE), si elles sont maintenues, peuvent servir des recherches futures étant donné qu'elles ont créé une base de confiance.	

3.4. CUI UB P4 Promotion d'un État de droit au Burundi : Appui au renforcement des capacités de formation et de recherche de la Faculté de droit et du CERFOPAX

Introduction

Ce projet, qui vise la promotion d'un État de droit au Burundi, est mis en œuvre par la Faculté de droit. En outre, il appuie le renforcement des capacités de formation et de recherche dans la Faculté de droit et le Centre de Recherche et de Formation pour la Paix (**CERFOPAX**). Le CERFOPAX est un centre de recherche à cheval entre la Faculté des lettres et la Faculté de droit.

Le projet 4 vise un renforcement des capacités de la Faculté de droit et du Cerfopax en matière de formation et de recherche en vue (1) d'une meilleure création et d'un meilleur usage du droit par les acteurs directs/indirects du droit et (2) d'un meilleur service à la collectivité.

Les résultats intermédiaires envisagés sont les suivants :

- Des docteurs en droit sont formés pour renforcer le corps professoral
- Le service de la Faculté de droit et du CERFOPAX aux acteurs directs et indirects est amélioré
- Le projet de recherche fondamentale et appliquée dans les domaines susmentionnés est renforcé et adapté aux besoins de la société burundaise
- Deux programmes spécialisés de master en droit (2 ans) sont créés et prêts à fonctionner

La clé de la Phase III est la réforme de l'enseignement et la transition vers un système BMD (baccalauréat, master, doctorat). Cette transition demande un renforcement des ressources humaines pour avoir suffisamment de professeurs à temps plein et pour stimuler la recherche. La Faculté de droit a mis en place deux programmes de master, un autre devra être créé à l'avenir lors de cette Phase III. Cette évolution va de pair avec les besoins des enseignants, logistiques et une politique stratégique claire pour répondre à ces besoins.

Exécution et changements dans l'exécution

Les grands changements observés dans l'exécution sont de deux niveaux :

- D'abord, au niveau du leadership du projet. Le responsable du projet, le Pr Laurent Nzeyimana, a été remplacé par son collègue, le Pr Egide Manirakiza. Ce changement n'a pas constitué d'embuches dans la mise en œuvre des activités prévues.
- Ensuite, le contexte sociopolitique de 2015 a impacté l'exécution des activités, surtout au niveau du CERFOPAX. Les thèmes abordés sont devenus sensibles au contexte socio-politique du moment. En outre, la coopération belgo-burundaise a été mise au ralenti. Effet direct de cette crise, des procédures administratives très lourdes ont été observées pour la tenue des activités

scientifiques. Il fallait demander des autorisations au niveau de plusieurs ministères. En même temps, l'attention et l'intérêt d'organiser un tel congrès en Belgique augmentent avec la situation douloureuse actuelle. Les enseignants chercheurs burundais ont accédé difficilement au terrain, la mobilité Nord-Sud a été affectée. Les responsables Nord ont vu leurs visas refusés ou accordés difficilement. La crise politique de 2015 a aussi limité les voyages des étudiants belges voulant venir au Burundi pour leurs recherches.

Le non-déplacement des enseignants belges vers l'UB constitue un manque à gagner, car l'Université s'agrandit (ouverture des programmes master et école doctorale) alors que les ressources humaines disponibles ne suivent pas ce même rythme.

Le Covid :

- Un doctorant n'a pas pu terminer à temps sa thèse, mais il pourra la terminer en septembre 2021
- L'un des deux stages de recyclage a été annulé (alors que le chercheur était déjà en Belgique) à cause de la pandémie mondiale et des mesures de protection mises en place en Belgique

Données factuelles (chiffres sur base des vues globales des indicateurs)

	Valeur atteinte phase III[42]
Doctorants directement soutenus par le projet, contribuant aux objectifs du projet	2
Nombre de publications effectif dans les revues internationales phase 3	3 sur 6 prévues
Nombres de publications dans les revues nationales phase 3	11 sur 60 prévues, mais il faut souligner l'existence de la revue de la faculté elle-même
Nombre de programmes de master nouveaux ou substantiellement mis à jour développés (curriculum) grâce au soutien du projet	2
Nombre et portée des présentations (liées à la communauté) ou des ateliers de vulgarisation grâce au soutien du projet	2 pour 110 personnes (20 pour 2000 prévues)
Nombre de modules de formation développés grâce au soutien du projet	0
Autres	Lors des entretiens, la Faculté de droit est fière d'avoir contribué à l'élaboration des maquettes de cours (curricula) (Ex : droit judiciaire)

Département/faculté qui accueille le projet (1 à 5)	**Faculté de droit**
Nombre de membres du personnel académique permanents (recherche/enseignement)	Fin phase 3 CUI : 13

[42] Voir le fichier Excel qui permet le suivi des indicateurs pour la CUI.

Nombre PhD au total (non seulement CUI)	Fin phase 3 : 7 Parmi les 7 Phd dont le département de droit dispose pour le moment, deux sont formés grâce à la CUI
Labo installés : ……..	Sans objet

Questions d'évaluation

Échelle d'appréciation
4 Excellent/très bonne performance
3 Suffisant/Bonne performance
2 Insuffisant/performance avec les problèmes
1 (très) mauvaise/grande difficulté

Pertinence et synergie	
Critères de jugement	Constats sur base des entretiens et de la lecture de documents
1.1 Répond aux besoins Score : 4	- Le projet a permis de renouveler le corps enseignant devenu très vieux. En effet, les anciens professeurs partaient à la retraite et la faculté manquait de personnel pour assurer la relève. - Le projet répondait aux trois missions de l'université (enseignement, recherche et service à la communauté). Le projet a permis à la Faculté de droit de répondre à ces missions. - Grâce au service à la communauté, le projet a été exécuté avec des bénéficiaires finaux, parmi lesquels des prisonniers et des magistrats des tribunaux de grande instance (Bubanza, Gitega et Ngozi). Ces interventions dans les cours et tribunaux et maisons carcérales restent pertinentes du fait de la surpopulation des prisons et des besoins de renforcement des capacités des magistrats - Le projet a permis la publication des résultats de la recherche en droit dans la Revue burundaise de droit et société. Celle-ci comprend 4 rubriques : la doctrine, la jurisprudence, la législation et une rubrique d'information "Varia" sur les activités juridiques locales. La revue est importante pour la faculté dans la mesure où elle comprend des articles de chercheurs burundais et contribue au rayonnement de l'université
1.2 Synergie et complémentarité Score : 3	- Une synergie avec l'ARES a eu lieu dans l'organisation des conférences à Bruxelles, tout comme à Bujumbura pour la phase II. Les colloques ont permis des rencontres entre les belges et burundais. - Les évènements scientifiques organisés par VRIL-UOS et ARES, la Faculté de droit et le CERFOPAX ont relancé les recherches, permis l'accès aux promoteurs du Nord et ont aidé à identifier des thématiques pertinentes pour le Burundi. - Les enseignants ont de nouveau pensé à la recherche et ont intensifié leurs publications.

	- Un Phd est en cours à l'Université de Dar es Alam grâce à l'appui du GIZ
1.3 Cohérence Score : Sans objet	- Pas analysée
Jugement final/commentaires	
- La pertinence du projet s'explique par les besoins de la Faculté de droit en général et de l'UB. Le projet a été conçu en tenant compte des besoins réels. - La grande satisfaction est la relève académique qui est une réalité. Les PhD formés sont un investissement louable. - L'auto-évaluation précise qu'il n'y a pas eu de projets interdisciplinaires entre les différents volets du programme. Cependant, l'équipe du projet 4 a organisé, avec les autres projets du VLIR-UOS et l'Université du Burundi, une conférence régionale sur le thème : « Contribution des universités au développement durable » le 25 octobre 2019 avec le sous-thème spécifique « État de droit et développement durable ».	

Efficacité et indices d'impact	
2.1. Mesure selon laquelle les objectifs spécifiques du projet en matière de soutien à la recherche ont été réalisés Score : 3	- Les encadreurs des stages des étudiants ont bénéficié de frais d'encouragement provenant de la CUI. - Les enseignants de la Faculté de droit ont reçu des promotions (grades) suite aux publications faites. Trois (3) professeurs de la Faculté de droit ont avancé deux fois de grades. - Inauguration le 3 mars 2020 de l'Institut d'administration et de cartographie foncière de Buhumuza de l'UB grâce aux résultats des recherches doctorales sur le droit foncier. - Ouverture de la Faculté de droit à d'autres partenaires et aux praticiens du droit. Ceci présage de meilleures perspectives dans l'évolution de la faculté (Ex : formation sur le droit foncier qui a eu lieu à Gitega, organisée par la Faculté de droit en collaboration avec le Centre de formation professionnelle du Ministère de la justice (C.F.P.J) du 7 au 9 février 2020, conférence conjointe organisée par la Faculté et le bureau de la Banque mondiale au Burundi sous le thème « Les femmes, l'entreprise et le droit, 2020 », le 7 février 2020, publication de l'ouvrage collectif en l'honneur du Professeur Makoroka que les enseignants de la Faculté de droit sont en train de préparer avec d'autres enseignants non seulement de l'Université du Burundi mais aussi des universités de la région des grands lacs et de Belgique.) Pas réalisé : - Le CERFOPAX n'a pas continué à remplir sa mission depuis 2018 et la mise en œuvre des activités en a été impactée. La collaboration ne s'est pas développée, les raisons n'ont pas été expliquées de façon ouverte aux évaluateurs qui ont compris qu'il y avait des problèmes d'ententes entre les institutions et que la crise politique de 2015 a joué un rôle. Facteurs du succès : - Bonne collaboration entre les équipes du projet Nord et Sud, bonne collaboration entre les promoteurs de thèses et le gestionnaire de la CUI,

	flexibilité des responsables des projets, engagement et dévouement des doctorants, climats de confiance et de bonne foi et complémentarité entre les membres des équipes de projet - Bon accueil, excellentes relations personnelles et collégiales et engagement des collègues burundais - Responsable local du P4 très capable d'enthousiasmer son département Facteurs négatifs : - Insuffisance des moyens par rapport aux besoins : beaucoup d'assistants, mais le budget est limité pour les offres doctorales à l'étranger, manque de moyens financiers pour accélérer l'aide légale
2.2. Changements dans l'enseignement Score : 3	- Le système d'enseignement BMD a révolutionné l'Université du Burundi. Ainsi, grâce aux dispositifs informatiques mis à disposition par le projet, les enseignants font des enseignements en ligne surtout au niveau des programmes master et PhD, ils font des projections PowerPoint - Les cours dispensés s'inspirent des résultats de la recherche sur le terrain (le droit foncier s'inspire des recherches faites par le Dr. Nukuri lors de sa thèse, le droit des personnes et de la famille tient compte des études faites par le Dr. Alexis Manirakiza). - Les enseignants organisent des visites sur le terrain avec les étudiants pour confronter la théorie à la pratique (visites dans des prisons, stages des étudiants). Ces changements de méthodes éducatives sont les exigences du système BMD, ils coïncident avec la phase III et sont facilités financièrement par la CUI.
2.3. Mesure selon laquelle les ambitions pour appuyer des changements chez des acteurs externes ont été réalisées Score : 3	- Aide juridique aux prisonniers dans les établissements pénitentiaires de Mpimba, Gitega, Bubanza, Ngozi (hommes) et Ngozi (femmes). Cette aide a permis de faciliter le suivi des dossiers pénaux des personnes incarcérées. - Avant l'intervention des étudiants de la Faculté de droit, le service juridique de chaque prison traitait 20 dossiers par mois pour les condamnés qui demandent la libération conditionnelle et ceux qui sont libérables pour fin de peine ou mesure de grâce. Avec l'aide juridique (cliniques juridiques), des étudiants (5/prison) de la Faculté de droit pendant un stage d'un mois au service juridique, traitent en moyenne 60 dossiers par mois. - Pour les prisonniers en détention provisoire, le service juridique de la prison traitait en moyenne 100 dossiers par mois, et l'appui des étudiants stagiaires porte ce chiffre à 210 dossiers par mois. - Formation de 20 magistrats des tribunaux de grande instance par la Faculté de droit sur les peines carcérales, les effets néfastes sur les délinquants primaires pour plusieurs acteurs. - La revue burundaise de droit et société, les formations et conférences organisées par la Faculté insistent sur l'amélioration du climat des affaires, de l'application des règles du droit, de la protection des investissements, conditions *sine qua none* au développement du Secteur privé au Burundi. En ce sens, on peut citer particulièrement la Conférence que la Faculté de Droit a organisée en collaboration avec le Bureau de la Banque Mondiale au Burundi en date du 7 février 2020 sur le thème « Les femmes, l'entreprise et le droit, 2020 ». **GENRE**

	- La Faculté de droit a bénéficié du recrutement d'une assistante du grade de maitrise du nom de NDAYIFUKAMIYE Gertrude, qui vient d'être admise à l'École doctorale de l'Université du Burundi. - Représentation équitable dans les évènements internationaux qui tient compte des équilibres de genre. - Un soutien financier a été accordé à la doctorante Nadine NIBIGIRA de l'École doctorale de l'Université du Burundi. Une féminisation du corps professoral de la faculté est encouragée, ce qui est une concrétisation du souhait de la Faculté de promouvoir le genre dans le personnel enseignant. - La Faculté s'est ouverte à la prise en compte de la question du genre en sensibilisant les étudiants à la justice des mineurs et à la visite des centres de rééducation pour analyser les atouts et les défis. - Dans l'aide juridique aux prisonniers, la Faculté insiste sur l'assistance juridique de la prison NGOZI pour femmes qui abrite actuellement le centre de rééducation des mineurs de sexe féminin. **ENVIRONNEMENT** - La Faculté de droit insiste sur le cours sur l'environnement dispensé à la Faculté et sur les cours de législation foncière et environnementale (FABI), de droit foncier (Faculté des Sciences économiques et de gestion), le cours du droit de l'environnement (Master en droit judiciaire de la Faculté de droit, Master à la Faculté des sciences) à la sauvegarde de l'environnement.
Jugement final/commentaires	
- L'importance des résultats se fonde sur les solutions apportées aux défis identifiés dans le domaine de l'État de droit et de la Faculté de droit. En renforçant les magistrats, le projet contribue à doter la société burundaise des expertises pour les acteurs directs et indirects de l'État de droit. - Les résultats sont clairs et positifs en général. Aussi faudrait-il prendre en compte la dimension du genre dans le recrutement des candidats PhD. Jusqu'ici, l'Université recrute les candidats PhD sur la base des compétences sans tenir compte de la dimension du genre. Il faudrait encourager et stimuler les femmes à faire des thèses en élaborant des critères plus larges pour les favoriser. - Malgré l'ouverture de 2 programmes de master en droit (Master en carrière judiciaire et Master en droit des affaires), un autre n'est pas encore ouvert (droit public et gouvernance). - Le CERFOPAX a ciblé des acteurs privilégiés de la scène politique (des membres du Parlement, du Gouvernement, des hauts cadres des administrations, de la magistrature, du barreau et de la société civile) pour ses formations. Cependant, depuis 2018, ces formations n'ont pas eu lieu.	

Efficience	
3.1. Des résultats intermédiaires ont été produits et sont de bonne qualité	- Il y a eu 9 publications dans les revues internationales et 15 dans les revues nationales.[43] Les publications s'ajoutent à des publications de la phase II, notamment la publication

[43] Les chiffres dans le fichier Excel qui permet le suivi des indicateurs pour la CUI diffèrent : 3 articles publiés (au lieu de 6 prévus). Le co-responsable souligne que les chiffres mentionnés ci-dessous sont corrects. Les évaluateurs concluent que les chiffres dans l'Excel n'ont pas été adaptés de façon correcte.

Score : 3	« État de droit au Burundi, après 50 ans d'indépendance » en 2015 - 5 conférences/ateliers ont été organisés et l'un des thèmes développés est la critique du système judiciaire (magistrat/administration judiciaire) et 220 personnes ont pu y participer[44] - 2 programmes de master en droit (Master en carrière judiciaire et Master en droit des affaires) ont été ouverts - Le Doyen de la Faculté de droit a assuré la réputation de la Faculté de droit en participant du 14 au 25 août 2017 aux enseignements de droit international humanitaire à l'Université protestante de Kinshasa. - Achat de livres pour la Faculté de droit ayant trait aux domaines suivants : (1) recherches en droit, (2) État de droit, (3) droit international et droits humains, (4) droit foncier et (5) droit privé et économique. Les domaines ciblés sont d'importance majeure au niveau social et scientifique au Burundi : l'État de droit en relation avec des domaines de droit privé et pénal qui affectent directement la société - La Faculté de droit a pu renouveler le corps professoral grâce à la formation des doctorants - La faculté a créé une revue juridique qui traite des sujets de droits en rapport avec le contexte burundais - Une culture de la recherche se développe au sein de la Faculté de droit. Des publications se font au niveau local et international - L'utilisation des TIC est une réalité à la Faculté de droit - Le programme d'enseignement BMD prend en compte les thèmes transversaux de la coopération belge (TIC, genre et environnement) - Des syllabus de cours ont été mis à jour - Les résultats des rencontres scientifiques contribuent au rayonnement de l'UB et de la faculté, ce qui permet de nouer des relations avec de nouveaux partenaires - Mise à jour des modules pour les enseignements - Culture de la recherche accrue dans la Faculté de droit et les autres facultés non bénéficiaires du projet. Un projet de publication d'un ouvrage collectif avec la Faculté des lettres est né. La complémentarité des thèmes de recherche des deux facultés est importante pour des publications riches - La crise de 2015 a impacté le rythme des activités de P4. Le climat politique et les relations au point mort entre le Burundi et la Belgique ont affecté la Faculté de droit et le CERFOPAX. Difficulté d'organiser des activités suite aux thématiques abordées qui sont sensibles au contexte, lourdeurs des procédures administratives pour les autorisations

[44] Le fichier Excel précise que 2 conférences pour 110 personnes ont été organisées (au lieu du chiffre cible de 20 conférences pour 2.000 personnes). Le co-responsable souligne que les chiffres mentionnés ci-dessous sont corrects.

	- Le COVID-19 a eu des répercussions sur la mobilité Nord-Sud et vice-versa.
3.2. Un soutien a été apporté pour garantir la qualité des processus de recherche et d'enseignement Score : 3	- Les encadreurs des stages des étudiants ont bénéficié de frais d'encouragement provenant de la CUI - Accès facile à la documentation scientifique disponible pour les enseignants de la Faculté de droit et les étudiants grâce à la couverture Internet - Les PhD sont satisfaits de l'encadrement reçus lors de la rédaction de leurs thèses - Mise en ligne de la bibliothèque et renouvellement des livres - 8 étudiants en BAC ont bénéficié de stages dans la prison de Ngozi (Hommes) et 30 étudiants ont fait des visites sur le terrain, ce qui leur a permis de confronter la théorie à la pratique - Cependant, l'encadrement des étudiants dans le service juridique est à renforcer - Le projet a offert des outils informatiques à la Faculté de droit (PC, imprimantes, photocopieuses…)
3.3. Relation entre les moyens et les résultats atteints et les objectifs (évaluation qualitative) Score	- Pas analysée
3.4. La gestion de projet est propice à une mise en œuvre efficace et efficiente du projet Score : 3	- Continuité du responsable Nord du projet, ce qui est un gage du succès et d'appropriation. Cependant, le projet a connu des soucis de coordination au niveau local. En effet, durant la phase 3, deux responsables de projets ont changé de poste. La relève a été assurée avec succès, mais il a fallu fournir plus d'efforts pour s'approprier le projet. - Relation institutionnelle instable entre l'UB et le CERFOPAX, mais aussi relations entre le décanat de la Faculté de droit et le rectorat (sans avoir reçu de détails). - La loyauté entre les membres de l'équipe a certainement contribué à la continuité des activités ; ce qui augure de bonnes perspectives pour le développement de la faculté.
Jugement final/commentaires	
- Le projet de collaboration entre la Faculté de droit et la Faculté des lettres tient compte de l'évaluation à mi-parcours de 2013, qui avait recommandé à P4 de consentir plus d'efforts pour impliquer d'autres personnes dans la faculté - Bien que les PhD soient satisfaits de l'encadrement reçu lors de la rédaction de leurs thèses, ces derniers estiment que la mobilité (thèse Sandwich) est très exigeante. Une fois au pays, les PhD doivent travailler pour l'université avec un volume horaire chargé alors que c'est le moment d'aller sur terrain - L'évaluation à mi-parcours (2013) avait constaté que l'implication du CERFOPAX était faible, due à une crise institutionnelle. La situation n'a pas évolué et s'est aggravée avec la crise de 2015. En outre, depuis 2018, les activités, notamment celles axées sur le service à la communauté et prévues par le CERFOPAX, ne se sont pas réalisées en raison de la situation sociale, politique et sécuritaire instable, car les formations qui devaient regrouper la société civile, les policiers de la DGAP (Direction générale de l'administration pénitentiaire) ne sont pas aisés à organiser. De plus, le CERFOPAX ne fonctionne plus	

	de façon optimale parce qu'il ne remplit plus les critères d'un centre de recherche tels que définis par l'Université du Burundi ; cette dernière exige que les activités de recherche soient faites au sein d'un laboratoire de recherche faisant partie d'un centre de recherche.

Durabilité	
4.1 Institutionnelle et académique Score : 3	- La revue sera publiée électroniquement - Formation académique pour les futures générations : 3 PhD constituent un gage de durabilité - Les contacts établis entre les chercheurs du Nord et du Sud vont continuer. Des post-doctorats se matérialisent déjà pour cette année 2020. Deux PhD qui ont bénéficié du soutien du VLIR-UOS (Emery Nukuri et Alexis Manirakiza) vont faire leurs post-doctorats en Belgique durant l'été 2020 (ULB) - Engagement à servir la communauté par la Faculté de droit : des réflexions se font pour étendre les services offerts aux prisonniers - Intégration sous-régionale : des connections existent et l'UB veut profiter du personnel burundais travaillant dans les institutions de l'EAC - Engouement d'apprendre l'anglais comme atout pour bénéficier d'opportunités - Des bailleurs potentiels et le contexte socio-politique burundais constituent un atout pour la promotion de l'État de droit : BM, AU, EU. Ces institutions travaillent sur des thématiques d'intérêt commun avec la Faculté de droit. - L'Université d'Anvers a promis de publier sur son site Web les revues et publications de la Faculté de droit (site Web du coordinateur de la CUI) - Pour de nouveaux partenariats, la coopération interuniversitaire au niveau de l'EAC et de la Belgique évolue pour la mise en place des projets régionaux - L'AUF (Agence universitaire de la francophonie et le Doyen de la Faculté de droit fait partie du comité de pilotage) veut appuyer l'école doctorale. La formation de nouveaux PhD (juristes) est toujours pertinente, car l'offre est inférieure à la demande du côté des enseignants.
3.2 Financière Score : **2**	- La faculté n'a pas encore réfléchi à la mobilisation financière
Jugement final/commentaires	
- La durabilité reste fragile pour ce projet. Il s'est avéré que les initiatives pour développer des projets de coopération naissent des relations personnalisées. Le service de coopération joue un rôle limité dans ce processus. Ledit service dispose d'une équipe qui n'est pas outillée en termes de mobilisation de fonds et de conception des projets. En outre, malgré l'existence des centres de recherche, les membres desdits centres travaillent encore trop souvent seuls (consultants individuels), ce qui fragilise leurs forces. L'idée de travailler en collectivité pourrait leur permettre d'accéder à des fonds plus consistants. - Bien que 3 PhD soient formés et travaillent pour l'UB, il est difficile de garantir qu'ils vont rester. Deux de leurs collègues ont des contrats avec des universités du Nord, ce qui est	

aussi un risque pour le reste. Les conditions matérielles peuvent influer sur les décisions de ces PhD.

3.5. CUI UB P5: Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) et la Bibliothèque

Introduction

Ce projet est exécuté par la Faculté des Sciences de l'Ingénieur (FSI) qui, en 2009, a ouvert en son sein un département des NTIC. Les NTIC sont du ressort du Service informatique qui, au niveau de l'organigramme de l'UB, est sous l'autorité hiérarchique du Secrétaire Général de l'Université. Le projet touche également la Bibliothèque qui est un service de la Direction de la Recherche et de l'Innovation.

Le Service informatique a été mis en place en 2013[45] en vue de répondre aux priorités de l'Université du Burundi de développer les NTIC et les ressources documentaires comme outil d'enseignement et de recherche.

Objectifs[46]

L'objectif général du projet transversal NTIC et Bibliothèque est d'améliorer les capacités scientifiques et techniques de l'UB en matière de NTIC en vue de lui permettre de remplir sa mission première d'enseignement et de recherche et de jouer pleinement son rôle de moteur du développement de la société burundaise.

Deux objectifs spécifiques ont été identifiés :

- L'amélioration des services internes de l'UB par l'implémentation des NTIC et la recherche académique en mettant en place une connectivité à large bande (Intranet/Internet), une plateforme d'enseignement en ligne, une bibliothèque numérique ainsi que des formations continues
- L'amélioration des services externes de l'UB offerts à la société par un désenclavement numérique effectif (visibilité de l'UB sur la toile, formation ouverte et à distance (FOAD sans frontière), projets multisectoriels/multinationaux et collaboration en ligne avec des Partenariats publics privés (PPP), des réseaux interuniversitaires)

Les résultats intermédiaires envisagés sont les suivants :

- La visibilité de l'UB sur la toile est réalisée en synergie avec l'ARES-CCD et l'UniversiTiC ;
- Des applications informatiques diversifiées sont utilisées en complémentarité avec l'ARES-CCD,
- La communauté universitaire est appuyée dans son utilisation des outils informatiques (en synergie avec l'ARES-CCD)

[45] La CUI a développé, sur les initiatives existantes notamment avec l'appui de la CUD et PARES, des salles IT qui avaient été installées (Rapport intérimaire page 31.)
[46] VLIR-UOS/BU, CUI Burundi (2016) *Programme partenaire III, 2017-2020,* 31-32.

- Une formation d'ingénieurs en TIC adaptée aux besoins des entreprises et de la société est réalisée en synergie avec l'ARES-CCD
- Des appuis à la recherche dans le domaine des NTIC sont organisés

Comment y parvenir (approches, stratégies, activités principales) ?

Le projet NTIC et Bibliothèque contribue à la réalisation des objectifs du programme VLIR-UOS par le désenclavement numérique de l'Université grâce à une connectivité améliorée ainsi que l'opérationnalisation d'une plateforme d'apprentissage en ligne.

Il s'agit ainsi de ce qui suit :

- l'élargissement de la bande passante, (ii) les stages de courte durée pour le personnel du service informatique et Bibliothèque en vue de leur permettre de se familiariser avec les outils opérationnels dans les centres de calcul et bibliothèques des universités flamandes et (iii) des ateliers de sensibilisation du personnel enseignant à l'utilisation de plateforme valve électronique « blackboard », l'élaboration du contenu de cours et leur implémentation sur le site de l'UB, ainsi que la création de leurs pages Web en vue d'assurer une gestion plus ouverte de l'organisation des cours, de la distribution des notes de cours, une facilité des examens.
- L'offre d'une formation d'ingénieur de bonne qualité par le biais de l'acquisition et de l'implémentation, sur les serveurs acquis en phase I et II, des logiciels puissants pour des calculs lourds, comme Matlab et AutoCAD en vue de permettre une utilisation par un grand nombre d'étudiants et de chercheurs et une mise en service des outils NTIC dans l'enseignement.
- L'appui à la communauté universitaire dans son utilisation des outils informatiques a été exécuté par (i) l'octroi au personnel et étudiants de formations de courte durée à l'UB en NTIC pour pallier au manque de connaissances en NTIC, (ii) l'octroi de stages de formation sur place des bibliothécaires en vue d'améliorer leurs prestations,[47] (iii) la numérisation des documents et ouvrages de la Bibliothèque en vue de les rendre accessibles sur l'Intranet, (iv) un abonnement à quelques bases de données scientifiques et professionnelles et aux périodiques électroniques en ligne payants ou gratuits pour rendre accessibles les articles des revues scientifiques internationalement reconnues pour leur qualité, (v) la création des interfaces sur l'Intranet de l'UB pour certaines applications en liaison avec les autres projets (P1 à P4) et services de l'UB en vue de faciliter l'alimentation et la maintenance pour les projets du programme VLIR/UOS, les autres projets de coopération avec l'UB, les chercheurs et autres services de l'UB.
- La poursuite de la formation des formateurs, par des mobilités d'enseignants Nord-Sud à l'aide d'un programme NTIC bien adapté et des équipements adéquats pour cette formation dans les laboratoires et par des formations en Flandre et à l'UB, (i) la participation des chercheurs PhD à des conférences internationales et locales, et l'appui à la publication des articles produits, (ii) Stages Post-Doctorat[48] et participation à des conférences, (iii) appui à l'école doctorale en formation avancée sur les logiciels d'applications scientifiques comme Matlab.

---

[47] 2017 : formation de courte durée (assurée par l'AUF) pour deux techniciens informaticiens, financement de la formation de courte durée à l'étranger pour un autre technicien informaticien et financement d'une formation de courte durée à l'étranger en faveur d'une bibliothécaire.
En 2018 : formation locale du personnel de la bibliothèque sur différents modules
2019 : Formation du personnel de la bibliothèque et des informaticiens assurée sur financement de l'ARES-CCD

[48] Par ex. un stage post-doctorat en faveur de Gaspard NGENDAKUMANA en 2019 et 2020.

Exécution et changements dans l'exécution

Les plus grands changements survenus sont le changement des responsables à la tête du service en charge de la numérisation de la bibliothèque, ainsi que la démission de l'informaticien formé à cet effet sur le budget du projet. Ces changements auront alors impacté l'atteinte du résultat attendu.

La pandémie de Covid a diminué uniquement les mobilités, d'où un soutien retardé d'une année. C'était bien plus un stage prévu pour durer 2 mois, mais au final, le bénéficiaire a été obligé d'y passer 5 mois avec un financement supplémentaire sur le budget CUI impactant par conséquent les formations locales suite au financement du séjour prolongé.

Données factuelles

	No. étudiants PhD	Perspectives de finalisation des PhD Phase 3	Nombre de publications effectif dans les revues internationales phase 3	Nombre de publications dans les revues nationales phase 3
P5	2 au total (2H/0F) 1 en phase 3	1	2	0

Département/faculté qui accueille le projet	**Faculté des Sciences de l'Ingénieur**
Nombre de membres du personnel académique permanents (recherche/enseignement)	Début phase 3 : 5 professeurs de niveau PhD, 4 assistants de niveau Master dans un programme de formation doctorale, 2 assistants de niveau Master en attente d'entrer dans le programme de formation doctorale Fin phase 3 CUI : 6 professeurs de niveau PhD + un temps partiel, 3 autres encore en formation doctorale dont un sous budget du programme CUI[49] et 2 assistants en attente de formation doctorale
Nombre PhD au total (non seulement CUI)	Fin phase 3 : 6 dont 1 subventionné par le programme CUI

Questions d'évaluation

Échelle d'appréciation
4 Excellent/très bonne performance
3 Suffisant/Bonne performance
2 Insuffisant/performance avec les problèmes
1 (très) mauvais/grande difficulté

[49] Pour mettre en perspective : actuellement, il y a 55 enseignants dans la faculté, dont 21 avec un PhD (source : informations fournies par l'UB). Il y a par ailleurs d'autres ressources humaines non académiques qui interviennent sur le projet, particulièrement aux services Informatique et Bibliothèque (non repris dans le tableau).

Pertinence et synergie	
Critères de jugement	Constats sur base des entretiens et à la lecture de documents
1.1 Répond aux besoins Score : 3	Étant transversal, le projet est venu en réponse au besoin de l'université tel que repris dans son plan stratégique 2013-2018 d'améliorer les enseignements, le renforcement de la Recherche, la généralisation de l'utilisation des TIC et la modernisation de la gestion des ressources documentaires. C'est également une réponse aux exigences du système d'enseignement BMD mis en application depuis l'année académique 2011-2012, notamment l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour un enseignement de qualité. Dans ce cadre, il s'intègre dans la vision Burundi 2025, notamment la réforme du système éducatif dans son ensemble en vue de l'amélioration de la qualité et du rendement interne et externe du système et cela pour tous les niveaux d'enseignement. Il y est stipulé spécifiquement la réforme de l'enseignement universitaire pour développer des filières scientifiques et technologiques. L'offre de formation sur des logiciels puissants pour des calculs lourds, comme Matlab et AutoCAD est une nécessité pour des ingénieurs appelés à en faire usage. Aussi, les autres formations réalisées dans le cadre de la transversalité, ont constitué un appui aussi bien pour l'enseignement que pour la recherche.
1.2 Synergie et complémentarité Score : 3	Il s'agissait d'un projet transversal et, dans ce cadre, il devait intervenir en appui aux autres projets. Il s'est agi notamment de ce qui suit : - Déploiement des serveurs de calcul accessibles sur l'Intranet pour les chercheurs et enseignants du Département de physique de la Faculté des Sciences et du département de chimie de la même Faculté pour P1. - Participation à l'abonnement Internet par les autres projets Des synergies sont également à mentionner avec les autres projets en dehors du programme : - ARES-CCD : les résultats atteints l'ont été en concertation avec le projet transversal de l'ARES-CCD afin d'éviter une redondance de ressources ; abonnement à la connexion Internet. Nous avons noté qu'ARES s'occupait des infrastructures, équipements, bibliothèques et antennes au moment où la CUI

	intervenait plus sur les applications informatiques, les formations et les équipements en partie (phase I[50]) - Il est à noter aussi que la CUI a fait entrer d'autres acteurs dans la synergie notamment le projet SETIC (BERNET) pour la fibre optique, l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) pour la formation des enseignants à l'utilisation des NTIC organisées conjointement avec P5.
1.3 Cohérence Score : Sans objet	Pas analysée
Jugement final/commentaires	
Le projet est très pertinent par rapport aux besoins dans le pays et par rapport à l'évolution du contexte de recherche et formation au niveau de l'Université du Burundi. L'importance, déjà soulignée dans les auto-évaluations, ne peut pas être sous-estimée : le fait d'avoir désenclavé toutes les facultés par l'utilisation effective des NTIC permet de renforcer la qualité de la formation offerte à l'UB en général (avec toutes les innovations aussi bien en termes de ressources que de processus) et, en particulier, rend effective la réforme BMD par l'appui à l'École doctorale en permettant un enseignement/suivi des doctorants à distance. Il est bien possible maintenant que même dans le contexte du Covid, l'enseignement à distance de certains cours de certaines facultés et instituts des enseignants des Universités partenaires (belges, françaises, canadiennes, camerounaises et autres) soit possible et se fasse déjà. De même, la direction des Thèses à l'école doctorale se fait à distance par vidéo-conférence grâce aux NTIC. Les services qui ont bénéficié du projet ont su également tirer profit de synergie de collaboration pour l'atteinte des résultats. Les évaluateurs considèrent que le fait qu'il y soit entré d'autres acteurs stimulés par l'image de l'UB, constitue une avancée significative dans le processus de désenclavement de cette institution.	

Efficacité et indices d'impact	
2.1. Mesure selon laquelle les objectifs spécifiques du projet en matière de soutien à la recherche ont été réalisés Score : 3	Le premier objectif spécifique visait principalement l'implémentation des NTIC pour appuyer la recherche par le biais d'une connectivité à large bande (Intranet/Internet), ainsi qu' une bibliothèque numérique. Dans ce cadre, il a été permis un accès considérable à la documentation en ligne pour la recherche aussi bien aux articles publiés dans des revues internationales que des documents numérisés. Cependant, certains acteurs des autres projets rencontrés se plaignent qu'il subsiste des défis en ce qui concerne la connectivité. De même, il est possible pour les partenaires du Nord de continuer à assurer le suivi des recherches doctorales par vidéoconférence.

[50] L'acquisition de 89 ordinateurs, dont 30 pour le Département des TIC, 30 pour la bibliothèque et 19 pour la faculté des sciences.

	On peut également affirmer que l'accès à la connectivité Internet large bande facilite l'établissement de réseaux de chercheurs pour toutes les facultés de l'UB. En effet, la connectivité large bande permet une exploration aisée du chercheur qui s'intéressera à découvrir les chercheurs/réseaux de chercheurs actifs sur des thématiques similaires et s'inscrire ainsi dans la dynamique de réseautage qui est actuellement promue notamment par des communautés de pratiques… Les évaluateurs n'ont pas pu apprécier dans quelle mesure les visites des différents sites (réseaux sociaux ou sites des revues scientifiques) ont évolué au sein des chercheurs suite à ce changement.
2.2. Changements dans l'enseignement Score : 3	Les enseignants sont tenus d'élaborer leurs cours en PowerPoint et de les dispenser aux étudiants par vidéo projecteurs. L'enseignement à distance par des enseignants des Universités partenaires. Ceci se remarque par une généralisation envisagée de l'enseignement à distance des cours communs dispensés aux étudiants de différentes facultés et instituts se trouvant dans des campus (ou salles) éloignés les uns des autres (les uns à Bujumbura, d'autres à l'intérieur du pays) à partir de l'AA 2020-2021 ; cela ressort du plan d'action pour l'année budgétaire 2020-2021. Et des changements dans la gestion : - Gestion informatisée des grilles de délibération, délivrance de documents académique tels que les bulletins - Gestion du cursus des étudiants (Inscription en ligne, gestion des notes…)
2.3. Mesure selon laquelle les ambitions pour appuyer des changements chez des acteurs externes ont été réalisées Score : Sans objet	La question ne s'applique pas au projet 5, vu le caractère transversal concentré uniquement à l'interne de l'UB. Toutefois, il faut noter ce qui suit : - Comme l'UB est la plus grande institution académique publique et avec la mobilité des enseignants ayant acquis les habitudes d'enseignement à l'aide des TIC, il va faire en sorte que la pratique soit adoptée par d'autres institutions. - En plus : la quantité de bande passante accordée par le gouvernement aux Universités publiques et privées tient compte de la consommation (Utilisation des TIC) de ces dernières. L'UB, le plus grand consommateur, a reçu la plus grande part. Ce qui va pousser les autres Universités à se réorganiser en matière des TIC à l'instar de l'UB pour pouvoir bénéficier d'une plus grande quantité de bande passante.
Jugement final/commentaires	
Les évaluateurs confirment l'importance soulignée dans l'auto-évaluation en ce qui concerne le renforcement de la recherche et du processus d'enseignement notamment par l'accès facile à la documentation en ligne ainsi que la pratique de l'enseignement par usage des TiC devenue réalité à l'UB. Par ailleurs, le désenclavement numérique pourrait de façon indirecte avoir contribué à	

permettre l'établissement des réseaux/liens professionnels entre chercheurs. Ces réseaux peuvent ainsi, dans le futur, conduire à de nouvelles formes de collaboration. Il est clair aussi que les pratiques acquises sous le projet transversal seront facilement reproduites par d'autres institutions d'enseignement supérieur. Toutefois, les évaluateurs n'ont pas pu avoir des informations exactes sur la distinction des visites des sites en ligne soit par étudiant soit par enseignant, qu'il s'agisse de la recherche ou de la perfection des cours.

Efficience	
3.1. Des résultats intermédiaires ont été produits et sont de bonne qualité Score : 3	<u>RI1. La visibilité de l'UB sur la toile en synergie avec l'ARES-CCD</u> réalisée par : Amélioration de la connectivité Internet par élargissement de la bande passante : 36 Mo/s, alors qu'elle était de 3,5 Mo/s au début de la 1re phase du projet Visibilité de l'UB par la conception, le développement et l'approvisionnement des portails Web (sites Web) des différentes entités de l'UB (Facultés/Instituts, départements, Centres de Recherche, Projets…) Stages de courte durée pour le personnel du service informatique Mise en place d'une plateforme valve électronique « blackboard » ; installée et est déjà utilisée par certains professeurs des départements de Maths, Physique et Chimie de la Faculté des Sciences, dans le cadre de l'enseignement. Elle est également utilisée par les étudiants de l'École Doctorale de l'UB <u>RI2 ; Diversification des applications informatiques</u> Implémentation des applications sur les serveurs acquis en phase I et II du projet <u>RI 3 .La communauté universitaire est appuyée dans son utilisation des outils informatiques</u> Stages de formation sur place des bibliothécaires et autres personnels Numérisation des documents et ouvrages de la Bibliothèque : 1200 ouvrages ont été numérisés Amélioration de l'accès aux ouvrages de la bibliothèque numérique par une Maintenance et mise à jour du système de catalogage Koha et un réaménagement du portail en ligne de la Bibliothèque et ajout du contenu (url : http://bibliotheque.ub.edu.bi) ; Abonnement à quelques bases de données scientifiques et professionnelles et aux périodiques électroniques en ligne payants ou gratuits.

	RI4 : Formation d'ingénieurs en TIC adaptée aux besoins des entreprises et de la société formation de 3 formateurs (1 master et 2 Ph.D.) Stages Post-Doctorat Appuis à la recherche dans le domaine des NTIC, Participation des chercheurs Ph.D à des conférences internationales et locales dédiées à la recherche Formation sur les TICE pour la recherche Facteurs qui entravent : - Crise de 2015 (ralentissement) - COVID : moins de possibilités d'organiser des conférences
3.2. Un soutien a été apporté pour garantir la qualité des processus de recherche et d'enseignement Score : 3	Grâce au P5 et pour toutes les facultés, une connexion Internet au-dessus de ce qu'il y avait avant la CUI qui appuie les travaux de recherche + usage des TiC pour la formation comme indiqué dans l'auto-évaluation Par contre, la bande estimée pour être stable est de 500 ou au mieux 1ko
3.3. Relation entre les moyens et les résultats atteints et les objectifs (évaluation qualitative) Score : 3	En tant que projet transversal, le P5 aura contribué à l'usage systématique des NTIC dans toutes les facultés de l'UB, surtout en ce qui concerne le processus d'enseignement. S'il est vrai que, de façon spécifique, le volet recherche pour la faculté n'a pas été mis en avant, il est clair que de façon indirecte le projet aura contribué à faciliter les recherches des autres facultés. Il est à noter ici qu'un accent particulier a été mis sur l'appui à la recherche, notamment par la formation sur les différents logiciels (logiciel R en 2019 et 2020, capacités en TIC et bibliothèques, logiciel Matlab+Simulink, Délibération automatisée, Bibliothèque en 2018, Matlab avancée en 2020 et logiciel SIMULINK en 2020). En général, les répondants d'un questionnaire fait par les évaluateurs démontrent une appréciation de la qualité des formations, dispensées pour une large partie par le personnel de l'UB.
3.4. La gestion de projet est propice à une mise en œuvre efficace et efficiente du projet Score : 3	Prise de conscience des responsables des deux côtés par rapport à l'importance de rendre effective l'utilisation des NTIC à l'UB Prise de conscience aussi de la part des membres du projet (Chef du service informatique et administrateur réseaux et systèmes, Bibliothécaire en Chef) ne dépendant pas hiérarchiquement de la FSI de la nécessité de contribuer à l'atteinte des objectifs

	Prise de conscience également de la part des enseignants informaticiens au Département des TIC de leur rôle dans ce projet face aux autres ressources humaines de l'UB
Jugement final/commentaires	
Comme projet transversal, le niveau d'atteinte des objectifs spécifiques du projet « connectivité à large bande (Intranet/Internet, une plateforme d'enseignement en ligne, une bibliothèque numérique et des formations continues) ainsi que le désenclavement numérique effectif de l'UB l'ont été de façon efficiente en synergie avec d'autres acteurs. Il est à noter un impact remarquable en ce qui concerne le processus d'enseignement. Par ailleurs, et indirectement, un renforcement du volet recherche dans toutes les facultés est aussi à signaler.	

Durabilité	
4.1 Institutionnelle et académique Score : 3	Le service informatique est une unité permanente au niveau des organes de l'UB qui assure une veille technologique et veille à la réalisation des résultats escomptés par le projet. Au même moment, l'Université du Burundi, à l'instar d'autres institutions d'enseignement, a l'obligation de s'inscrire dans les changements dictés par le système BMD de façon générale ainsi que la présence de l'École doctorale spécifiquement. Ainsi, les acquis du projet devront être maintenus et renforcés soit par l'UB ou alors avec d'autres partenaires, dans la mesure où la politique actuelle de l'Université du Burundi met en priorité l'utilisation des NTIC comme outil indispensable à l'enseignement et la recherche. Les acquis du projet constituent une bonne base pour cela. Toutefois, l'analyse des réponses ouvertes fournies par les bénéficiaires des formations montre que pour la plupart des logiciels, le temps de formation est jugé court de même que les participants sont en attente d'un suivi post-formation ; ce qui hypothèque alors l'effectivité de l'utilisation de la formation reçue.
4.2 Financière Score : 2	L'université n'est pas encore à même de financer (même pas une partie) des travaux de recherches. Toutefois, l'enseignement étant la priorité de l'UB, le financement de la maintenance des acquis du projet (différents logiciels de gestion du processus d'enseignement) pourra être mobilisé par l'UB auprès des acteurs déjà présents dans la synergie et d'autres potentiellement mobilisables.
Jugement final/commentaires	
Les évaluateurs estiment que la question de durabilité se pose à ce niveau, spécifiquement en ce qui concerne la durabilité financière. Les Rapports montrent que le souhait d'avoir du budget consistant de l'État revient. Le projet va prendre fin avec des avancées significatives quant à l'utilisation des NTIC dans toutes les facultés en ce qui concerne la gestion du processus	

d’enseignement. En dehors de ce budget pour maintenir les acquis, des moyens financiers assurant l’aboutissement de la numérisation sont indispensables. Ce processus doit impliquer les experts du Nord (documentation non disponible localement) et Sud en vue d’une numérisation effective permettant à la fois l’amélioration de l’enseignement et de la recherche.

4. Conclusions et recommandations

En raison de l'instabilité politique et de l'insécurité au Burundi, VLIR-UOS n'avait pas inclus le Burundi dans le dernier appel à propositions. Cependant, en raison de l'intérêt des universités flamandes de continuer à collaborer avec des partenaires burundais, le Burundi a été à nouveau inclus dans le nouveau plan pluriannuel 2022-2026. L'expérience du programme CUI peut informer le développement de nouveaux programmes (mais pas des CUI[51]) et, pour cette raison, quelques leçons et points d'attention sont identifiés sous un premier point.

Avant de commencer par les leçons et les conclusions et recommandations, les évaluateurs entendent souligner que la crise de 2015 et la pandémie de Covid-19 ont ralenti les processus de changement et ont affaibli des dynamiques de collaboration. De plus, des changements transformatifs comme dans la culture de recherche ou les façons d'enseigner ont besoin de (plus de) temps.

4.1. Leçons tirées de l'effet des projets sur l'institution de l'UB

Les leçons suivantes sont **utiles pour VLIR-UOS et des partenaires universitaires** qui soutiennent / développent de nouveaux programmes CUI et portent sur :

- La difficulté et la nécessité de changer les structures, comme des centres de recherche ;
- Le stage de recyclage comme modalité efficace pour renforcer la culture de recherche ;
- Le suivi des processus de changement à travers des indicateurs (pertinents) ;
- L'importance d'assurer une contrepartie en argent par l'Université soutenue.

Des projets bien encadrés et exécutés peuvent contribuer au renforcement de la culture de recherche et l'encadrement de l'enseignement, mais en soi ne peuvent **pas influencer la façon dont des structures, par exemple les centres de recherche se développent (s'organisent/se structurent/sont financés)** : à cette fin, il faut un projet spécifique qui vise le développement des capacités d'une structure qui va au-delà du renforcement des individus. Un changement des structures et institutions est important pour assurer la durabilité : avoir des centres de recherches qui peuvent conclure des accords de collaboration avec des partenaires extérieurs et se font rémunérer pour des travaux effectués pour les tiers, les chercheurs qui opèrent moins comme des consultants individuels, mais comme membres d'un groupe de recherche, qui renforcent la performance de recherche et font des efforts pour rédiger en équipe des réponses aux appels à proposition. Il n'est pas sûr que les enseignants / chercheurs du Nord et leurs universités disposent des compétences et des leviers pour assurer un tel accompagnement (de changement de structures) eux-mêmes. De plus se pose la question de savoir s'il est

[51] Comme la même université ne peut pas être partenaire dans deux programmes CUI successifs et que, en dehors de l'UB, il est actuellement difficile d'identifier un autre partenaire suffisamment impliqué dans l'enseignement et la recherche.

souhaitable que les universités du Nord jouent ce rôle. Il pourrait être utile d'étudier un peu le cas du centre de recherche CEGEMI à l'UCB en RDC, qui est un centre de recherche interdisciplinaire sans consultance individuelle et qui opère déjà de manière semi-autonome financièrement (info disponible dans l'évaluation de la CUI avec l'UCB).

La **modalité de stages de recyclage** était fort appréciée en vue de professionnaliser la pratique des enseignants / chercheurs. Le fait que les stages étaient liés aux propositions concrètes de recherche contribuait aux résultats et est une bonne pratique. Il s'agit d'une modalité à garder à condition qu'elle puisse être mieux intégrée dans des approches / agendas des centres de recherche et puisse être utilisée dans le soutien des nouveaux PhD afin de leur permettre de continuer des travaux de recherche (avec un petit budget de recherche).

Des **indicateurs** sont utiles pour mesurer des progrès. Il est donc important que les indicateurs soient bien choisis : cela signifie qu'ils doivent être pertinents pour ceux qui doivent collecter les informations, et que les indicateurs ne se limitent pas à atteindre des groupes cibles ou à générer des chiffres (conférences, publications). Il est recommandé que le choix des indicateurs corresponde aux indicateurs utilisés par l'université concernée (par exemple pour le suivi de son plan stratégique), ce qui n'était pas le cas dans le programme CUI. Il est essentiel que chacun comprenne à quoi servent les indicateurs. VLIR-UOS fournit une liste d'indicateurs standard qui peuvent constituer une source d'inspiration, mais ces indicateurs ne sont nulle part expliqués. Cette leçon invite VLIR-UOS à réfléchir à la manière dont elle envisage le suivi dans le cadre des programmes CUI : dans le programme avec l'UB, un suivi était assuré par les comités de gestion avec le soutien administratif ; ce suivi était orienté vers la redevabilité et concernait surtout l'exécution des activités et la gestion des finances et beaucoup moins les effets (à travers les indicateurs ou des observations). Ainsi, une moins grande attention a été accordée à la consolidation des données par rapport aux réalisations et à leur analyse (par ex. en vue d'un apprentissage). Le manuel de gestion du programme CUI n'était pas informatif sur ce que c'est le suivi, ni sur la manière dont l'assurer et l'organiser.

Il importe de prévoir une **contrepartie en espèces** (pas seulement en nature) : un point fort apprécié par les répondants de l'UB était que le programme a pu être réalisé sans utiliser des moyens de l'UB, ce qui montre un souci pour utiliser les moyens financiers limités de façon très efficace, mais pose un risque pour la durabilité. Dans le futur, il est recommandé de prévoir un financement dégressif du bailleur. Les évaluateurs ont constaté que l'université a accepté que l'État ne peut pas faire autrement et qu'il n'y ait pas de stratégie claire de plaidoyer pour demander davantage de fonds (influencé par l'image assez négative de l'UB, suite aux grèves répétitives il y a une dizaine d'années ?), pour des bourses, pour l'abonnement sur l'Internet, le recrutement des assistants, etc.

4.2. Conclusions par rapport aux critères d'évaluation

Pertinence et synergie – Les évaluateurs concluent que le programme de la CUI était très pertinent par rapport à la stratégie de l'UB de créer une élite et d'investir dans la recherche et les politiques du pays. La pertinence a été renforcée grâce à la synergie avec l'ARES, qui consistait surtout en une

division des coûts à financer et (le maintien) des échanges et relations entre les coordinateurs et les institutions (qui était surtout important lors de la crise de 2015).

Les évaluateurs n'ont pas remarqué de synergie comparable pour impliquer les étudiants de l'école doctorale (dans les stages, les réseaux) ou pour s'aligner sur la réorganisation des structures de recherches ni pour travailler ensemble avec des acteurs de développement présent au Burundi (fort affaibli après la phase II). Assurer des synergies (au-delà des transferts financiers) n'est pas facile si la synergie n'est pas précisée comme objectif explicite et si le but n'est pas clair (économies d'échelle, renforcement des capacités de stratégie de recherche, effet institutionnel ?).

L'attention pour le genre se limitait à la compréhension qu'il est important d'assurer une participation des femmes (nombre de femmes qui participent/sont atteintes). Le programme n'a pas précisé de cibles (ou de seuils) ni une stratégie pour rendre opérationnelle cette attention. C'est ainsi que les femmes ne sont presque pas présentes, une situation qui reflète la situation au niveau de l'UB et dans ses facultés (avec moins de 12 % des femmes) et qui est contradictoire par rapport à la situation dans les autres secteurs du pays.

Recommandation 1 – Au niveau des partenaires universitaires : formuler des objectifs de synergie avec des acteurs et programmes externes (du programme de la CUI) de façon explicite (avec des indicateurs / marqueurs de progrès à suivre et un budget spécifique si nécessaire).

Recommandation 2 – Au niveau des partenaires universitaires : développer une stratégie proactive sur le genre. Sans une telle stratégie basée sur une vision et des valeurs partagées et qui rend plus explicites les cibles à atteindre (par ex. au travers des quotas), il est très difficile de changer la position des femmes comme bénéficiaires des programmes de collaboration interuniversitaire. Vu la situation assez positive dans d'autres secteurs du Burundi, il pourrait être possible de chercher un soutien externe ou une consultance au Burundi pour faire accompagner l'UB.

Efficacité et indices d'impact – Le programme de la CUI (pourvu que les PhD soient finalisés fin 2021) a eu des effets par rapport aux objectifs académiques et sur une plus petite échelle au niveau développemental. La CUI a contribué au renforcement d'une culture de recherche qui pourrait redynamiser au fur et mesure les centres de recherches de l'UB et qui a renforcé l'intégration de la recherche dans l'enseignement. Avec les projets 1-4, la CUI a permis aux enseignants / chercheurs des facultés impliquées d'ajouter du « track record » en recherche et a contribué au rayonnement de l'université. L'importance des réseaux entre chercheurs / enseignants ne peut être sous-estimée. Bien sûr, d'autres influences, notamment d'autres bailleurs par le passé, et de l'ARES et de l'école doctorale ne sont pas à ignorer.

Un point qui aurait dû être remarqué est l'influence significative de la CUI sur la pédagogie d'enseigner au-delà de l'utilisation des diaporamas et des projecteurs, l'accès amélioré à l'Internet pour préparer le contenu (enseignants) et accomplir les travaux (étudiants) et une première expérience avec l'enseignement en ligne et/ou une influence sur le fonctionnement des centres de recherches, ou l'UB comme institution. Les aspects développementaux du travail de recherche ne sont pas encore clairement articulés, ni dans les démarches, ni dans l'exécution et ni dans la vision : il reste plusieurs questions dont débattre / à clarifier :

Les thèmes de recherches peuvent facilement être liés aux plans nationaux de développement, mais comment les besoins, l'expérience et la position des populations devraient-ils être analysés afin d'alimenter / influencer la conception / adaptation de la recherche ?

Que veut dire exactement « rendre service à la société » ? Est-ce assurer qu'on a une recherche applicable, est-ce assurer qu'on implique davantage les groupes cibles dans la conception de la recherche, est-ce qu'on parle des travaux sociaux, etc. ?

Comment assurer un budget pour ce volet / mandat ?

Quelles sont les valeurs derrière l'investissement ?

Recommandation 3 – Au niveau de l'UB : mettre à jour les politiques, notamment par rapport au fonctionnement et financement des centres de recherche (voir également leçons tirées) et l'aspect de « rendre service à la société ».

Recommandation 4 – Au niveau de l'UB : réfléchir sur la façon dont les services / directions de l'UB peuvent mieux soutenir, nourrir et exploiter des réseaux existants, par ex. pour trouver des collègues qui souhaitent assister à des thèses (école doctorale), pour monter des équipes de recherche, pour monter des applications de fonds pour des recherches, pour renforcer les stratégies de mobilisation de fonds (besoin d'un effort plus concerté avec plus de coordination avec la direction de coopération) ?

Recommandation 5 – Au niveau de l'UB : importance clé de la numérisation : pour assurer l'aboutissement, il y a un besoin d'expertise en dehors du Burundi – où l'obtenir et comment la financer ?

Efficience – De manière globale et par rapport aux critères de jugement précisés dans le cadre d'évaluation, les évaluateurs évaluent l'efficience comme bonne. Par rapport à la réalisation des résultats intermédiaires, généralement, une augmentation des thèses défendues depuis 2017 et des publications (dans des revues internationales) et revues des facultés (notamment pour le P4 et la faculté de droit) sont à constater. Il faut toutefois aussi reconnaître des délais considérables, par ex. dans la finalisation des PhD (une sous-performance par rapport au nombre de publications y est liée pour P2 et P5) et la sous-performance des conférences (due à la crise et à la pandémie de Covid-19).

Dans la mise en œuvre et la gestion, différents points forts ont été remarqués, notamment le choix pour les facultés et départements plus petits caractérisés par un certain potentiel est à apprécier ainsi que la modalité des stages de recyclage.

La gestion du programme a été fortement soutenue par la gestionnaire Nord et sur le terrain par une cellule de gestion. La cellule de gestion à l'UB représente à présent une certaine capacité de gestion qui pourrait rassurer d'autres bailleurs externes. La personnalité des co-responsables a également beaucoup contribué à l'avancement des projets. Les évaluateurs constatent que les réunions CPC n'ont pas conduit à une réflexion systématique sur le renforcement institutionnel de l'UB (ce qui n'était pas non plus planifié de façon explicite).

Les évaluateurs soulignaient quelques points faibles par rapport à la conception du budget pour faciliter le travail sur le terrain, le fait de ne pas organiser des cours d'Academic English, l'organisation de formations pour renforcer les compétences des enseignants / chercheurs (quel suivi pour soutenir l'application et pour arriver à une offre plus permanente de formations ?) et la bande passante trop faible.

Recommandation 6 – Au niveau du VLIR-UOS : en relation avec le volet « rendre service à la société » : l'organisation d'activités sur le terrain et avec des acteurs de la société civile, secteurs privés, services de l'État déconcentrés pose des défis spécifiques par rapport au budget qui ne sont pas toujours bien pris en compte ni anticipés. Ce point mérite une plus grande attention dans des projets futurs et la formulation de critères clairs.

Recommandation 7 – Au niveau de l'UB : comment mieux intégrer un programme de formation (par ex. pédagogie, statistiques, etc.) pour tous les enseignants / chercheurs et assurer un suivi (pour renforcer les effets, pour soutenir l'application) – de type « académie permanente » pour les enseignants / chercheurs ?

Durabilité – L'UB et les départements impliqués dans le programme CUI ont développé au fil des ans une capacité encore fragile mais émergente à réagir aux appels d'offres (ce qui est un potentiel à apprécier). Le potentiel est là, les résultats de recherche sont à valoriser et à consolider, mais la durabilité (surtout financière) constitue un défi. Les évaluateurs posent des questions pour tout ce qui concerne la **maintenance des équipements**, la **consolidation des recherches / approches de recherche**, et la **rétention du capital humain pour la recherche** constitue un défi. Si les opportunités pour la recherche (pertinente et attractive) ne sont pas possibles (par manque de moyens), les personnes formées vont investir davantage dans la consultance et seront moins disponibles pour encadrer des étudiants ou comme force dans les centres de recherches (pour regrouper les programmes, identifier des opportunités et libérer du temps pour écrire des propositions de recherches).

Des stratégies spécifiques pour la collecte de fonds pour la recherche (sauf peut-être l'organisation de quelques séminaires sur un programme) ne sont pas encore fort développées.

Recommandation 8 – Au niveau de L'UB : il convient de réfléchir à la manière de mettre en correspondance les politiques et les avancées en termes académiques, plus en particulier en termes de financement des frais de maintenance des équipements et de rétention des ressources humaines pour la recherche (y compris le rajeunissement du cadre) vis-à-vis d'une université qui a fort grandi.

Synthèse des recommandations en fonction du renforcement :	
Pertinence	**Recommandation 1 –** Au niveau des partenaires universitaires : formuler des objectifs de synergie avec des acteurs et programmes externes (du programme de la CUI) de façon explicite (avec des indicateurs/marqueurs de progrès à suivre et un budget spécifique si nécessaire). **Recommandation 2 –** Au niveau des partenaires universitaires : développer une stratégie proactive sur le genre. Vu la situation assez positive dans d'autres secteurs du Burundi, il pourrait être possible de chercher un soutien externe ou une consultance au Burundi pour faire accompagner l'UB.
Efficacité et indices d'impact	**Recommandation 3 –** Au niveau de l'UB : mettre à jour les politiques, notamment par rapport au fonctionnement et financement des centres de recherche (voir également les leçons tirées) et l'aspect de « service à la société ». **Recommandation 4** – Au niveau de l'UB – réfléchir sur la manière dont les services / directions de l'UB peuvent mieux soutenir, nourrir et exploiter des réseaux existants (besoin d'un effort plus concerté avec une plus grande coordination avec la direction de coopération). **Recommandation 5** – Au niveau de l'UB : importance clé de la numérisation : pour assurer l'aboutissement, il y a un besoin d'expertise en dehors du Burundi – où l'obtenir et comment la financer ?
Efficience	**Recommandation 6 –** Au niveau du VLIR-UOS – En relation avec le volet « rendre service à la société » : l'organisation d'activités sur le terrain et avec des acteurs de la société civile, secteurs privés, services de l'État déconcentrés constitue des défis spécifiques par rapport au budget qui ne sont pas toujours bien pris en compte ni anticipés. Ce point mérite une plus grande attention dans des projets futurs et la formulation de critères clairs. **Recommandation 7** – Au niveau de l'UB : comment mieux intégrer un programme de formation (par ex. pédagogie, statistiques, etc.) pour tous les enseignants / chercheurs et assurer un suivi

	(pour renforcer les effets, pour soutenir l'application) – de type « académie permanente » pour les enseignants / chercheurs.
Durabilité	**Recommandation 8 –** Au niveau de L'UB : il convient de réfléchir à la manière de mettre en phase les politiques avec les avancées en termes académiques, plus en particulier en termes de financement des frais de maintenance des équipements et la rétention des ressources humaines pour la recherche (y compris le rajeunissement du cadre) vis-à-vis d'une université qui a fort grandi

Tableau 12 : Synthèse des recommandations de l'évaluation du programme CUI UB

5. ANNEXES

5.1. Annexe 1 : Termes de référence – disponibles sur demande auprès du VLIR-UOS

5.2. Annexe 2 : Cadre d'évaluation

Le cadre d'évaluation est composé de questions d'évaluation (dont 4 au niveau du projet) liées aux cinq critères d'évaluation de l'OCDE. Un cadre d'évaluation clarifie la manière dont les évaluateurs examineront le programme et les projets individuels et comment ils structureront leur collecte et leur analyse de données.

Les questions d'évaluation sont élaborées sur la base des questions d'évaluation formulées dans le cahier des charges et des critères d'évaluation utilisés dans les rapports d'auto-évaluation et ont été davantage orientées par les entretiens avec les coordinateurs, le gestionnaire Sud et le contexte de la pandémie COVID-19.

Les questions d'évaluation se composent de différents critères de jugement et de questions d'orientation ou points d'attention/indicateurs. Ces indicateurs et questions indiquent quelles informations seront recherchées et, à ce titre, guideront la collecte des données et l'élaboration des guides d'entretien. Pour chacun des critères de jugement (sauf indication contraire), une échelle qualitative à quatre points est utilisée. Cette échelle est avant tout utile pour formuler un jugement équilibré de manière transparente, les évaluateurs utiliseront les points d'attention pour developer leur jugement et argumenter le score.

Echelle d'appréciation
4 Excellente/très bonne performance
3 Suffisant/Bonne performance
2 Insuffisant/performant avec les problèmes
1 (très) mauvaise/grande difficulté

Le cadre d'évaluation et les critères de jugement, mentionnés dans ce rapport initial, peuvent être adaptés au cours du processus d'évaluation en fonction d'éléments contextuels spécifiques et de la perspective des partenaires. De nouveaux éléments, facteurs favorables, obstacles ou changements/résultats inattendus apparaîtront probablement au cours du processus d'évaluation. L'ajout et/ou l'adaptation de critères d'évaluation et/ou de jugement pourrait être nécessaire pour permettre un processus d'évaluation qualitative, en tenant compte de tous les éléments nécessaires mentionnés par les différentes parties prenantes au cours du processus d'évaluation. Si tel est le cas, le rapport d'évaluation mettra clairement en évidence et justifiera ces changements.

Dans les tableaux suivants, les questions d'évaluation sont élaborées en détail. Tout d'abord, les questions d'évaluation au niveau du programme seront présentées, puis les questions d'évaluation au niveau du projet. Pour chacune des questions d'évaluation, un aperçu des sources de vérification est fourni. Cette liste sera complétée par des sources supplémentaires au cours de la mission sur le terrain, le cas échéant.

Pour cette évaluation finale, une attention particulière sera accordée aux **critères d'efficacité, indices d'impact et de durabilité.** Ceci implique d'analyser avec précision d'une part les progrès effectifs dans

la réalisation des objectifs spécifiques et d'autre part les mesures prises (plan de suivi) et potentialités réelles de poursuite des activités et résultats du programme au-delà de sa période de réalisation. Il sera aussi question de relever les expériences et leçons apprises qui pourraient servir pour d'autre éventuels projets de recherche, de formation académique et d'appui institutionnel œuvrant dans les mêmes secteurs (capitalisation).

L'analyse des auto-évaluations a permis de mettre en évidence plusieurs éléments clés qui ont permis d'adapter et de spécifier par moment les questions d'évaluation. Les rapports d'auto-évaluations sont généralement clairs avec des scores qui expriment une appréciation positive, avec une tendance générale d'attribution de scores souvent plus positifs par le partenaire Burundais.

Nous pouvons déjà indiquer ici quelques points d'attention que nous avons pris en compte dans la préparation du rapport de démarrage.

- Les rapports d'auto-évaluation des projets formulent les réponses en termes de résultats, de réalisation, plus qu'en termes de jugement et d'appréciation ; des points négatifs et les limites sont moins mis en évidence.
- Il est clair que l'exécution du programme était surtout orientée par le désir de former les ressources humaines académiques (plus en particulier les doctorants) et d'assurer des publications scientifiques (y inclus les publications de l'UB). L'école doctorale (crée en 2016 avec un rôle important du programme de ARES) à joué un rôle clé dans l'exécution.
- La durabilité (financier surtout) mériterait suffisamment d'attention comme c'est apprécié comme le plus faible en générale et la planification de la pérennisation n'est pas encore très détaillée, ainsi que l'attention pour le genre (par ex. dans le recrutement des doctorants) et l'effet de la crise de 2015 sur l'exécution du programme dans sa phase 3 et ceci notamment pour P4 et les relations avec le Cerfopax.
- Au niveau du programme la bonne collaboration générale et l'efficience d'exécution et division des tâches dans la gestion est soulignée. La lecture mets en évidence quelques défis liés aux : (i) une gestion flexible du budget vis-à-vis l'importance de garder la cohérence du programme (réflexion sur l'utilité/finalité de certaines dépenses en vue du renforcement institutionnel), (ii) l'alignement des dynamiques du programme avec la gouvernance de l'université dans sa totalité, (iii) l'alignement des règles de jeu VLIR-UOS avec les réalités du terrain, (iv) la difficulté d'assurer une rythme synchrone des investissements et des résultats (par ex. projet 5 (P5) le scanner est là mais le personnel/procédures pour la digitalisation ne sont pas encore assurés, Par ex P2 les labos sont prêts mais la formation des doctorants n'a pas encore abouti : Le laboratoire spécifique à la Santé publique et épidémiologie nécessite des ressources humaines qualifies avant l'inclusion dans la structure de recherché de la Faculté de Medecine).
- L'information sur les synergies avec d'autres projets semble indiquée que plusieurs contacts et collaborations ont pris fin début de la phase 3 (sauf quelques relations avec la banque Mondiale pour P3), mais que d'autres partenariats continuent. Il serait important pour les évaluateurs de mieux comprendre comment le CUI se situe par rapport à d'autres programmes financés par des bailleurs d'autres pays (autres que la Belgique).
- Quelques résultats clés sont mis en avant : l'informatisation de la gestion (niveau académique, administrative et financier, notamment l'utilisation progressive des TIC dans l'enseignement et la recherche), le nombre de doctorants, l'organisation des colloques qui ont contribué à la visibilité et l'image, le réseautage entre le personnel académique Burundais et des universités Flamandes et les services à la société (par ex. la formation aux acteurs externes dans les P2, 3 et 4, les collaborations avec et avis fournis aux ministères Burundais (sur la malnutrition, la lutte antiérosive, …)

Question d'évaluation au niveau programme

QE 1 – Dans quelle mesure, le projets CUI on eu un effet sur l'UB comme institution ?

Pourquoi cette question?

De par sa nature, le programme CUI vise à travers le développement de plusieurs projets réalisés dans différentes facultés ou départements à renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles de l'ensemble de l'université. Cette question permet d'analyser la réalisation du programme et l'atteinte de ses objectifs dans sa dimension holistique.

Dans cette question, les évaluateurs abordent des aspects de pertinence et de synergie (externe et interne au CUI), la gestion du CUI au niveau programme, les résultats et l'impact et la durabilité. Ainsi les critères d'évaluation sont couverts par cette question.

Critères de jugement	Questions/points d'attention/indicateurs
1.1. **Pertinence d'un CUI dans le contexte de Burundi**	– En quoi a-t-il renforcé la stratégie interne de l'institution par rapport à la politique de l'enseignement supérieure ? – Dans quelle mesure le CUI rencontre les priorités des politiques nationales – En quoi le programme CUI répond aux besoins des différents groupes cibles et comment les besoins de la société sont identifiés et analysés (implication d'acteurs externes dans l'identification des questions de recherche et du contenu du curriculum) ?
1.2. La synergie avec d'autres programmes/projets	– Alignement avec le programme de l'ARES et la création de l'école doctorale – En quoi le programme CUI a-t-il envisagé et permis de renforcer les synergies de l'UB avec d'autres projets/ programmes du VLIR, d'autres bailleurs internationaux ? – Quelles spécificités l'UB/le CUI a-t-elle développés dans ces collaborations, synergies éventuelles (sa valeur ajoutée) ? – Quelles contributions ces synergies ont-elles apporté à l'atteinte des résultats du programme ? – En quoi ces synergies renforcent-elles institutionnellement l'UB (son image, son positionnement dans la société, le monde académique, la région) ?
1.3. La synergie entre les différents projets du programme CUI	– En quoi une synergie et/ou une complémentarité des différents projets qui composent le CUI a été réalisée ? – En quoi le projet 5 a-t-il permis aux départements impliqués dans le CUI de travailler de façon plus performante/efficace et de faire face aux défis posés par COVID? – En quoi la synergie entre les différents projets qui composent le CUI a contribué à la multi- et interdisciplinarité (et ensuite au renforcement de la culture de recherche et l'amélioration de la qualité de l'enseignement en général) ? – Quelle synergie plus spécifique a été développée entre les projets du CUI et les programmes/activités des différents directions à l'UB (voir organigramme partagé : direction services académiques, direction recherche et innovation, direction assurance de qualité, direction financière et du patrimoine ?
1.4. La gestion du CUI dans l'ensemble (efficience)	– Comment a évolué la relation partenariale à un niveau stratégique entre l'UB et les universités partenaires flamandes (depuis le début du programme), quels moments clés? – Dans quelle mesure la gestion du programme a-t-elle pu s'adapter à l'évolution du contexte mouvant (COVID, crise de 2015) ? – Dans quelle mesure un dialogue entre les différents acteurs

	(autorités, facultés, services, etc.) sur les défis au niveau institutionnel s'est-il installé au niveau de l'UB, grâce à la contribution du programme ? – Quelle a été la mobilisation des responsables des projets dans la réflexion à un niveau stratégique/institutionnelle, notamment pour identifier des leçons ? Dans quelle mesure l'organisation de la fonction de suivi de l'exécution était assuré dans le manuel de gestion ? – Quelle a été l'implication des services administratifs de l'université dans la gestion du programme et inversement ? Quelles leçons de la gestion du CUI ont-elles pu être tirées pour la gestion générale de l'université ?
1.5. Les résultats au niveau institutionnel et l'impact	– Dans quelle mesure le programme CUI dans son ensemble et depuis le début a-t-il incité d'autres départements/facultés à lancer une collaboration interuniversitaire/international ? – Comment le CUI a influencé les autres départements/facultés à l'UB ou l'UB dans son ensemble : évolution des efforts pour renforcer la qualité de l'enseignement (adaptation au système MDB), évolution des projets de recherches et des publications scientifiques (dans des revues internationales) sont à remarquer davantage, évolution dans les efforts pour rendre service à la société, dans quelle mesure est-on passé à la multidisciplinarité et l'l'interdisciplinarité – En quoi l'UB et ces centres de recherche ont-ils développé un rayonnement national, régional ? De même pour l'offre académique (et le nombre d'étudiants qui s'inscrivent) – En quoi l'UB s'est inspiré du programme CUI, ses résultats et leçons pour adapter les mécanismes de gouvernance et de gestion, les mécanismes d'encadrement des doctorants, les services à la société ? – En quelle mesure le processus pour la formulation de la nouvelle stratégie UB s'est inspiré du CUI ?
1.6. Durabilité des résultats institutionnel et relations	Durabilité institutionnelle : – Quelles sont les mesures et garanties prises afin d'assurer : o La continuation/mise en œuvre des leçons apprises et des résultats mise en place ? o Une politique de ressources humaines dynamique du personnel académique, administratif ? o Des perspectives de partenariats avec les universités flamandes du CUI ? o Le développement du partenariat avec universités/pays et le réseautage dans le pays et la région ? – Comment est garantie les capacités des services/directions pour encadrer les fonctions d'éducation, de recherche et de services à la société ? – Quelles mesures sont mises en œuvre pour pouvoir exploiter les innovations et potentialités décelées au cours de la réalisation de ce programme, comme base de programmes et projet futurs dans des domaines similaires/autres domaines? – Comment les relations de l'UB avec son Ministère de tutelle (et ancien recteur et coordonnateur du CUI) sont-elles renforcées et pérennisées ?

	Durabilité financière : – Quelles garanties pour la pérennisation des activités/infrastructures couvertes par le CUI ? – Quelles stratégies générales au niveau de l'université sont développées pour l'obtention de fonds complémentaires ? – Quelles perspectivessalariale future pour le personnel académique en général et pour le personnel impliqué dans le CUI ? – Quelle est la stratégie au niveau de l'école doctorale (°2016)
Sources de vérification: - La nouvelle stratégie de l'UB - Les documents par rapport au contexte Burundi (à identifier) - L'évaluation à mi-parcours - Les auto-évaluations - Les rapports annuels du programme CUI (2017-2020) - Les entretiens avec les parties prenantes au niveau institutionnel, notamment des attachés de l'ambassade belge à Bujumbura (à identifier) - atelier de démarrage : la ligne du temps à établir pour fixer les principales étapes, évènements du programme CUI qui ont jalonné la période de sa réalisation dans son ensemble. - Manuel de gestion du programme CUI	

Questions d'évaluation niveau projet (pour chaque projet)

Une même série de questions est formulée pour tous les projets. Ces questions sont à poser en fonction de leur pertinence pour le projet analysé. En effet, certaines questions peuvent ne pas s'appliquer à certains projets, ceux-ci ayant des objectifs, des approches et des finalités différentes.

QE 1 – Quelle est la pertinence du projet en général, y inclus les efforts pour réaliser une synergy?	
Pourquoi cette question? Le cahier des charges de cette évaluation souligne la nécessité d'évaluer le programme CUI sur base des critères du CAD-OCDE. L'évaluation de ces critères au niveau projet permet de contribuer à l'appréciation de ces critères au niveau du programme. Par ailleurs l'analyse de la synergie est un point d'attention particulier de la coopération belge : stimulation d'une complémentarité entre actions de coopération universitaire, Cadre stratégique commun stimulant la complémentarité des actions de coopération non gouvernementales belge, importance de l'intégration et de la synergie du programme dans les réseaux pour rencontrer l'objectif de développer des centres d'expertise.	
Critères de jugement	**Questions/point d'attention/indicateurs**
1.1. Les objectifs du projet sont cohérents avec les besoins nationaux / locaux, les besoins de l'université, la stratégie VLIR-UOS et les politiques des bailleurs de fonds.	– Comment le projet est-il en phase avec les priorités stratégiques de l'université et de Burundi (enseignement supérieur/thématique du projet)? – Le positionnement du projet au sein de la faculté/du département concerné : quels sont les besoins à ce niveau et comment le projet réponde-t-ils ? – Les mécanismes d'interaction avec les bénéficiaires du projet (de types différents : acteurs gouvernementaux, institutions, secteur

	privé, communautés, organisations paysannes, etc.) : quelle est l'appréciation de la pertinence de ce qui est offert ? – Quelle prise en compte par le projet des thèmes transversaux de la coopération belge au développement (genre, environnement et D4D, digitalisation pour le développement) ?
1.2. Des efforts ont été faits pour assurer la complémentarité et la synergie avec d'autres projets / d'autres acteurs (belges).	– Dans quelle mesure le projet recherche une synergie avec d'autres interventions VLIR-UOS? – Dans quelle mesure le projet recherche une synergie avec des projets soutenus par d'autres bailleurs de fonds, plus particulièrement les acteurs du développement belges (en référence avec le Cadre stratégique commun Burundi) ?
1.3. Le projet est cohérent	– Comment le projet s'inscrit-il dans la Théorie du changement qui sous-tend le programme (si elle existe) ? – Y-a-t-il cohérence entre les résultats attendus du projet, les objectifs spécifiques et l'objectif global ? – Les activités sont-elles pertinentes, adéquates pour atteindre les résultats et objectifs attendus ? – Les indicateurs sont-ils bien choisis pour mesurer les progrès et soutenir l'apprentissage ? – Le design du projet est-il toujours pertinent, compte tenu des changements de contexte (crise de 2015, Covid, autres évènements)
Sources de vérification: - Rapports annuels 2017-2018-2019-2020 (y inclus la planification de la durabilité) - Rapports des auto-évaluations - Documents du programme et du projet, design et plans annuels - Interviews avec les gestionnaires et coordinateurs du programme, les promoteurs, acteurs et bénéficiaires du projet - Interviews avec les gestionnaires et autorités de l'université - Interviews avec les parties prenantes externes	

EQ 2 - Dans quelle mesure les objectifs spécifiques du projet ont-ils été atteints (efficacité) et quels sont les indices d'impact ?	
Pourquoi cette question ? Le cahier des charges de cette évaluation souligne la nécessité d'évaluer le programme CUI sur base des critères du CAD-OCDE. Les TdR définissent l 'efficacité comme étant « la mesure selon laquelle les objectifs du programme sont censés être atteints, compte tenu de leur importance relative ». Il est donc important d'analyser dans quelle mesure l'efficacité des projets contribue pour partie à l'efficacité du programme. Les TdR définissent l'impact comme étant « les effets potentiels positifs et négatifs, primaires et secondaires à long terme produits par le programme, directement ou indirectement, intentionnellement ou non ». Dans la mesure où il s'agit d'une évaluation finale du programme, il est indispensable que l'évaluation examine ce critère de l'impact. Nous allons le regarder surtout au niveau programme (voir la question d'évaluation au niveau programme). Nous regardons les trois fonctions de l'université : recherche, éducation, services à la société.	
Critères de jugement	**Questions/point d'attention/indicateurs**
2.1. Mesure selon laquelle les objectifs spécifiques du projet en	– Progrès des indicateurs développés pour l'objectif spécifique au niveau de ce projet

matière de soutien à la recherche sont réalisés	– Quels sont les effets non attendus (non spécifiés par les indicateurs) ? – Quels sont les facteurs contribuant au niveau des réalisations (à la fois positifs et négatifs), par ex. l'influence du contexte Covid et autre ? – Quelle était la valeur ajoutée des stages de recyclages (P1) pour le renforcement de la culture de recherche ? – Quel était le rôle de l'organisation colloques et rencontres scientifiques dans le renforcement de la recherche ? – Dans quelle mesure les résultats contribuent à l'image du département /faculté, y-a-t-il un effet sur le rayonnement des centres de recherches ? – Y-a-t-il une base pour de nouveau projets ou autres collaborations interuniversitaires
2.2. Changements dans l'enseignement	– Dans quelle mesure les efforts au niveau de la révision des masters et des curricula a renforcé la qualité de la formation/l'éducation ? – Dans quelle mesure les efforts au niveau de recherche et les stages de recyclage (notamment pour P1) ont été intégré dans les cours ? – Dans quelle mesure les NTIC ont change la façon de dispenser les cours ?
2.3. Mesure selon laquelle les ambitions pour appuyer des changements chez des acteurs externes ont été réalisés	– Quels sont les résultats par rapport aux indicateurs (voir le nombre d'activités de sensibilisation spécifiques au projet et le nombre de personnes touchées, les protocoles spécifiques élaborés. – Comment est-ce que les public cibles appliquent ce qu'ils ont appris (par ex. les animateurs DPAE dans P3, les écoles secondaires de P1, les institutions pénitentiaires de P4, le gouvernement qui a reçu des avis, …) et quelle est l'appréciation de la qualité de ce qui est offert (un apport essentiel, adéquat, suffisant, …) – Quels sont les effets non attendus (non spécifiés par les indicateurs) ? – Comment est-ce que le travail avec des groupes cibles a influencé a son tour le travail des chercheurs ?
Sources de vérification: - Rapports annuels 2017-2018-2019-2020 - Rapports des auto-évaluations - Documents du programme et du projet, design et plans annuels - Interviews avec les gestionnaires et coordinateurs du programme, les promoteurs, acteurs et bénéficiaires du projet - Interviews avec les gestionnaires et autorités de l'université - Entretiens avec des groupes cibles spécifiques. - Entretiens avec des acteurs externes (par ex. des ONG belges sur le terrain comme Caritas, Eurac, ministères, …)	

EQ 3 – Quel est le niveau d'efficience du projet ?
Pourquoi cette question ? Le cahier des charges de cette évaluation souligne la nécessité d'évaluer le programme CUI sur base des critères du CAD-OCDE. Il s'agit ici de vérifier si les moyens les plus adaptés ont été le mieux utilisés afin d'atteindre les résultats. En effet, l'efficience consiste (i) en la manière dont les intrants sont traités pour la réalisation des résultats attendus de manière opportune et rentable et (ii) en la réalisation des résultats intermédiaires. Dans la mesure où il s'agit ici d'une évaluation finale, l'attention sera portée essentiellement sur le premier aspect. Par ailleurs, les évaluateurs seront particulièrement attentifs au contexte spécifique de l'année 2020 et tiendront compte des retards causés par la pandémie de la COVID-19. Une attention pour l'intégration de la perspective genre est intégrée dans le point 3.4.

Critères de jugement	Questions/point d'attention/indicateurs
3.1. Des résultats intermédiaires ont été produits et sont de bon qualié	– Réalisation par rapport aux indicateurs 'standards' (notamment : stages de recyclages, modules de formations, adaptations des curricula, formations non-académiques, ateliers pour les externes, nombre d'articles, des doctorants, masters, …) – La qualité de la recherche : la mesure dans laquelle la recherche - en impliquant suffisamment les parties prenantes - est à la pointe du progrès ; la mesure dans laquelle les résultats ont été intégrés dans des revues locales ou internationales à comité de lecture (par ex. un ranking SCOPUS) – Qualité de l'éducation : mesure dans laquelle les nouvelles pratiques éducatives - développées tout en impliquant suffisamment les parties prenantes - sont à la pointe du progrès ; mesure dans laquelle les anciens élèves obtiennent facilement un emploi correspondant à leur profil d'éducation ; nombre de bourses acquises (dans la mesure qu'on peut déjà mesurer)
3.2. Un soutien a été apporté pour garantir la qualité des processus de recherche et d'enseignement	– Dans quelle mesure le projet fournit une formation, un soutien, un tutorat et un suivi adéquats aux étudiants (doctorat et maîtrise, y compris un soutien à la gestion des effets du COVID-19 sur leur recherche) ? – Dans quelle mesure, les projets transversaux ICT rendent plus efficients les chercheurs et/ou enseignants bénéficiaires du projet en matière d'accès aux documentation/articles scientifique, d'habilité pour dispenser leurs cours ? – Dans quelle mesure les ressources humaines étaient-elles adéquates pour l'atteinte des résultats de ce projet ?
3.3. Relation entre les moyens et les résultats atteints et les objectifs (évaluation qualitative)	– La part des missions du partenaire au Nord, des PHD, des formations, des coûts d'investissement et des coûts opérationnels est-elle raisonnable par rapport à l'atteinte des résultats ? – Quelle est la pertinence de l'expertise mobilisée auprès des universités flamandes et d'autres partenaires externes ? – Dans quelle mesure et comment la gestion des dépenses, des taux de dépassement et des sous-exécutions a-t-elle été assurée ? Quelle a été la part prise respectivement par les acteurs burundais et flamands dans cette gestion ? Quel a été le niveau d'appropriation par les partenaires du sud à ce niveau ? – Quel niveau de rentabilité a-t-il été recherché dans la conception et la gestion des activités du projet ? – Quel a été l'impact sur le projet des changements du personnel (turn over/rotation du personnel, notamment dans le project 5)
3.4. La gestion de projet est propice à une mise en œuvre efficace et efficiente du projet	– Quel a été la qualité des échanges et communications entre les gestionnaires Sud et Nord pour ce projet ? – La relation de travail a-t-elle été efficiente au sein de l'équipe projet (directives claires, transparence, flux de communication, rapidité de planification, etc.) ? – Quelle est la valeur ajoutée du manuel de gestion ? – L'implication de team leaders du projet a-t-elle été adéquate ? Quelles mesures ont été prises pour améliorer cette implication ? – Dans quelle mesure les équipes de projet ont-elles pu être flexibles dans l'exécution du projet (en tenant compte des besoins émergents, de l'évolution de la situation de post-conflit, des défis du contexte, parmi lesquels la COVID 19) ? – Les facteurs entravant une gestion efficace ont-ils été identifiés en temps opportun et bien gérés ? – Comment a été gérer la communication entre l'unité de gestion du programme CUI et le projet ?

	– Les procédures liées aux aspects logistiques (achats d'équipement, organisation des voyages et déplacements, organisations des activités publiques, etc.) ont-elles été aisément appropriées et appliquées par l'équipe du projet ? – Comment les parties prenantes ont été appuyés pour intégrer une perspective genre dans leurs façons de gérer et exécuter les activités du programme.
Sources de vérification : - Rapports annuels 2017-2018-2019-2020 - Rapports des auto-évaluations - Documents du programme et du projet, design et plans annuels - Interviews avec les gestionnaires et coordinateurs du programme, les promoteurs, acteurs et bénéficiaires du projet - Interviews avec les gestionnaires et autorités de l'université - Manuel de gestion - Questionnaire au niveau du personnel académique qui a bénéficié des formations de P5.	

EQ 4 – Dans quelle mesure les résultats du projet se poursuivront-ils après l'achèvement du programme CUI (durabilité)?	
Pourquoi cette question ? Le cahier des charges de cette évaluation souligne la nécessité d'évaluer le programme CUI sur base des critères du CAD-OCDE. Les TdR définissent la durabilité comme étant « la continuation des avantages après l'achèvement du projet ». Une distinction sera faite entre la durabilité institutionnelle et financière. De toute évidence, les facteurs facilitant ou entravant la durabilité au niveau du projet auront une influence sur la durabilité au niveau du programme. Le phasing out semble avoir été réfléchi depuis des mois, il ne constitue qu'un élément formel de la construction de la durabilité qui découle également des choix pertinents adoptés tout au long de la réalisation du programme.	
Critères de jugement	**Questions/point d'attention/indicateurs**
4.1. Niveau de durabilité académique et institutionnelle	– Quel est le niveau d'engagement (personnel) des parties prenantes au sein des départements / facultés concernés ? – Mesures prises pour la rétention des doctorants et du personnel formés au sein du département, de la faculté? – Quels sont les intérêts communs, en termes de recherche et/ou de pédagogie, pour les universitaires du Nord et du Sud impliqués dans ce projet qui sont identifiés et seront poursuivis ? Avec quels moyens, avec quelle stratégie ? – Quelle est l'évolution de la mise en réseau du projet avec d'autres universités dans la région ?
4.2. Niveau de durabilité financière	– Quelles sont les allocations de fonds futures envisageables par les universités flamandes pour la poursuite d'activités de ce projet (par exemple en octroyant des bourses ou en permettant aux universitaires d'aller sur le terrain, etc.) ? – Quelles sont les disponibilités de fonds (internes et externes) pour l'exploitation et l'entretien des infrastructures physiques et des équipements ? – Quelles sont les disponibilités de fonds (internes et externes) pour poursuivre (en tout ou en partie) les activités importantes / pertinentes ? – Quelles sont les capacités de mobilisation de ressources financières additionnelles : capacités individuelles de soumission de projets de recherches et/ou de dossiers de financement auprès de bailleurs externes, capacité du projet à créer des activités créatrices de revenus, capacité

	organisationnelle structurée (centre de recherche, département de coopération, négociations institutionnelles avec le gouvernement, etc.) ?
Sources de vérification : - Rapports annuels 2017-2018-2019-2020, y inclus la planification de la durabilité - Rapports des auto-évaluations - Documents du programme et du projet, design et plans annuels - Interviews avec les gestionnaires et coordinateurs du programme, les promoteurs, acteurs et bénéficiaires du projet - Interviews avec les gestionnaires et autorités de l'université	

5.3. Annexe 3 : Programme de la mission et liste des personnes interviewées

VLIR-UOS

Nom et fonction	Institution	Date
Peter De Lannoy, head of programmes	VLIR-UOS	19 février 2021
Kathleen Wuytack	VLIR-UOS	19 février 2021

Niveau CUI programme

Nom et fonction	Institution	Date
Le recteur Sanctus Niragira	UB	12 avril 2021
Pr Mélance : directeur de la recherche et innovation	UB	12 avril 2021
Pr Saïdi KIBEYA : chef du service Coopération	UB	12 avril 2021
Pr Stef Vandeginste, coordinateur CUI	UA	3 mars 2021
David Nahimana, coordinateur CUI	UB	3 mars 2021
Marjan Vermeiren, Program Manager/ Gestionnaire CUI UB	KU Leuven	3 mars 2021
Thaddée Barancira, gestionnaire du programma Sud	UB	3 mars 2021

Niveau CUI projet

PROJET 1- DATE	NOM ET FONCTION	INSTITUTION
15-04-2021	Pr Ntakimazi Gaspard, - Responsable local du P1 -	UB, faculté des sciences
15-04-2021	Pr David Nahimana, - Doyen de la faculté des sciences, - Coordonnateur du programme CUI UB -	UB, faculté des sciences

15-04-2021	1. Godefroid Gahungu 2. Sébastien Niyonzima 3. Jacques Nkengurutse 4. Servat Nyandwi (Personnel non impliqué dans le projet)	UB, faculté des sciences
15-04-2021	1. Denis Turimumahoro 2. Menus Nkurunziza 3. Jean Paul Nuwacu 4. René Simbizi (PhD phase 3, bénéficiaires du VLIR)	UB, faculté des sciences
15-04-2021	1. Charles Bakundukize 2. François Ndayiragije 3. Liberata Nizigiyimana 4. Claver Sibomana (Bénéficiaires des stages de recyclage), personnel académique	UB, faculté des sciences
19-04-2021	Alexis Banuza - Membre du CRDS -	UB
15-04-2021	1. Samson Uwimana 2. Dieudonné Nkurunziza Bénéficiaires des encadrements du CRDS	Lycée Cibitoke Lycée Makamba

Projet 2	**Nom et fonction**	**Institution**
15/4/2021	Dr Jacques NDIKUBAGENZI : responsable local	UB, département de médecine communautaire
	Dr Sandra NKURUNZIZA : Doctorante	UB, département de médecine communautaire
	Pr Jean Baptiste NGOMIRAKIZA : doyen de la faculté de médecine	UB, faculté de médecine
	Pr Déo NIYUNGEKO : enseignant	UB, faculté de médecine

PROJET 3-DATE	**NOM ET FONCTION**	**INSTITUTION**
13-04-2021	Jean Ndimubandi - Doyen de la FABI - Responsable local du P3	UB
13-04-2021	Pr Bernadette Habonimana - Bénéficiaire du P3 - Responsable du sous-projet « érosion ».	UB
13-04-2021	Pr Vénérand NDORERE - Personnel académique de l'UB (non impliqué dans le projet)	UB
13-04-2021	Daniel NYANDWI - Assistant à la FABI et travaillant sur le sous-projet Caprin	UB
16-04-2021	Rémy MBAZUMUTIMA : Agronome communal	Commune

PROJET 4- DATE	NOM ET FONCTION	INSTITUTION
14-04-2021	Pr Laurent NZOSABA - Enseignant à la faculté de droit - Ancien responsable local du P4	UB
14-04-2021	Dr Alexis Manirakiza, - Enseignant à la faculté de droit - Phd bénéficiaire de la bourse VLIR	UB
14-04-2021	Dr Callixte Nizima - Vice-doyen de la faculté de droit-UB	UB
14-04-2021	Dr Emery Nukuri, - Doyen de l'institut d'administration et de carto-graphie foncière - Phd bénéficiaire de la bourse VLIR	UB
14-04-2021	Pr Egide Manirakiza, - Doyen de la faculté de droit - Responsable local du P4	UB
14-04-2021	Pr Leonidas Ndayisaba, - Enseignant à la faculté des lettres - Responsable du CERFOPAX	UB
15-04-2021	Directeur de prison	Prion de Ngozi (Hommes)
15-04-2021	Directeur adjoint	Prison de Ngozi (Hommes)
15-04-2021	Chef des prisonniers	Prison de Ngozi (Hommes)
	Chef adjoint des prisonniers	Prison de Ngozi (Hommes)
21-04-2021	Entretien V Sagaert - Responsable Nord P4	KU Leuven

PROJET 5- DATE	NOM ET FONCTION	INSTITUTION
14/4/2021		
	Pr BATURURIMI Léonard : responsable local	UB, faculté des sciences d'ingénierie
	Dr MANIRABONA Audace, administrateur réseau et chef du service informatique	UB, faculté des sciences d'ingénierie
	MANIRAKIZA Rénovat, bibliothécaire en chef	UB, bibliothèque cen-trale
	Dr NGENDAKUMANA Gaspard, professeur au dé-partement des TIC de la FSI	UB, faculté des sciences d'ingénierie
	Dr SAHINGUVU William, professeur au départe-ment des TIC de la FSI	UB, faculté des sciences d'ingénierie
	BARAKAMFITIYE Jérôme, technicien au service in-formatique	UB
	M Sc- Bob KAZIRI Amissi, bénéficiaire du projet – Formation de master	UB
	GATAVU Paul, bibliothécaire et Informaticien	UB, bibliothèque cen-trale

16 -04-2021	NIYUNGEKO Lambert, administrateur adjoint réseaux et systèmes (Service informatique)	UB, service informatique
	Dr-Ir NIYONGERE Abraham, doyen de la FSI, un des formateurs au sein du projet 5	UB, faculté des sciences d'ingénierie

5.4. Annexe 4 : Liste des documents du programme consultés

Sources VLIR

- (Diaporama) VLIR-UOS en RD Congo et au Burundi, Kathleen Wuytack, 2021.

Sources CUI

- CUI UB, Auto-évaluations programme CUI (Nord + Sud) et par projet
- CUI UB, *Programme partenaire III 2017-2020.*
- CUI UB, fichier Excel Programme level monitoring KRIs 2020
- Rapports annuels du programme CUI de 2017 à 2020
- Résultats questionnaire ACE Europe
- van Baren, B. et Ntagunama, F. (2013) *CUI UB. Évaluation intermédiaire*

Autres sources

- https://www.jimbere.org/enseignement-superieur-nouvelles-reformes-burundi/
- http://cnesburundi.org/index.php/fr/actualites-et-evenements-fr/45-news-events
- Masharabu, T. et al. (2018) *La Recherche-Développement à l'Université du Burundi : bilan, défis et perspectives*.
- UB, *Plan stratégique 2014-2019.*
- Site web CNCD: https://www.cncd.be/burundi-crises-multiples-attente-reformes

VLIR-UOS supports partnerships
between universities and university colleges
in Flanders and the South
looking for innovative responses
to global and local challenges

VLIR-UOS
Julien Dillensplein 1, box 1A
1060 Brussels
Belgium
Tel. +32 (0)2 289 05 50
info@vliruos.be

Publisher: Kristien Verbrugghen, VLIR-UOS, Julien Dillensplein 1, box 1A, 1060 Brussels, Belgium
D/2021/10.960/5

RECYCLED
Papier gemaakt van gerecycled materiaal
FSC® C008551

THE BELGIAN DEVELOPMENT COOPERATION .be